

# **La PESETA**

**et**

# **l'Economie Espagnole**

# **depuis 1928**

---

THESE POUR LE DOCTORAT

*Présentée et soutenue*

le 29 novembre 1935, à 14 heures,

PAR

**CHARLES LEFAUCHEUX**

---

*Président* : M. OUALID.

*Assesseurs* : M. NOGARO ;

M. G. PIROU.

---

Imprimerie GEORGES SUBERVIE

21, Rue de l'Embergue, 21

RODEZ

1485



**La Peseta et l'Économie Espagnole  
depuis 1928**

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

# La PESETA

et

# l'Economie Espagnole

# depuis 1928

---

THESE POUR LE DOCTORAT

*Présentée et soutenue*

le 29 novembre 1935, à 14 heures,

PAR

CHARLES LEFAUCHEUX

*Président* : M. OUALID.

*Assesseurs* : M. NOGARO ;

M. G. PIROU.

---

Imprimerie GEORGES SUBERVIE

21, Rue de l'Embergue, 21

RODEZ



## INTRODUCTION

De toutes les phases de dépression que l'économie mondiale a connues depuis que la civilisation tend vers la forme industrielle, celle que nous subissons depuis six ans s'affirme, autant par son intensité que par sa durée, comme la plus grave.

Les mesures de défense adoptées par les différents pays présentent une rare diversité et constituent, dès à présent, un ensemble d'expériences assez vaste pour qu'il semble possible de tirer quelque profit de la comparaison des méthodes et surtout des résultats. Malheureusement, aucun pays ne peut offrir, au moins jusqu'à présent, l'exemple d'un succès suffisamment éclatant pour que d'autres nations puissent, sans hésitation, s'engager dans les mêmes voies : les tenants des différents systèmes ont su tirer, au contraire, de chacune de ces tentatives, les conclusions les plus contradictoires.

Ayant été amenés, depuis 1929, par des préoccupations d'ordre industriel, à nous documenter sur l'économie espagnole, nous avons été surpris de constater que son évolution n'ait pas plus fréquemment servi de base aux débats qu'a soulevés, dans notre pays, l'histoire contemporaine des économies étrangères. Adversaires et partisans de la stabilité monétaire ou du protectionnisme intégral, s'emparent à l'envi des statistiques fournies par l'Angleterre, la Belgique ou la Tchécoslovaquie, pour étayer leurs théories,

mais l'expérience espagnole ne paraît pas avoir, au même degré, retenu l'attention.

Elle présente pourtant le caractère précieux d'avoir conservé la même orientation pendant plusieurs années consécutives : depuis la fin de mars 1927 jusqu'en 1932, la monnaie nationale a poursuivi sa dévaluation progressive, en partant des environs du pair théorique, pour ne conserver finalement que 42 % de sa valeur-or. Il nous a semblé qu'un phénomène d'aussi grande amplitude et d'aussi longue durée pouvait présenter quelque intérêt, et nous en avons entrepris l'étude en mettant tout d'abord à profit nos propres observations, mais sans négliger d'utiliser les ouvrages que des événements aussi marquants ne pouvaient manquer d'inspirer dans ce pays de haute culture.

Mais la dévaluation monétaire ne constituait qu'un côté de l'évolution économique espagnole. Aussi avons-nous recherché quelles répercussions ce phénomène avait exercées sur la circulation monétaire, sur le mouvement des prix, l'activité intérieure, le commerce extérieur, en un mot, sur tous les aspects de cette économie, puisque les variations du change pouvaient, à priori, les affecter tous.

Nous avons été amenés ainsi à constater que la dévaluation monétaire, qui s'est pourtant poursuivie parmi les orages d'une situation politique assez troublée pour ne pas comporter, pendant ce temps, moins de deux changements de régime, s'est accompagnée d'une stabilité remarquable de l'économie nationale. Les prix intérieurs, l'activité industrielle et commerciale sont restés beaucoup plus constants en Espagne que dans la plupart des autres pays, et cette coïncidence a pu nous faire croire, un moment, à l'influence heureuse de la dévaluation monétaire.

Disons tout de suite que telle ne sera pourtant pas fina-

lement notre conclusion et qu'après avoir étudié les caractères permanents de l'économie espagnole, nous serons amenés à réduire singulièrement le rôle de cette dévaluation. Mais, avant d'en venir à des conclusions d'ensemble, il nous faut analyser méthodiquement les faits et nous commencerons cette étude en retraçant les mouvements du change.



## Chapitre Premier

### LA PESETA AVANT LE 1<sup>er</sup> JANVIER 1928

Avant d'entreprendre l'histoire contemporaine de la Peseta, il est indispensable de rappeler brièvement ce qu'avait été son évolution antérieure.

L'Espagne était, avant la guerre, une des seules nations qui n'eût pas rétabli la convertibilité du billet de banque en or.

Ayant vu sa couverture-or tomber de 107 millions en 1881, à 67 millions en 1882 et 32 seulement en 1883, la Banque d'Espagne avait dû cesser de rembourser en espèces métalliques les billets présentés à ses guichets. Puis, à partir de cette date, le déficit budgétaire s'était implanté pour dix ans, totalisant 575 millions de Pesetas de 1882 à 1893. La dette intérieure accrue, le paiement en or des coupons de la dette extérieure, les sorties de numéraire correspondant au paiement des coupons de valeurs espagnoles (chemins de fer, mines, métallurgie, etc...), détenues par des étrangers, constituaient autant de causes de dépréciation pour la monnaie, qui perdait 1,55 % de sa valeur en 1883, 4,27 % en 1890 et 15,34 % en 1892.

Puis, ce furent les pénibles épreuves de la guerre avec les Etats-Unis et la perte des colonies, qui provoquèrent une dépréciation du change allant jusqu'à 36 % en 1898.

Par contre, après la fin des hostilités, la situation s'était nettement améliorée. Les capitaux investis précédemment dans les colonies perdues étaient rapatriés en Espagne et venaient vivifier la jeune industrie métropolitaine.

L'étranger, d'autre part, cherchant, pour ses propres capitaux, en même temps que pour les produits de son industrie, des débouchés toujours plus étendus, fondait en Espagne des entreprises dont il importait, bien entendu, l'outillage et l'équipement, mais qu'il devait alimenter en moyens financiers, améliorant ainsi la balance des comptes.

Malgré quelques crises assez violentes, comme les émeutes de Barcelone et la guerre du Maroc, le pays avait, à partir de 1900, joui, comme toute l'Europe, d'une ère de tranquillité pendant laquelle il avait amélioré sa situation, si bien qu'en 1913 les budgets étaient, en général, mieux équilibrés et la Peseta ne perdait plus que 4 % environ de sa valeur.

Mais la guerre devait porter à son apogée la prospérité de l'Espagne, qui, réussissant à se maintenir hors du conflit, eut la chance de pouvoir mettre en œuvre, et même de développer toutes ses forces productrices, sollicitées par les belligérants pour leur fournir des approvisionnements, des armes, et, après le début de la guerre sous-marine, des navires.

Toutes les régions de l'Espagne trouvèrent, pour leurs productions respectives, des débouchés que limitaient seulement les difficultés sociales intérieures et la pénurie des moyens de transport.

Mines de fer et de charbon, hauts-fourneaux et cokeries de la côte asturienne et cantabrique, mines métalliques d'Andalousie, chantiers navals de tous les ports,

fabriques d'armes de Catalogne, exploitations agricoles de toutes les provinces, acheminèrent leurs produits vers l'étranger, en quantités et à des prix sans cesse croissants, donnant pendant quelques années la mesure de ce que peut être l'activité de l'Espagne, dans des conditions favorables.

En 1918, la Peseta faisant prime sur toutes les autres monnaies, la Livre anglaise, elle-même, ne valait plus que 19,86 Pesetas, au lieu du cours théorique de 25,225.

La fin des hostilités vint arrêter brusquement cet essor, et le retour au rythme économique d'avant-guerre ne fut pas sans s'accompagner de graves difficultés, qui se traduisirent naturellement par des troubles sociaux particulièrement inquiétants. Ce fut l'époque des attentats antipatronaux anarchistes, celle aussi des désastres militaires au Maroc (Juillet 1921).

La chute de la Peseta fut rapide et profonde. Dès le mois d'août 1921, elle perd 34 % de sa valeur. Elle en regagne une partie en mars 1923, la dépréciation se réduisant à 18 %, mais pour revenir à 29 % dès le mois de septembre de la même année. A ce moment, le Général Primo de Rivera établit la dictature militaire qui va gouverner l'Espagne pendant plus de six ans.

Au début du régime, la baisse de la Peseta continue. Elle ne vaut que 67 % de son cours théorique en décembre 1923, 66 % en mars 1934. Mais, après une période d'installation de quelques mois, le nouveau gouvernement a démontré sa solidité et surtout ramené dans le pays une tranquillité sociale complète. Il annonce une politique de grands travaux publics, stabilise la situation au Maroc, ramène la confiance et l'esprit d'entreprise, si bien que la Peseta revient, dès le mois de décembre 1924, à 72 % de sa valeur théorique, et 73,5 % en décembre 1925. Le Direc-

toire commence à manifester sa volonté de stabiliser la Peseta au pair de l'or.

La guerre reprend au Maroc, mais cette fois sous des auspices favorables, puisqu'en mai 1926 la soumission d'Abd el Krim consacre la pacification complète de la zone espagnole. La Peseta s'améliore immédiatement et retrouve, en décembre 1926, 79 % de son cours de base.

En 1927, le Directoire croit atteindre son but. Une activité — peut-être factice — règne dans tout le pays. Des chantiers de travaux publics (routes, irrigations, chemins de fer, ports, casernes, écoles, restauration de monuments historiques), ont été ouverts de toutes parts. La paix sociale est partout maintenue, bien que le fonctionnement des commissions paritaires, instituées par le régime afin de supprimer les difficultés ouvrières, inspire pour l'avenir quelques inquiétudes. Mais ce que le Directoire suit avec le plus de ferveur, c'est le progrès de la Peseta, qu'il considère comme la preuve irréfutable du succès de sa politique. Cette monnaie va s'élever effectivement avec une rapidité extraordinaire, de 79 % en décembre 1926 à 83 % en janvier 1927, 87 % en février et près de 94 % en mars.

Or, cette hausse, trop rapide, ne correspondait pas à la véritable situation de la monnaie. Elle provenait, en grande partie, de la spéculation qui s'était portée sur la Peseta, dès que le Gouvernement avait, très imprudemment, annoncé son intention de rétablir la convertibilité au pair de l'or. Il était évidemment tentant d'acheter une devise dépréciée de 10 à 20 %, d'attendre quelques mois, et de la revendre au pair, une fois la stabilisation opérée. La spéculation internationale adopta donc une position à la hausse. D'après M. Luis Olariaga, 700 millions de Pese-

tas seraient entrés en Espagne, en vue de cette opération, en 1926 et 1927.

En réalité, la situation financière était progressivement devenue très aventureuse, car la politique du Directoire avait été beaucoup trop audacieuse.

Le budget ordinaire était à peu près équilibré, depuis un an seulement d'ailleurs. Mais il existait parallèlement un budget extraordinaire.

Quand il s'était agi de mettre en œuvre son vaste programme de travaux, le Général Primo de Rivera avait déclaré que les dépenses correspondantes, étant « productives », seraient inscrites à un budget extraordinaire, ouvert théoriquement pour dix ans. Ce budget, d'un montant total de 3.540 millions, devait être alimenté tout d'abord par des emprunts, mais on spécifiait qu'il serait amorti par les recettes provenant des travaux correspondant aux dépenses rentables, ce qui devait être obtenu, dans une large mesure, à la fin des dix années.

En fait, les dépenses en question n'étaient pas aussi « productives » que le Directoire semblait le supposer. Il suffit, pour s'en rendre compte, d'en citer quelques unes.

Il est évidemment peu logique de considérer comme dépenses « productives » les postes suivants, choisis parmi beaucoup d'autres du même genre.

|                                                                                               | En Pesetas  |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|
| —Acquisition d'édifices et extension de l'Académie des Beaux-Arts à Rome . . . . .            | 29.000.000  |
| — Construction de nouvelles prisons et réparation de la prison cellulaire de Madrid . . . . . | 10.000.000  |
| — Troupes (matériel, armements, munitions et équipement) . . . . .                            | 133.750.000 |

|                                                                                     |             |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-------------|
| Garde civile. — Construction et acquisition d'autocars pour le transport des forces | 10.240.000  |
| — Edifices scolaires . . . . .                                                      | 100.000.000 |

Aussi était-il évident, pour tous ceux qui ne se refusaient pas systématiquement à examiner les choses en face, que le budget extraordinaire ne pouvait être équilibré autrement que par le moyen de l'emprunt, et l'état de la trésorerie faisait d'ailleurs de ce procédé une nécessité inéluctable.

Le mal n'aurait pas encore été trop grand si l'Etat s'était borné à drainer l'argent que n'absorbait pas l'économie espagnole. Mais, en réalité, ces emprunts étaient tout à fait hors de proportion avec la puissance financière du pays.

Sans parler de la dette à court terme, il avait été émis, de 1925 à 1927, un emprunt 5 % amortissable de 500 millions, destiné aux chemins de fer, et, en 1926, un emprunt 5 % amortissable de 225 millions. Et 1927 voit apparaître, en outre : un emprunt 5 % amortissable, exempt d'impôt, de 3.547 millions, et un emprunt 5 % amortissable, non exempt d'impôt, de 2.062 millions, tous deux destinés, en principe, à l'amortissement de la dette flottante, soit, au total, pour les trois années 1925, 1926 et 1927, une somme de 6.334 millions, qui venait augmenter de 75 % une dette limitée auparavant à 8 milliards et demi environ, dont 918 millions seulement contractés à l'extérieur.

Il était impossible de trouver à placer dans le public une pareille masse de titres, sans recourir à des artifices. Le Directoire utilisa donc un procédé qu'il tenait d'ailleurs de ses prédécesseurs et dont l'idée première ne saurait, par conséquent, lui être reprochée. En 1917, le Gouvernement

avait, pour réussir à placer un emprunt d'obligations du Trésor, fait couvrir cette émission par les banques privées, mais en abaissant simultanément, au-dessous du taux de cet emprunt, le taux des avances consenties par la Banque d'Espagne sur les valeurs d'Etat. Les banques privées avaient pu, dans ces conditions, soit conserver leurs titres pour les écouler ensuite progressivement dans le public, soit les porter à la Banque d'Espagne, jusqu'à concurrence de 90 %, et se faire avancer les sommes correspondantes, en bénéficiant de la différence entre le taux de l'emprunt et celui des avances. Le placement de l'emprunt était donc assuré, mais le système constituait un cas parfaitement caractérisé d'inflation.

Quand la Dictature eut à couvrir les emprunts que nécessitait son budget extraordinaire, elle ne manqua pas d'utiliser ce procédé, sans parvenir à rendre beaucoup d'élasticité au marché des titres, qui se trouvait toujours engorgé, mais en faisant planer, par contre, sur l'économie espagnole, une dangereuse menace d'inflation, qui n'échappa naturellement pas aux milieux financiers avertis.

Par ailleurs, la balance des comptes n'était pas favorable à l'Espagne. M. Cambo commençait à signaler que les prix intérieurs espagnols restaient forts, et que l'amélioration du change tendait à relever encore leur expression en monnaies étrangères. Cette situation pesait lourdement sur le commerce extérieur, dont la balance déficitaire passait de 543 millions en 1926, à 689 en 1927, avant d'atteindre 886 millions en 1928.

D'autre part, certains étrangers, propriétaires d'intérêts dans des entreprises espagnoles, étaient tentés de profiter du change avantageux de la Peseta, pour vendre leurs

participations. Pour les Français, en particulier, cette combinaison avait paru particulièrement tentante en 1926 et 1927; le change de leur pays étant alors très déprécié, l'abandon des intérêts qu'ils possédaient en Espagne leur permettait de recevoir un nombre de francs bien supérieur à celui qu'ils avaient investi. Aussi, de nombreuses Sociétés passèrent-elles, à ce moment, de mains françaises entre des mains espagnoles : ce fut, par exemple, le cas de Compagnies de Chemins de Fer, de Sociétés d'Electricité, de Distribution d'Eau (Barcelone et Valence), de Gaz (Valence, Malaga, Grenade, Cadix, Santander, Murcie, Vigo, Saragosse), etc...

Il fallut évidemment transférer à ce moment les capitaux correspondants, au préjudice de la balance des comptes.

Toutes ces tendances d'origine diverse agissaient à l'encontre de la spéculation. L'orientation de cette dernière était donc tout à fait artificielle et susceptible de se retourner complètement, sous l'effet du moindre choc. Or, précisément, en avril 1927, les premiers symptômes de la crise se produisirent en Amérique, en Allemagne, en Autriche et dans quelques autres pays, sous forme d'un resserrement des crédits. Des mesures furent immédiatement prises en Amérique pour lutter contre cette tendance, mais l'impression fâcheuse était produite et rien ne pouvait l'effacer. Les capitalistes et surtout les spéculateurs, qui avaient emprunté à court terme pour spéculer à la hausse de la Peseta, sentirent immédiatement peser sur eux la menace d'un remboursement, auquel la hausse du taux de l'argent chez leurs prêteurs ne pouvait manquer de les contraindre, et se dégagèrent de leurs engagements en Pesetas. Ce fut le signal du retournement de la tendance

spéculative et le début de la baisse de la monnaie espagnole.

Partie d'un cours maximum de 4,6375, le 29 mars, à Paris, (bien voisin, par conséquent, du cours théorique de 4,925), la Peseta cotait 4,47 à fin mai, 4,35 à fin juillet, 4,30 à fin décembre, ce qui la ramenait à 87 % de la parité or, alors qu'elle avait atteint 94 % en mars. La situation apparaissait donc immédiatement comme sérieuse.



## Chapitre II

### LA PREMIERE BATAILLE DES CHANGES (de 1927 à Février 1929)

Si le Gouvernement de la Dictature n'avait pas su reconnaître le danger que présentait, pour le commerce extérieur de l'Espagne, une hausse trop rapide de sa monnaie, et s'il n'avait surtout su distinguer à temps le caractère artificiel et fragile de cette hausse, il fut, par contre, immédiatement inquiet par le retournement d'une tendance qu'il avait présentée jusque là comme la preuve du succès de sa politique.

Avec une vue peut-être un peu trop superficielle des choses il attribua ce mouvement à la seule action de la spéculation, et multiplia les notes officielles, afin de la combattre (en particulier, dans ses déclarations des 7 mai 1927, 20 août 1927, 21 juin 1928, 26 juin 1928, 23 novembre 1928). Jusqu'à la dernière en date, il continuait également à proclamer sa volonté de rétablir rapidement la parité de l'or.

La spéculation lui semblant seule en cause, il crut arriver à ses fins en la combattant avec les moyens qui lui sont propres, et décida donc une intervention immédiate sur le marché des changes.

Or, il avait entre les mains l'arme forgée, six ans

auparavant, par le grand financier catalan, alors Ministre des Finances, M. Cambo : la loi d'organisation bancaire du 29 décembre 1921, dont le titre VII, pour la première fois, réglementait l'intervention du gouvernement en matière monétaire.

Plusieurs hommes d'état espagnols (Villaverde, Urzaiz, Rodriganez, Osma), avaient bien, à la vérité, élaboré autrefois des projets de ce genre. En 1903, en particulier, Villaverde avait présenté aux Cortès un projet comportant la création, à la Banque d'Espagne, d'un « Bureau des Changes », fonctionnant sous la direction du Ministre des Finances, du Directeur Général du Trésor et du Gouverneur de la Banque. Ce bureau devait régulariser le marché des changes et revaloriser la Peseta. Il aurait disposé du produit, en or, d'un emprunt de 400 millions de Pesetas et d'un prêt de 94 millions de Pesetas, obtenu de l'étranger contre garantie de la production des Mines de mercure d'Almaden et du montant des droits de douane perçus en or. On devait aboutir, après revalorisation, à l'établissement d'un étalon-or; mais ce projet n'atteignit même pas le stade de la discussion.

Après d'autres tentatives, celle de M. Novarro Reverter tendait à constituer, à la Banque d'Espagne, un « Fonds de Change et Monnaies », formé par deux versements égaux de cent millions de Pesetas-or, effectués respectivement par la Banque d'Espagne et par le Trésor, et susceptible d'augmentations ultérieures. L'organisme devait être dirigé par une Commission présidée par le Ministre des Finances et composée de représentants de l'Etat et de la Banque. Cette Commission serait chargée de « toutes les opérations bancaires et commerciales relatives au change international », qu'elle avait pour mission d'amé-

liorer. Les opérations devaient être faites de compte à demi entre le Trésor et la Banque, et le projet prévoyait, comme but final, l'adoption de l'étalon-or, « quand les circonstances le permettraient ».

Ces dispositions ne furent pas adoptées, mais elles ont certainement inspiré le législateur de 1921.

La guerre et ses conséquences heureuses pour la monnaie espagnole, avait naturellement interrompu l'étude de l'intervention en matière de changes. Mais, en 1920, cette question revint à l'ordre du jour, lorsque la Peseta quitta le pair de l'or. Elle fut tranchée en 1921 par M. Cambo, qui fit voter, le 29 décembre, la « Ley de Ordenacion Bancaria » (Loi d'Organisation Bancaire), que nous appellerons plus brièvement « Loi Bancaire ».

Cette loi réorganisait le régime de la Banque d'Espagne en renouvelant son privilège pour vingt ans (jusqu'en 1941). Son titre VII était spécialement consacré à l'intervention en matière de changes. Pour en définir les principes directeurs, nous ne pouvons mieux faire que de citer le texte même par lequel M. Cambo présentait son projet.

« Aujourd'hui l'Espagne, qui, par bonheur, est un des pays qui possèdent le plus d'or, a entre les mains une arme formidable pour l'intervention sur le marché des changes. Il est possible que l'or que la Banque d'Espagne détient en ses caisses soit intrinsèquement plus efficace pour procéder, un jour déterminé, à la défense de la valeur intérieure et extérieure de sa monnaie, que pour servir de garantie à la circulation de notre billet de banque. Mais il faudra procéder avec une prudence extraordinaire pour utiliser l'or à une intervention sur le change et à la régularisation de notre marché monétaire. Quand un pays n'a pas d'inflation fiduciaire — car, s'il en a une, la mobilisation de

l'or serait une folie — quand un pays n'a pas, à la base de sa dépréciation monétaire, cette inflation fiduciaire, et quand on ne constate pas, dans sa balance commerciale, autre chose qu'un déséquilibre passager, il peut se servir de son or, en le mobilisant rapidement, pour mettre son change en équilibre. Mais quand la cause de la dépréciation, ou simplement d'une altération de la valeur de sa monnaie, est un déficit permanent de sa balance commerciale, la politique qui consiste à utiliser l'or pour remédier au déséquilibre, serait le chemin de la plus vaste catastrophe. Nous utiliserions l'or pour combler le déficit pendant un, deux ou trois ans, à la fin desquels nous nous trouverions sans or, et, comme les déficits persisteraient sans que nous ayons de quoi les combler, il se produirait un affaiblissement irrémédiable de la valeur de notre monnaie ».

L'auteur de la loi précisait, on le voit, de la façon la plus formelle, qu'il n'entendait permettre la mobilisation de l'or que dans le cas d'oscillations passagères du cours de la Peseta, et non pas dans l'hypothèse d'une baisse prolongée du change, provoquée par un déficit chronique de la balance du commerce extérieur.

De fait, la loi Bancaire prévoyait que la couverture métallique (fixée à 45 % jusqu'à 4 milliards de billets en circulation, et à 60 % au dessus), ne pourrait être réduite sans un accord préalable notifié en Conseil des Ministres, et que la Banque ne pourrait être autorisée à diminuer cette réserve d'or tant que le montant n'en serait pas supérieur à celui qui correspondait à une circulation de 6 milliards, sauf, il est vrai, l'exception concernant le titre VII, ainsi conçu :

« Au cas où le Gouvernement, faisant usage des facultés que les lois lui concèdent, déciderait, soit spontanément

et isolément, soit en vertu d'un accord international auquel participerait l'Espagne, d'exercer une action d'intervention sur le change international et sur la régularisation du marché monétaire, la Banque d'Espagne, si cette intervention se produit par son intermédiaire et avec son concours, participera, dans la même proportion que l'Etat, aux opérations que cette politique motivera. L'or de la Banque qui sera utilisé pour réaliser cette action d'intervention, sera toujours compté comme faisant intégralement partie de la réserve d'or prévue au titre II, tant qu'il demeurera sa propriété exclusive, même au cas où les dits fonds seraient passés entre les mains de correspondants de la Banque à l'étranger.....

» L'Etat, pour la participation qu'il doit prendre dans l'opération, utilisera l'or du Trésor ou celui qu'il se procurera grâce aux crédits que le Parlement lui octroiera, si la première source était insuffisante.

» Les gains et les pertes résultant de cette politique seront répartis par moitié entre l'Etat et la Banque, mais la part de pertes qui sera imputée à cette dernière ne pourra jamais dépasser le solde de la réserve annuelle de deux millions de Pesetas, que le titre III a établie (1) avec un caractère impératif et qu'il ne fait pas entrer en ligne de compte pour les participations aux bénéfices.

» Au cas où l'intervention sur le change international et la régularisation du marché monétaire seraient confiées à un organisme distinct de la Banque d'Espagne et ne dépendraient plus d'elle, le Gouvernement décidera, d'ac-

---

(1) « La Banque distraira, chaque année, des bénéfices obtenus, la somme de deux millions de pesetas pour l'imputer à la réserve spéciale prévue au titre VII. Et cette somme n'entrera pas en compte pour la participation de l'Etat aux bénéfices. »

cord avec ledit organisme, la participation qui incombera à la Banque pour le concours qu'elle prêtera dans cette intervention. En ce cas, si l'Etat décidait ultérieurement l'arrêt de cette intervention ou du recours à l'aide de la Banque, il aurait à restituer en or les quantités de ce métal que lui aurait apportées la Banque pour le réaliser. Le délai de cette restitution ne pourra excéder six mois ».

Si ce texte avait été appliqué avec toute la prudence considérée comme indispensable par son auteur, il n'aurait permis qu'une intervention très modérée sur le marché des changes. Mais il constituait une menace bien dangereuse pour les réserves d'or espagnoles, si le soin de l'appliquer devait incomber quelque jour à un ministre moins circonspect.

Cette arme était, par ailleurs, la seule dont le Gouvernement pût disposer. Il s'était, en effet, à peu près complètement interdit par avance l'usage du procédé le plus couramment utilisé pour la défense des changes menacés : l'élévation du taux de l'escompte. La loi Bancaire rendait, en effet, réglementaire un régime de bonifications que la Banque avait établi sur ses taux d'intérêts, bonifications variables d'après les catégories d'opérations et de clients. Elle accordait en particulier aux banquiers inscrits à un organisme syndical, qu'elle fondait simultanément, le droit d'obtenir de l'argent à un taux moins élevé de 1 % que celui des autres clients. Il devenait difficile, dans ces conditions, d'empêcher le réescompte du papier de commerce et surtout de retenir les capitaux étrangers placés, par cette mesure, en position désavantageuse.

C'est donc à la seule intervention sur le marché des changes, que le Directoire allait pouvoir recourir pour lut-

ter contre la dépréciation, brusquement survenue, de la monnaie nationale.

La tentative fut d'abord conduite d'une manière un peu désordonnée par le Trésor lui-même, et il fallut très rapidement songer à améliorer la manœuvre. Mais on s'aperçut que la Loi Bancaire n'avait prévu que le principe d'une organisation de défense des changes, si bien que l'Etat se trouvait, de prime abord, en conflit avec la Banque : l'Etat voulant, à tout prix, défendre la Peseta, désirait employer tous les moyens possibles, y compris l'exportation de l'or; la Banque, au contraire, résistait énergiquement pour sauvegarder sa réserve métallique. Elle voulait donc rester fidèle à la politique de non-intervention traditionnellement suivie jusqu'alors.

Elle était soutenue, sur ce terrain, par la presque totalité des hommes politiques hostiles à la Dictature, et par une grande partie de l'opinion publique, facilement groupée autour du concept simple de la défense de l'or, symbole de la richesse nationale.

Pour mettre fin au conflit, le Gouvernement reconnut la nécessité de mettre sur pied un organisme mieux étudié dans le détail, en complétant les dispositions trop succinctes de la Loi Bancaire.

Par décret-loi royal (Real-Decreto-Ley), du 25 juin 1928, le Ministre des Finances, M. José Calvo Sotello, fit décider que l'intervention serait effectuée désormais par la Banque d'émission, sous la direction d'un Comité dans lequel figureraient des représentants de la dite Banque et de l'Etat. Le décret-loi était ainsi conçu :

« Le Comité disposera initialement d'un fonds de 500 millions de Pesetas-or, qui pourra faire l'objet d'augmentations successives et qui pourra, au besoin, être constitué

intégralement avec les réserves d'or de la Banque, pour la moitié qui la concerne, et avec les réserves de l'Etat, pour la deuxième moitié, le solde à couvrir en faisant appel au crédit public étant, dans ces conditions, de très faible importance. »

Il était spécifié, d'autre part, que le fonds de 500 millions serait constitué en or, pour un tiers au moins de sa valeur, le reste étant représenté par des devises étrangères convertibles en or, par des crédits ouverts dans des banques étrangères, des chèques ou des lettres de change sur des pays étrangers ayant rétabli l'étalon-or.

Le Comité, présidé par le Ministre des Finances, devait réunir, à titre de représentants de l'Etat, le Directeur général de la Trésorerie et de la Comptabilité, le Président du Conseil Supérieur Bancaire et le Président de la Junte Syndicale du Collège des Agents de Change et de Bourse à Madrid, et, à titre de représentants de la Banque d'Espagne, son Gouverneur, le Sous-Gouverneur et un Conseiller.

Un Comité exécutif réduit comprenait seulement deux membres de la représentation de l'Etat et le Sous-Gouverneur de la Banque.

Il était accordé au Comité toutes facilités pour se faire ouvrir des crédits, vendre et acheter des devises étrangères « au cours qu'il estimerait librement convenable de fixer », pour acheter et vendre l'or, et surveiller les opérations effectuées sur le change par des banques ou des particuliers, qui devaient, les uns comme les autres, rendre compte de toute leur activité, en résumé, pour exercer un double rôle de surveillance et d'intervention directe.

En fait, ladite surveillance ne pouvait avoir, faute de moyens d'investigation suffisamment définis, aucune effi-

cacité, et l'intervention directe demeura, jusqu'à la fin de 1929, le seul moyen d'action du Comité.

Faisant triompher son opinion, la Banque d'Espagne réussit à obtenir que sa réserve métallique ne fût pas utilisée et qu'on eût recours à des crédits obtenus en Angleterre et en Amérique.

Malheureusement, l'importance exacte des moyens dont disposait le Gouvernement, n'avait pas été tenue suffisamment secrète, et les spéculateurs, une fois renseignés sur le montant des masses de manœuvre susceptibles de les contrecarrer, avaient cessé de redouter que l'intervention du Directoire sur le marché des changes pût provoquer un retournement de la tendance, analogue à ceux qui s'étaient produits en France, en 1924 et 1926, sous deux Ministères Poincaré successifs.

Les attaques de la spéculation contre la Peseta purent donc se poursuivre pendant toute l'année 1928. Elles étaient d'autant plus violentes que la contre-partie manquait de moyens pour soutenir ses positions à la hausse. Le resserrement du crédit, dont nous avons noté les premiers indices en avril 1927, devenait de plus en plus aigu. Etats-Unis, Autriche, Hongrie, Suède, Finlande, élevaient successivement le taux de leur escompte; les fonds étrangers quittaient l'Espagne pour aller chercher ailleurs un taux de rémunération plus avantageux, et pour aller rembourser les emprunts à court terme dont leurs propriétaires ne pouvait plus payer les intérêts aux taux subitement relevés qu'ils devaient supporter.

D'après M. Luis Olariaga, l'élévation du taux de l'escompte en 1928, aux Etats-Unis, aurait obligé le Comité de l'Intervention espagnol à céder près de deux millions de Livres, et la même opération, pratiquée en Angleterre

un peu plus tard, aurait entraîné de nouvelles ventes de Livres, pour un montant de 3 à 4 autres millions.

Enfin, le déficit croissant de la balance commerciale nécessitait de nouvelles sorties de numéraire.

Toutes ces tendances, d'origines diverses mais de sens convergent, concouraient à faire croître sans cesse le volume des Pesetas que le Comité devait acheter pour soutenir les cours, sans lui donner d'occasions suffisantes de revendre, à des conditions acceptables, celles qu'il avait antérieurement acquises.

Le Directoire sentit que la bataille, uniquement portée sur le terrain de l'intervention directe, offrait des chances de succès toujours plus réduites. Sans renoncer à cette politique, il tenta de la rendre plus efficace en agissant simultanément sur le taux de l'escompte, ce qu'il n'avait pas essayé tout d'abord, en raison des difficultés que ce genre de mesures présente en Espagne.

La Banque d'Espagne pratique plusieurs taux d'escompte et d'intérêt : un pour l'escompte (6 % en 1932), trois pour les avances et les crédits accordés sous garantie (5 %, 5,5 % et 6,5 % à la même époque), un pour les crédits personnels (6,5 %). D'autre part, ces taux peuvent être réduits : de 1 % sur l'escompte, en faveur des banques inscrites au Registre de la Banque Privée, de 0,5 %, en faveur du public, pour les opérations d'engagement de certains titres (en particulier des titres d'Etat ou garantis par l'Etat); enfin, des réductions déterminées, d'accord entre la Banque et le Conseil Supérieur Bancaire, peuvent être accordées pour les prêts sur valeurs d'Etat, pour l'escompte et les opérations faites sous garantie de marchandises.

Le taux de l'escompte n'est pas, comme en France, le

pivot de tout le marché de l'argent, car les grandes banques privées ne pratiquent pas couramment le réescompte des effets à la Banque d'Espagne. Pour se procurer des fonds à cette Banque, elles utilisent de préférence, comme nous l'avons vu plus haut, l'ouverture de comptes de crédit, sous garantie de titres donnés en nantissement, ce qui constitue une manière très simple de faire de l'inflation, pour peu que le Gouvernement ne s'impose pas, sur ce terrain, une très stricte discipline.

Une élévation du taux de l'escompte ne suffit donc pas à enrayer la multiplication exagérée du nombre des billets, et il faut, en outre, que la Banque, avec l'approbation du Ministre des Finances, élève également le taux des avances sur titres d'Etat (Titre 12 de la Loi Bancaire).

Or, cette manœuvre entraîne forcément une conséquence néfaste pour le crédit public, en empêchant les Banques d'emprunter sur les titres de rente qu'elles viennent de souscrire, et en les forçant, par conséquent, soit à conserver ces titres, soit à les placer dans leur clientèle, ce que la saturation du marché des emprunts rendait bien difficile en 1928.

Il s'agissait donc d'une mesure peu tentante, à laquelle on n'avait pas eu recours depuis de longues années, la Banque d'Espagne ayant traversé plusieurs crises monétaires sans modifier le taux de son escompte, alors même que d'autres pays prenaient cette mesure classique.

Pourtant, la gravité de la situation contraignit le Directeur, en décembre 1928, à user de toutes ses armes, et à relever de 0,5 % les différents taux pratiqués par la Banque. On avait même envisagé un relèvement de 1 %, afin d'essayer d'attirer les capitaux étrangers; mais ce dernier chiffre ne fut pas adopté, de peur d'arrêter complètement

le placement des emprunts d'Etat, car le crédit public avait été bien fortement sollicité, au cours de cette année 1928.

Le budget ordinaire présentait, à la vérité, un excédent de 187 millions. Mais le budget extraordinaire avait encore été augmenté de 450 millions, ce qui portait son montant total à 1.150 millions. Par ailleurs, le renouvellement de la dette flottante se faisait difficilement. Il avait donc fallu lancer, en 1928, un emprunt 3 % amortissable de 2.025 millions, un 4 % amortissable de 1.096 millions, un 4,5 % amortissable de 500 millions et un 4,5 % amortissable, destiné aux Chemins de Fer, de 300 millions, sans parler des emprunts à caractère plus ou moins officiel, qui achevaient de tarir les sources du crédit public : Titres émis par les villes, par les provinces, la Compagnie fermière des Tabacs, le Maroc, les Expositions de Barcelone et de Séville, etc., etc...

A la fin de 1928, la situation financière du pays est intrinsèquement mauvaise. Le gouvernement persiste à proclamer sa confiance dans une prochaine amélioration du change, mais l'opinion publique tend de plus en plus vers un pessimisme dont les raisons ne sont que trop évidentes.

Et comme le Directoire a laissé quelque liberté à la presse, une opposition très nette se manifeste contre la politique financière du Gouvernement. M. Cambo, dans une série d'articles documentés et vigoureux, auxquels le Ministre des Finances croit devoir répondre, d'ailleurs sans beaucoup de bonheur, démontre que la dictature s'engage dans une impasse.

En cherchant, par des moyens aussi onéreux, à relever à tout prix la Peseta jusqu'à sa parité or, le Gouvernement

rencontre deux obstacles infranchissables : le déséquilibre du budget, et l'élévation des prix-or espagnols, par rapport aux prix mondiaux. Tant que le budget, dans sa totalité, y compris, par conséquent, le budget extraordinaire, ne sera pas couvert par le seul moyen de l'impôt, et tant que les prix espagnols n'auront pas été amenés à un niveau tel que le commerce extérieur puisse reprendre, il est vain, dit M. Cambo, de lutter contre la dévaluation : le Directoire ne peut qu'aventurer, dans cette bataille perdue d'avance, le trésor métallique de l'Espagne.

Ces avertissements portèrent-ils leurs fruits ? les moyens dont disposait le Comité d'Intervention étaient-ils épuisés ? Toujours est-il qu'en février 1929, le Gouvernement décida de suspendre sa première bataille des changes : il devait enregistrer un double échec. Les pertes de numéraire avaient été lourdes, et la Peseta, qui valait 4,32 en janvier 1928 (88 % de sa valeur théorique), ne cotait plus que 4,24 en mai, 4,21 en septembre, 4,17 en décembre 1928, 4,09 en janvier 1929 et 3,96 en février (80 %). Elle avait perdu 20 % de sa valeur théorique.

Après l'arrêt de l'intervention, la baisse se précipite encore. De février à juin 1929, les cours, livrés à eux-mêmes, baisseront de 3,96 à 3,60 (80 % à 70 %), cependant que le Directoire, déconcerté, va se recueillir et se préparer à reprendre la lutte, en cherchant, notamment en dehors du Gouvernement, les avis et les conseils dont il attend le salut.

**Cours de la peseta en francs français et valeur-or de la peseta**  
(à la Bourse de Paris le dernier jour du mois, depuis 1926 jusqu'en 1935)

|                 | 1927  |           | 1928  |           | 1929  |           | 1930  |           |
|-----------------|-------|-----------|-------|-----------|-------|-----------|-------|-----------|
|                 | Cours | Valeur-or | Cours | Valeur-or | Cours | Valeur-or | Cours | Valeur-or |
| Janvier .....   | 4.24  | 0.86      | 4.32  | 0.88      | 4.09  | 0.83      | 3.40  | 0.69      |
| Février .....   | 4.28  | 0.87      | 4.29  | 0.87      | 3.96  | 0.80      | 3.11  | 0.63      |
| Mars .....      | 4.58  | 0.93      | 4.28  | 0.87      | 3.86  | 0.785     | 3.19  | 0.65      |
| Avril .....     | 4.46  | 0.91      | 4.21  | 0.855     | 3.69  | 0.75      | 3.17  | 0.645     |
| Mai .....       | 4.47  | 0.91      | 4.24  | 0.86      | 3.60  | 0.73      | 3.10  | 0.63      |
| Juin .....      | 4.33  | 0.88      | 4.20  | 0.85      | 3.62  | 0.735     | 2.80  | 0.57      |
| Juillet .....   | 4.35  | 0.885     | 4.20  | 0.85      | 3.71  | 0.765     | 2.85  | 0.58      |
| Août .....      | 4.30  | 0.87      | 4.25  | 0.86      | 3.76  | 0.755     | 2.70  | 0.55      |
| Septembre ..... | 4.45  | 0.905     | 4.21  | 0.855     | 3.77  | 0.765     | 2.66  | 0.54      |
| Octobre .....   | 4.34  | 0.88      | 4.12  | 0.83      | 3.62  | 0.735     | 2.86  | 0.585     |
| Novembre .....  | 4.21  | 0.855     | 4.12  | 0.83      | 3.50  | 0.71      | 2.84  | 0.58      |
| Décembre .....  | 4.30  | 0.87      | 4.17  | 0.85      | 3.42  | 0.695     | 2.66  | 0.54      |

|                 | 1931  |           | 1932  |           | 1933  |           | 1934  |           |
|-----------------|-------|-----------|-------|-----------|-------|-----------|-------|-----------|
|                 | Cours | Valeur-or | Cours | Valeur-or | Cours | Valeur-or | Cours | Valeur-or |
| Janvier .....   | 2.70  | 0.55      | 2.09  | 0.425     | 2.09  | 0.425     | 2.05  | 0.415     |
| Février .....   | 2.67  | 0.54      | 1.94  | 0.395     | 2.11  | 0.43      | 2.06  | 0.42      |
| Mars .....      | 2.79  | 0.57      | 1.92  | 0.39      | 2.15  | 0.44      | 2.07  | 0.42      |
| Avril .....     | 2.70  | 0.55      | 1.99  | 0.405     | 2.17  | 0.44      | 2.07  | 0.42      |
| Mai .....       | 2.26  | 0.46      | 2.09  | 0.425     | 2.17  | 0.44      | 2.07  | 0.42      |
| Juin .....      | 2.51  | 0.51      | 2.09  | 0.425     | 2.13  | 0.435     | 2.07  | 0.42      |
| Juillet .....   | 2.29  | 0.465     | 2.05  | 0.415     | 2.13  | 0.435     | 2.07  | 0.42      |
| Août .....      | 2.31  | 0.47      | 2.05  | 0.415     | 2.13  | 0.435     | 2.07  | 0.42      |
| Septembre ..... | 2.28  | 0.465     | 2.09  | 0.425     | 2.13  | 0.435     | 2.07  | 0.42      |
| Octobre .....   | 2.26  | 0.46      | 2.09  | 0.425     | 2.13  | 0.435     | 2.07  | 0.42      |
| Novembre .....  | 2.14  | 0.44      | 2.08  | 0.42      | 2.08  | 0.42      | 2.07  | 0.42      |
| Décembre .....  | 2.15  | 0.44      | 2.09  | 0.425     | 2.09  | 0.425     | 2.07  | 0.42      |

Cours théorique : 4,925.

### Chapitre III

#### LE DICTAMEN ET LE RAPPORT DE M. RIST (1929)

Dès le mois de janvier 1929, le Directoire, sentant perdue la première bataille qu'il livrait sur le marché des changes, avait décidé de consulter officiellement les personnalités les plus représentatives de l'économie nationale.

Il constitua donc une commission dont les membres furent désignés, et la mission définie par Real Orden du 9 janvier. Elle se réunit, pour la première fois, le 17 janvier et déposa un rapport que nous appellerons par abréviation, dans ce qui va suivre : le « Dictamen » (Dictamen de la Comisión del Patron oro — Rapport de la Commission de l'Etalon-or).

Elle comprenait des professeurs dont certains étaient encore en exercice, tandis que d'autres avaient abandonné la chaire pour prendre la direction d'importantes Sociétés (A. Flores de Lemus, F. Bernis Carrasco, J.-M. Tallada, A. Vinuales Pardo), des représentants éminents de l'agriculture (J. Huesca y Rubio, L. Garcia Guijarro, J. Velasco Martin), de l'Industrie (P. Gual Villalbi, A. de Churruca y Calbeton, J.-M. Gonzalez), du Commerce et de la Banque (C. Prats y Rodriguez del Llano, J. Armenteras Vintro, J.-M. Ibarra y Gomez,

Comte de los Gaitanos, Marquis de Cabanes, L. Gomez Garcia), du Trésor (A. Forcat Ribera).

L'étude du Dictamen présente un incontestable intérêt, tout d'abord en raison de sa valeur intrinsèque, mais également pour l'influence que ses conclusions ont exercées ultérieurement sur la politique économique et financière de l'Espagne.

Dans son « *Economia Monetaria Espanyola* », J.-M. Tallada donne quelques éclaircissements sur la méthode de travail adoptée par la Commission. Il attribue à M. Flores de Lemus, professeur d'économie politique à l'Université Centrale, la première partie du Dictamen, (Les relations fondamentales du change espagnol), étude méthodique des facteurs de l'économie nationale et de leurs relations mutuelles.

En interprétant par le calcul les statistiques concernant les changes, les prix intérieurs, les comptes-courants, le volume des billets en circulation et la production agricole, le savant professeur établit un certain nombre de relations qui peuvent se résumer comme suit :

1°) Le change et le mouvement des prix dépendent directement l'un de l'autre : quand les prix montent, le change baisse.

2°) La production agricole, pièce maîtresse de l'économie espagnole, exerce une influence sur les prix et, par conséquent, sur le change. Mais, fait en apparence paradoxal, les prix montent quand la récolte est abondante ; car la récolte espagnole, même pour les produits comme l'huile, dont la récolte mondiale est constituée en majorité par la participation de l'Espagne, ne joue pas un rôle déterminant pour la fixation des cours

et son abondance n'entraîne pas nécessairement la baisse des prix. Aussi, les années de forte production agricole sont-elles des années de prospérité générale — car les paysans constituent alors des clients pour l'industrie — mais aussi des années de prix en hausse.

3°) Les prix varient dans le même sens que les comptes-courants.

4°) Les deux composantes fondamentales du change espagnol sont le niveau des prix et les oscillations de la balance des paiements. Or, on vient de voir que les bonnes récoltes font monter les prix en Espagne. D'autre part, elles améliorent la balance des paiements. Ces deux facteurs agissent donc en sens inverse, mais, en se basant sur des considérations statistiques, le professeur conclut à l'influence prédominante de la balance des paiements.

5°) Les prix sont en rapport direct avec le volume des billets en circulation.

A vrai dire, toute cette partie théorique nous paraît aujourd'hui discutable. Basée sur l'interprétation mathématique des statistiques antérieures à 1929, elle pouvait traduire exactement les faits auxquels ces statistiques se rapportaient ; mais, à notre avis, certaines de ses conclusions se sont révélées inapplicables aux mouvements de plus grande amplitude qui se sont déroulés dans les années suivantes.

La deuxième partie du rapport comprend les « Propositions de la Commission ».

Elle expose tout d'abord la situation déplorable des finances publiques et de l'économie nationale, en indiquant, en particulier, que l'Espagne n'a pas, depuis 1920, suivi le reste de l'Europe dans son mouvement de

déflation des prix ; que les déficits budgétaires ne peuvent être couverts que par l'emprunt, et grâce à l'artifice des ouvertures de crédit accordées par la Banque d'Espagne.

Devant ces faits, le Dictamen déclare nettement que la stabilisation doit être différée tant que les finances publiques ne seront pas assainies et consolidées, ce qui nécessitera des réformes radicales.

De 1919 à 1927, en effet, le déficit n'a jamais cessé d'être la règle. Le budget ordinaire de 1928, pour la première fois, se trouve en équilibre, mais il ne comporte que 67,5 millions d'amortissements pour une dette de 18,786 milliards. Et cet équilibre ne signifie rien, puisqu'il existe un budget extraordinaire. Le Gouvernement a cru devoir regagner à tout prix le temps perdu en imprimant aux travaux publics une accélération telle qu'il a fallu faire appel au crédit et dépasser la capacité maxima dans quelques branches de la production. Il en résulte une hausse des prix, le déséquilibre de la balance des paiements et, comme ces deux facteurs agissent dans le même sens sur le change, ce dernier ne peut que baisser.

Enfin, dit le Dictamen, on voit se former dans les Comités paritaires, les prodromes d'une terrible lutte de classe, tandis que les capitaux espagnols s'évadent vers l'étranger.

Pour toutes ces raisons, la Commission unanime propose au Gouvernement de ne pas stabiliser avant que la situation générale, ainsi décrite, ne soit complètement retournée; sinon, toutes les mesures adoptées en matière de stabilisation, seraient vouées à l'échec le plus gros de conséquences néfastes.

Par contre, la Commission propose de reprendre immédiatement l'intervention directe sur le marché des changes, mais, cette fois, dans un but très différent. Il ne s'agira plus d'aider la Peseta à regagner le pair de l'or, mais, au contraire, d'empêcher le change de s'améliorer, afin que les prix-or espagnols ne puissent pas s'élever au-dessus des prix mondiaux.

« Toute intervention qui se place, en effet, au-dessus de la ligne du niveau des prix, constitue une prime à l'importation, freine et gêne l'exportation, favorise l'évasion des capitaux nationaux et constitue une assurance protectrice de la spéculation étrangère ».

Au contraire, si le change est maintenu « suivant le niveau relatif des prix, on éliminera 2/3 à 3/4 des fluctuations de ces derniers », et on soustraira le change à l'influence de la spéculation, car, d'après le rapport « l'intervention, qui ne s'écarte pas de la ligne du niveau des prix, est maîtresse du change, avec des moyens limités ».

Parmi ces moyens, le Dictamen compte tout d'abord la réserve d'or de l'Espagne, ou mieux, les crédits obtenus à l'étranger — mieux encore, les sommes provenant du paiement en or des droits de douane —. Il exprime enfin le vœu que l'Etat puisse, après un accord avec la Banque, intervenir, au moyen du taux de l'escompte.

Dans un dernier chapitre, le Dictamen contient l'exposé des avantages d'une stabilisation non précédée de revalorisation de la Peseta et dresse le programme de cette stabilisation, qui devrait s'opérer en deux étapes, à peu près comme en France, mais qui ne saurait, en tout état de cause, être décidée qu'après un assainissement radical de la situation budgétaire et de la conjoncture économique.

Il était, on le voit, difficile de se prononcer plus nettement en faveur de la dévaluation, et nous serons invinciblement amenés à nous remémorer les pages du Dictamen qui sont consacrées au maintien des prix or espagnols au niveau des prix mondiaux, quand nous constaterons, en poursuivant notre travail, que la dévaluation espagnole a précisément atteint, pendant trois ans encore, le but ainsi tracé par les membres de la Commission.

Mais, sans anticiper sur ce point, nous constaterons que le Dictamen contenait une critique aussi sévère que solide de toute la politique économique et financière du Directoire, et que la Commission prenait nettement position contre le programme de revalorisation de la Peseta, exposé si fréquemment et si énergiquement par le Gouvernement.

Rien de surprenant, par conséquent, à ce que ce dernier se soit tout d'abord refusé à prendre en considération le Dictamen, se soit élevé contre ses constatations et en ait rejeté les conclusions.

S'étant ainsi privé de l'appui moral considérable dont il aurait pu bénéficier, en s'abritant derrière l'autorité des membres de la Commission, le Ministre des Finances, M. Calvo Sotello, se résolut, contre vents et marées, à reprendre, en juin 1929, l'intervention directe, dans le sens de la revalorisation.

Cette deuxième tentative va durer jusqu'en octobre de la même année.

Elle est tout d'abord couronnée de quelque succès, le cours de la Peseta passant, de 3,62 à la fin de juin, à 3,71 à fin juillet, 3,76 à fin août, 3,77 à fin septembre. Mais les ressources nécessaires s'épuisant rapidement, il devient évident, à ce moment, que cette deuxième bataille est

vouée au même échec que la première. L'intervention est abandonnée, définitivement cette fois, et la Peseta, livrée à elle-même, retombe à 3,62 à fin octobre, 3,50 à fin novembre et 3,42 à la fin de l'année, ce qui représente une perte de plus de 30 % sur le cours théorique.

Il est extrêmement difficile de porter un jugement sur cette question de l'intervention directe en matière de changes, telle que l'a pratiquée le Directoire. Des opinions très contradictoires se sont affrontées à ce sujet, mais il ne serait pas équitable de se baser, pour la condamner, sur le fait qu'elle s'est terminée par un échec complet. Ses défenseurs ont fait valoir, en effet, qu'elle avait réussi à soutenir les cours de la Peseta à une époque pendant laquelle l'Espagne devait opérer à l'extérieur d'importants versements. Par contre, et bien qu'il n'existe pas, à notre connaissance, de bilan rigoureux de l'intervention directe, on peut affirmer que cette opération a coûté cher. Le montant total des capitaux qui ont été exportés a été évalué, par M. L. Olariaga (*La Intervencion de los Cambios en Espana*), à 500 millions de Pesetas-or, somme considérable pour un pays dont l'encaisse métallique ne dépassait guère, à cette époque, 2 milliards et demi.

Le même économiste fait observer, il est vrai, que cette somme correspond, en réalité, à la dette qui avait été déjà contractée antérieurement par les banques privées à l'étranger, soit pour solder le déficit de la balance commerciale, soit en contre-partie de crédits accordés à l'Espagne pour faciliter la couverture des emprunts ou pour payer les vendeurs étrangers de titres industriels nationaux. Le Comité d'intervention n'aurait fait, en somme, dans ces conditions, que transformer cette dette en monnaie d'or.

Quoi qu'il en soit, l'arrêt définitif de l'intervention fut

interprété, sur le moment, par les milieux financiers hostiles à la revalorisation de la Peseta, aussi bien que par les milieux politiques hostiles au Régime, comme un éclatant échec du Directoire.

Le gouvernement, d'ailleurs, réagit mal et donna, dès cette époque, des signes de plus en plus évidents de lassitude et de désarroi. Le Général Primo de Rivera multiplie personnellement les communiqués à la presse et accorde aux journalistes des interviews au cours desquels il laisse percer son inquiétude. Il recherche à nouveau le conseiller capable de lui tracer la voie du salut, et c'est à ce moment (novembre 1929), qu'il fait appel aux lumières de M. Rist, qui avait, au cours des années précédentes, prêté son précieux concours à différents gouvernements, aux prises avec des difficultés analogues.

Après un voyage sur place, M. Rist établit le rapport dont nous allons donner un aperçu malheureusement trop succinct.

D'après cet économiste, la baisse du change espagnol ne provient pas, à l'origine, d'une inflation destinée à couvrir des dépenses extra-budgétaires, mais d'une émission régulière de billets, en contre-partie de l'or qu'une balance commerciale, rendue largement créditrice par la guerre, a permis d'importer. A la vérité, cette opinion ne nous paraît pas tenir suffisamment compte du fait que les emprunts intérieurs n'ont été couverts qu'en usant, comme nous l'avons indiqué plus haut, de la lombardisation des titres d'Etat. Le savant professeur indique d'ailleurs lui-même, par ailleurs, que les avances sur titres des Emprunts de conversion 3 % et 4 % 1928 ont atteint, à la fin de 1929, 2.600 millions, dont 1.350 effectivement demandés, et reconnaît là « une source évidente d'inflation ».

Quoi qu'il en soit, M. Rist se base sur le fait que la crainte de l'inflation n'existe pas en Espagne pour établir qu'un changement, même radical, apporté par le Gouvernement dans sa politique financière, ne suffirait pas à déclancher le relèvement de la Peseta; il ajoute que ce relèvement ne lui paraît pas souhaitable et se range au nombre des adversaires de cette revalorisation, dont le Directoire s'était fait si longtemps le champion.

Par contre, s'écartant nettement des conclusions du Dictamen, il se prononce pour la stabilisation prochaine à un taux voisin des cours du moment et développe longuement les avantages de cette mesure.

Il y voit la possibilité de se servir d'une élévation du taux de l'escompte pour défendre le change, chose impossible tant que l'Espagne n'attirera que les capitaux de spéculation, insensibles au taux de l'escompte, mais qui deviendra réalisable dès que les capitaux à court terme, en quête de placement, reprendront le chemin d'un pays à monnaie stabilisée.

M. Rist signale également que cette stabilisation permettrait d'augmenter le stock monétaire, au cas où les exportations accrues amélioreraient la balance commerciale, tandis que le seul effet d'une augmentation des ventes à l'étranger, dans un pays à monnaie instable, serait de faire remonter les cours de la monnaie nationale et d'arrêter ainsi les progrès du commerce.

Or, cette stabilisation peut être réalisée en Espagne plus facilement qu'ailleurs : la dette flottante est, en effet, largement consolidée depuis 1927. Les avances de la Banque à l'Etat ne dépassent pas 588 millions de Pesetas; l'encaisse-or atteint 2.655 millions; enfin, la dette extérieure, ayant été en grande partie rapatriée, la balance des comp-

tes n'est pas gravement déséquilibrée, malgré le déficit de la balance commerciale, déficit d'ailleurs exagéré par les statistiques qui prétendent le traduire.

M. Rist reconnaît, par contre, que la stabilisation poserait trois problèmes : il faudrait amortir les pertes provenant de la réévaluation de l'encaisse-argent de la Banque, liquider les crédits extérieurs employés pour soutenir la Peseta et supprimer le budget extraordinaire alimenté par l'emprunt.

Les deux premières questions seraient résolues rapidement, grâce au bénéfice réalisé, en cas de stabilisation immédiate, sur le stock-or qui serait réévalué au nouveau taux légal.

Par contre, il est certain que le budget extraordinaire, sur lequel 450 millions de dépenses ont été imputées en 1928, et qui atteint au total 1.150 millions, est beaucoup trop lourd pour la puissance financière actuelle de l'Espagne. Il ne peut être question de poursuivre jusqu'en 1936 l'ambitieux programme de travaux prévu pour un montant global de 3.540 millions, alors que la caisse ferroviaire a emprunté, de son côté, au cours des années précédentes, un milliard de Pesetas, avec la garantie de l'Etat. Cet aspect de la politique du Directoire est donc à modifier radicalement.

M. Rist établit ensuite qu'avec un taux de stabilisation choisi aux environs des cours du moment, soit entre 34 et 35 Pesetas pour une Livre Sterling ( $3/4$  de la valeur théorique), les prix-or espagnols se trouveraient légèrement inférieurs aux prix mondiaux (123, contre 125 pour les prix français, 128 pour les italiens et 132 pour les anglais) : le budget s'équilibrerait avec une certaine plus-value et la Banque d'Espagne réaliserait, sur la réévaluation de son

encaisse-or, une bénéfice d'un milliard environ, ce qui lui permettrait de résoudre les problèmes posés ci-dessus, tout en conservant la possibilité de maintenir, sans difficultés, la convertibilité de ses billets, grâce à la couverture-or portée à 63 %.

En regard de ces avantages, M. Rist place les inconvénients d'une revalorisation de la Peseta à sa parité théorique : hausse des prix-or de toutes les marchandises, alourdissement des charges budgétaires, mise en péril de la couverture-or, augmentation injustifiée des revenus des prêteurs, qui toucheraient contre leurs coupons, ou recevraient, lors du remboursement de leurs avances, une monnaie revalorisée, alors qu'ils auraient fourni des fonds de moindre valeur intrinsèque.

Dans la dernière partie de son travail, M. Rist expose les conditions techniques et psychologiques de la stabilisation qu'il préconise, et précise les mesures à prendre pour la réaliser : Mise en circulation de nouvelles monnaies divisionnaires, réévaluation de l'encaisse-or et affectation du bénéfice procuré par cette opération, modifications à apporter aux Statuts de la Banque d'Espagne, suppression du budget extraordinaire incorporé dans le budget ordinaire de l'Etat, entente avec les principales Banques d'émission étrangères, liquidation des crédits d'intervention et réapprovisionnement en devises de la Banque d'Espagne.

Il semble que le Directoire se soit rang   complètement à l'avis de M. Rist. Dès le mois de décembre 1929, il prenait la décision de supprimer le Budget Extraordinaire en limitant les dépenses entraînées par les Travaux Publics aux seuls excédents budgétaires. Il émettait, d'autre part, en décembre 1929, un emprunt de 300 millions de Pesetas

environ, libellé en or et destiné à liquider, en partie, tout au moins les crédits que l'étranger avait consentis pour permettre l'intervention sur le marché des changes, crédits qui se montaient, d'après ce qui fut indiqué, à 545-580 millions environ.

Le Gouvernement espérait, par ce moyen, faire rentrer dans les caisses de l'Etat les devises étrangères détenues par des Espagnols, notamment par les exportateurs; en fait, les devises nécessaires furent en presque totalité empruntées à l'étranger par les Banques espagnoles, et cette opération devait engendrer, dans l'avenir, des difficultés nouvelles, sans avoir apporté de remède efficace à la situation présente.

Au demeurant, il n'était plus temps, pour la Dictature, de rétablir sa situation politique en redressant la situation financière de l'Espagne; en février 1930, le Général Primo de Rivera démissionnait et le Roi formait un nouveau gouvernement, en annonçant le retour au régime parlementaire.

## Chapitre IV

### LE MOUVEMENT DES CHANGES DE LA FIN DU DIRECTOIRE A L'AVENEMENT DE LA REPUBLIQUE (Février 1930 au 14 Avril 1931)

Le nouveau Ministre des Finances se trouvait devant une situation réellement angoissante. Le Directoire venait bien de supprimer, en principe, le Budget Extraordinaire, mais le seul fait de rendre cette décision publique n'avait naturellement pas suffi pour arrêter la baisse de la Peseta, que le nouveau régime trouvait au cours de 3,50, soit moins de 70 % de sa valeur théorique. Il était indispensable de fixer d'urgence les grandes lignes de la politique financière du Gouvernement.

Comme il fallait s'y attendre, les premières mesures prises par lui s'écartaient délibérément de la dernière ligne de conduite adoptée par la Dictature : Revalorisation et stabilisation immédiate, ces deux solutions auxquelles le Général Primo de Rivera s'était successivement arrêté furent, l'une et l'autre écartées, et M. Arguelles se déclara favorable, au contraire, aux conclusions du Dictamen. Mais, oubliant que l'une d'elles consistait à déconseiller « le retour à la politique d'abstention à peu près totale qui fut de règle avant la

période d'instabilité des changes », il se déclara partisan de la liberté complète du marché des changes, et supprima le Comité d'intervention.

Il était bien dangereux de souligner aussi nettement les fautes commises par le précédent Gouvernement, alors qu'elles ne pouvaient évidemment pas être encore réparées, tout en laissant ouvertement le champ libre à la spéculation. Libérée des craintes que faisait encore peser sur elle la menace d'une intervention jusqu'alors toujours possible, cette spéculation ne manqua pas de s'engager à fond ; en six mois, de janvier à juin 1930, la Peseta baissa de 3,40 à 2,80, soit de 70 à 57 % de sa valeur théorique.

Il fallut bien, à ce moment, reconnaître que trop de libéralisme n'était pas de mise dans une situation aussi troublée, et un nouvel effort fut demandé à la Banque d'Espagne sous forme d'une reprise de l'intervention directe, et d'une élévation de 0,50 % du taux de l'es-compte et des intérêts.

Sur ces entrefaites, M. Arguelles fut remplacé par M. Weiss qui, à son tour, aborda résolument sa lourde tâche en orientant, d'une manière tout à fait nouvelle, la politique du Gouvernement.

Le 6 septembre 1930, fut pris un Real Decreto créant le Centro Oficial de Contratacion de Moneda (Centre Officiel de Négociation des Devises) qui devait jouer, dès sa naissance, un rôle d'une telle importance qu'il est indispensable de l'étudier le plus complètement possible.

La constitution du Centro était confiée aux Gouverneurs de la Banque d'Espagne et de la Banque Extérieure d'Espagne (Banco Exterior de Espana), sous la

direction conjointe desquels il devait ensuite fonctionner.

Toutes les opérations de change réalisées avec l'étranger devaient obligatoirement passer par l'intermédiaire du Centro, les banques privées devant se limiter à ne réaliser de semblables opérations qu'avec leur seule clientèle espagnole et leurs seules agences d'Espagne.

Les banques devaient adresser au Centro les demandes et les offres qu'elles recevaient chaque fois qu'elles devaient fournir la contre-partie des opérations réalisées par leurs clients, et non compenser en fin de journée les achats et les ventes.

Le Centro était chargé de fixer les cours minima et maxima des changes et de les communiquer chaque jour aux Syndicats d'Agents de change aux fins de publication.

Les fonds nécessaires au Centro devaient être fournis par tiers « pour leur compte et à leur charge » par les deux banques officielles et par le Trésor.

La comptabilité des opérations devait être absolument indépendante de celle des Banques susdites, et il était spécifié que ces opérations devaient être réalisées « sans marge de bénéfices, et avec la seule préoccupation de couvrir leurs frais ». L'organisme créé précédemment et intitulé Centre Régulateur des Opérations de Change était maintenu, mais son rôle se limitait désormais à suivre les opérations et à en contrôler la régularité.

On voit que le souvenir fâcheux laissé par l'intervention directe, telle que l'avait exécutée le Directoire, avait conduit à une conception toute nouvelle du rôle

du Centro : Ce dernier devait centraliser les opérations de change, de manière à connaître l'origine et l'importance des mouvements et à empêcher une spéculation émanant de l'intérieur de l'Espagne, mais il ne devait pas lutter contre les influences provenant de l'étranger.

Ces mesures, pour incomplètes qu'elles fussent, produisirent un certain effet et, pendant la seconde partie de l'année 1930, la baisse de la Peseta fut, dans une certaine mesure, enrayée, comme le montrent les cours atteints à la fin des mois successifs : de 2,80 en juin, elle remonte à 2,85 en juillet, baisse à 2,70 en août et à 2,66 en septembre, mais revient à 2,86 en octobre et 2,84 en novembre.

M. Weiss avait eu le mérite de comprendre que rien d'efficace ne pouvait être entrepris en matière de change tant que la tendance émanant de l'étranger ne serait pas redevenue définitivement favorable à la Peseta, et il se mit en contact avec les principaux centres financiers européens, en particulier avec la Banque de France et avec la Banque des Règlements Internationaux de Bâle.

Il lui fut conseillé de toutes parts de chercher à réaliser, le plus promptement possible, une stabilisation aux environs des cours du moment, ce qui confirmait l'avis donné un an auparavant par M. Rist au Directoire. Entrant résolument dans cette voie, M. Weiss chargea M. Bas, Gouverneur de la Banque d'Espagne, d'inviter M. Quesnay, directeur de la Banque des Règlements Internationaux, à venir à Madrid pour y étudier sur place la question de la stabilisation.

M. Quesnay établit immédiatement un plan compor-

tant trois phases. Au cours d'une première étape préparatoire, le Centro devait, en envoyant de petites quantités d'or à l'étranger, révéler aux spéculateurs le danger que leur faisait courir le fait que l'Espagne, renonçant à thésauriser systématiquement son or, redevenait capable d'une action efficace.

Dans la deuxième, devait être réalisée une stabilisation de fait, grâce à l'intervention effective du Centro sur le marché des changes, et au relèvement ou à l'abaissement éventuels du taux de l'escompte. Dans la troisième partie, enfin, on procéderait à la stabilisation légale en réformant les lois monétaires et bancaires.

Ce plan ayant été adopté, la Banque d'Espagne accepta d'exporter de l'or, pour 3 millions de Livres Sterling, afin de garantir un crédit que la Banque des Règlements Internationaux consentait au Centro pour lui constituer une masse de manœuvre.

Mais, sur ces entrefaites, la tension politique était devenue de plus en plus grande. Les éléments anti-monarchistes entretenaient dans le pays l'agitation qu'ils voulaient pousser jusqu'au point de rendre inéluctable le renversement du régime ; le Gouvernement dont faisait partie M. Weiss démissionna et M. J. Ventosa Calvell accepta la charge de Ministre des Finances.

Il entra dans les vues de son prédécesseur avec la vigueur et l'autorité que lui conféraient la situation personnelle exceptionnelle qu'il occupait, non seulement dans les milieux financiers espagnols et, en particulier, en Catalogne, mais également auprès des Banques étrangères. Il réussit à obtenir un crédit de 60 millions de Dollars-or qui fut autorisé par Décret Royal du 26 mars 1931.

Le préambule de ce Décret rappelait que le Dépôt de 3 millions de Livres-or envoyé à Londres en vertu des accords conclus avec la Banque des Réglements Internationaux était toujours intact, mais indiquait que le Gouvernement, décidé à procéder à la stabilisation, jugeait nécessaire de renforcer ses moyens d'action en acceptant le crédit de 60 millions de Dollars, qui était offert à la Banque sous la garantie du Trésor, par un groupe financier comprenant des banques de premier ordre (« prestigiosos ») d'Europe et des Etats-Unis, agissant en accord avec leurs banques d'émission respectives. (Il s'agissait, en l'espèce, de la Banque Morgan de New-York).

Précisant sa politique, le Gouvernement déclarait qu'il ne cherchait pas à provoquer une cotation artificielle de la Peseta, mais à maintenir le marché sous son contrôle et à arrêter les fluctuations dues à des manœuvres spéculatives ou à une nervosité excessive. Il comptait, dans ce but, réaliser une stabilisation de fait, dont le taux n'était pas encore fixé. Mais le Ministre, fort habilement, ajoutait que le pouvoir d'achat conservé par la Peseta conduisait à en estimer la cotation trop modeste, et qu'il pouvait espérer de ce fait obtenir une prudente revalorisation ; cette dernière ne serait cependant pas indéfinie et resterait limitée par le pouvoir d'achat de cette monnaie et par les conditions économiques du pays pendant la stabilisation de fait.

Il déclarait enfin que la consécration de la stabilisation était réservée au Parlement, qui serait chargé d'établir législativement la convertibilité du billet en or, et la réduction de l'argent à la condition de monnaie divisionnaire.

Le succès de M. Ventosa paraissait assuré. La Peseta passait, du cours de 2,66 à fin décembre 1930, à 2,70 en janvier et à 2,79 à fin mars.

Mais ce Ministre ne devait pas avoir l'honneur de réaliser l'établissement de l'étalon-or, et d'atteindre le but vers lequel tant de ses prédécesseurs s'étaient efforcés en vain : le 14 avril 1931, la Royauté était remplacée par la République, et la chute du Ministère, naturellement entraînée par celle du Régime tout entier, réduisait à néant les résultats acquis, en lançant à nouveau la Peseta vers l'aventure.



## Chapitre V

### LES PREMIERES ANNEES DE LA REPUBLIQUE ET LA STABILISATION DE FAIT (14 Avril 1931 - 1<sup>er</sup> janvier 1935)

Bien que le changement de régime se fût opéré dans des conditions de rapidité, de calme et de sang-froid dont l'Espagne dut, à bon droit, s'enorgueillir, le nouveau personnel gouvernemental offrait, avec le précédent, des contrastes trop marqués pour qu'on pût espérer le voir, purement et simplement, continuer la même politique, en reprenant les plans de stabilisation au point d'exécution où M. Ventosa les avait amenés.

L'eût-il désiré d'ailleurs, qu'il se serait probablement heurté à des difficultés nouvellement surgies, car la Révolution n'avait pas été sans apporter, malgré tout, quelque trouble sur les marchés financiers ; or, la stabilisation de fait ne devait être entreprise que dans une atmosphère de calme et de confiance qui ne pouvait s'établir avant que le nouveau régime eût démontré, en exerçant pendant quelque temps le pouvoir, sa force et sa stabilité.

Enfin, il était logique qu'après avoir constamment attaqué les derniers ministres de la Royauté, en particulier sur leur politique financière, les hommes nou-

veaux accédant au pouvoir abandonnassent la ligne de conduite tracée par leurs prédécesseurs.

Du consentement mutuel des deux parties, le crédit Morgan put être annulé facilement avant d'avoir été utilisé et le Gouvernement, abandonnant toute idée de revalorisation et même de stabilisation, ne songea qu'à défendre la Peseta contre le mouvement de baisse dont la Révolution avait à nouveau donné le signal.

Cette baisse était provoquée par le manque de confiance inspiré, surtout à l'étranger, par un Régime complètement nouveau qu'il était naturel d'attendre à ses actes — et par une brusque évasion des capitaux, consécutive au mouvement de panique qu'inspiraient, à tort ou à raison, chez certains éléments des classes possédantes, les événements politiques et l'annonce de mesures de caractère socialiste, telles que l'expropriation des grands domaines.

Pour défendre le change, le Gouvernement reprit l'intervention directe, mais il essaya surtout de lutter contre l'évasion des capitaux, ce que n'avaient pas tenté ses prédécesseurs.

Par une première ordonnance du 21 mai 1931, il commençait par rattacher le « Centre Régulateur des Opérations de Change » au « Centre Officiel de Négociation des Devises ». Puis, le 29 mai, il établissait, par Décret, toute une série de mesures destinées à empêcher l'exportation des capitaux.

Il interdisait, en particulier :

L'acquisition de valeurs étrangères non admises à la Cote Officielle des Bourses en Espagne ;

L'achat de devises à l'étranger contre remise de Pesetas provenant d'Espagne ;

La détention de devises étrangères par les banques nationales ;

L'exportation d'or et d'argent, de billets de banque étrangère ou nationale en quantités supérieures à 5.000 Pesetas ;

L'envoi par virement postal international de sommes supérieures à 1.000 Pesetas ;

L'ouverture de crédits en Pesetas avec la garantie en devises-or ;

La spéculation à terme par ceux qui ne se consacraient pas habituellement au trafic ou à l'élaboration de marchandises ;

Le transfert sur les places étrangères de devises qui n'auraient pas été acquises conformément aux prescriptions de l'ordonnance ;

La sortie, hors du territoire espagnol de titres de la Dette Publique, des valeurs mobilières ou de certificats de dépôt.

Il prescrivait la nécessité d'une autorisation préalable pour :

Acquérir des immeubles à l'étranger, apporter des capitaux espagnols à des affaires établies hors d'Espagne, ouvrir des crédits en Pesetas en faveur d'étrangers ou d'Espagnols résidant hors d'Espagne ;

Conserver à l'étranger, pendant plus de huit jours après recouvrement les devises acquises par les exportateurs de marchandises nationales ou les coupons touchés par les porteurs de valeurs étrangères ;

Constituer, renouveler ou liquider des « doubles » en monnaie étrangère (1), constituer et amortir des crédits

---

(1) Voir ci-dessous page 55.

accordés en or par des étrangers à des personnes résidant en Espagne ;

Acquérir des devises pour des dépenses de tourisme à l'étranger au-delà de 5.000 Pesetas ;

Payer des différences liquidant des opérations d'achat de marchandises étrangères à terme faites par des commerçants ou industriels de profession, même après avoir démontré qu'il s'agissait d'affaires courantes en présentant la preuve du paiement des contributions correspondante ou les livres de comptabilité ;

Verser des Pesetas au crédit d'Espagnols résidant à l'étranger, expédier des chèques à l'étranger, payer des chèques tirés sur une banque espagnole, si ce chèque a été négocié à l'étranger...

Le Décret prévoyait que le Centro serait chargé d'accorder les autorisations en question, cette décision étant prise à la majorité des votes avec recours, en cas de partage égal des voix, à la décision du Ministre des Finances.

Un chapitre spécial était consacré à la négociation des devises. Il prescrivait que les opérations avec l'étranger, au comptant et à terme, seraient centralisées au Centro dont le fonds de roulement serait fourni par moitié par le Trésor et par la Banque d'Espagne, le rôle des banques privées étant limité à celui d'intermédiaire entre les particuliers et le Centro. Il était défendu, notamment, d'opérer, soit avec l'étranger, soit avec d'autres banques, et même de compenser, à l'intérieur d'une même banque les opérations d'achat avec celles de vente, toute offre ou demande de devises émanant du marché espagnol devant être transmise par la Banque au Centro pour être liquidée, toujours au moyen de

Pesetas. Le mode de rédaction de ces demandes était étroitement réglementé.

Le Centro était chargé de publier journallement les cours du change.

Le service postal international d'expédition des valeurs déclarées étant suspendu, les bureaux de Poste furent chargés de vérifier que le contenu des paquets recommandés ne contrevenait pas aux dispositions ci-dessus, les envois en cours pouvant être arrêtés en cas de soupçon de fraude et déférés à une Junta administrative chargée de leur ouverture.

Des sanctions, basées sur la législation en vigueur en matière de contrebande, étaient prévues contre les infractions, et un chapitre spécial intitulé : « De la surveillance et des recherches » prescrivait des mesures contre la fraude. Il donnait les pouvoirs nécessaires à un « Bureau d'Inspection du Marché » qui serait domicilié à la Banque d'Espagne et pourrait éventuellement réclamer aux banques toutes justifications de leurs opérations et, notamment, des renseignements confidentiels quand la somme des devises demandées à titre de frais personnels semblerait excessive. Les fonctionnaires des Corps de Vigilance, de Sécurité, des Douanes et des Carabiniers étaient mis à la disposition de ce bureau.

Une statistique très complète de toutes les opérations devait enfin être tenue par tous les établissements bancaires sous forme d'états hebdomadaires remis au Service des Etudes de la Banque d'Espagne, lui-même chargé de tenir la statistique générale du Centro et d'interpréter les résultats obtenus.

Cette réglementation était, comme on le voit, très complète et très sévère. Ceci, bien entendu, pour donner

satisfaction aux éléments politiques avancés qui s'étaient élevés avec violence contre l'évasion des capitaux.

Mais les mesures adoptées décelaient surtout l'intention du nouveau Gouvernement de ne plus se borner désormais à combattre les spéculateurs à armes égales, en réduisant le Centro au rôle d'un agioteur perpétuellement orienté à la hausse, mais d'augmenter ses propres chances de succès en gênant le jeu de ses adversaires et en apportant de telles entraves à la négociation des devises, que la spéculation en devint presque impossible.

C'est sur ces nouvelles bases que fut reprise l'intervention directe. Elle permit d'arrêter assez rapidement la chute de la devise nationale qui, après être tombée brusquement de 2,70, à l'avènement de la République, à 2,26 au mois de mai, allait passer, pendant le reste de l'année 1931, par des oscillations d'amplitude assez faible, et parvenir, à la fin de décembre, au cours de 2.15 représentant une valeur de 44 % du cours théorique.

Cette phase de la lutte avait épuisé rapidement les réserves du Centro, et provoqué des discussions sur l'opportunité d'utiliser ensuite les réserves métalliques de la Banque.

La doctrine du Gouvernement en matière de finances publiques n'était, en effet, pas encore définitivement assise, et il ne manquait pas d'éléments de tendance avancée pour préconiser la mise à la disposition de l'Etat de cet or, que défendaient énergiquement, d'autre part, les esprits modérés et les dirigeants de la Banque.

Ces derniers réussirent à faire triompher leur thèse en signalant la gravité de la situation que les prêteurs

étrangers étaient en train de créer en se refusant à renouveler les opérations dites « doubles » (dobles). Ces opérations comportaient des ventes de Pesetas effectuées au comptant sur des places étrangères par des banques espagnoles qui se rachetaient en même temps, à terme, au même cours, avec une faible différence constituant le « déport ». Il s'agissait en somme de prêts que l'étranger consentait aux banques espagnoles moyennant un certain intérêt.

Ces opérations avaient commencé lors de la première intervention sur les changes, et depuis lors, on avait converti en « doubles » beaucoup de dettes contractées à l'étranger par les banques espagnoles au moment de l'emprunt-or. Plus tard, les « doubles » avaient été la dernière ressource de la Banque espagnole pour obtenir de l'argent étranger quand les marchés extérieurs s'étaient refusés, faute de confiance, à absorber des Pesetas.

Les échéances de ces opérations étaient venues compliquer la tâche du Centro lors de sa création à l'automne 1930, et on conçut alors l'idée de nationaliser les « doubles », c'est-à-dire de les acquérir avec l'or de la Banque d'Espagne, afin de faire rentrer dans ses caisses les devises étrangères que ces « doubles » représentaient. Mais on avait finalement reculé devant cette exportation d'or, et la nationalisation en question n'avait pas été réalisée.

En 1931, le problème n'était plus le même, car c'était des banques étrangères elles-mêmes que provenait l'initiative du non-renouvellement des « doubles ».

Une opération fut donc, en juin 1931, concertée avec la Banque de France, sous garantie des 3 millions de

Livres Sterling-or, déposés précédemment à la Banque des Règlements Internationaux. Six autres millions de Livres-or et 750 millions de francs furent déposés en même temps à la succursale de Mont-de-Marsan de la Banque de France qui reçut, encore en novembre 1931, un autre dépôt-or de 1.200.000 Livres.

Cet effort de la Banque d'Espagne devait être le dernier, car la réserve métallique ne pouvait plus être diminuée.

Le 27 mai 1931, il avait fallu, devant la thésaurisation de l'argent, élever jusqu'à 6 milliards le plafond d'émission des billets et utiliser cette faculté jusqu'à 5.500 millions environ (juillet 1931); toute nouvelle sortie d'or aurait, à partir de ce moment, risqué de faire tomber l'encaisse au-dessous du minimum imposé par la loi.

Au début de 1932, la défense de la Peseta ne pouvait donc plus être poursuivie par la seule intervention directe. Mais les mesures de contrôle et de restriction édictées en mai 1931 avaient déjà porté leurs fruits, et l'année qui s'ouvrait allait voir se produire enfin la stabilisation de fait, qui se poursuit encore à l'heure où nous écrivons ces lignes. Après une dernière crise au cours de laquelle la Peseta baissa jusqu'à 1,92 (mars 1932), perdant ainsi plus de 60 % de sa valeur théorique, elle retrouvait, en mai, le cours de 2,09, remontait en 1933 jusqu'à 2,17, et se stabilisait finalement à 2,07, (42 % de sa valeur théorique).

La méthode de contrôle rigoureux du marché des changes, inaugurée en 1931, avait d'ailleurs été appliquée plus sévèrement encore à partir du 5 janvier 1932.

A cette date, parut un décret renforçant considérablement les pouvoirs du Centro. Ce décret n'avait plus seulement pour objet d'empêcher la spéculation, mais d'arrêter « dans toute la mesure tolérable » pour l'économie espagnole les sorties de numéraire ; ce terme de « mesure tolérable » n'est d'ailleurs pas celui qui convient en pareille matière, et nous n'hésitons pas à écrire que cette limite a été largement dépassée. En multipliant les prétextes pour empêcher la sortie des capitaux, en ne satisfaisant les demandes, même justifiées, qu'avec un long retard (actuellement plus de six mois), on a apporté au commerce international des entraves qui l'ont très sensiblement ralenti ; on a pu d'ailleurs qualifier à juste titre ce procédé de « moratoire systématique », puisqu'il consiste à ne donner satisfaction aux demandes de devises que dans une proportion limitée si les offres ne sont pas assez abondantes pour les équilibrer.

Dès le préambule du Décret du 5 janvier 1932, le Ministre des Finances, M. Carner, exposait que la politique tendant à empêcher la sortie des capitaux était à compléter pour éviter les évasions qui ont pu se produire en marge de la législation en vigueur, et lutter contre les conséquences des mesures prises par différents pays pour empêcher le retour en Espagne de capitaux provenant de l'exportation normale des marchandises espagnoles.

Pour éliminer toute possibilité de fraude, on décida de n'accorder de devises aux importateurs qu'en proportion rigoureuse des quantités utilisées en 1931. Les demandes ne seraient donc satisfaites que lorsqu'elles seraient présentées par des commerçants légalement établis depuis 1931, pour des catégories de marchandises

et proportionnellement aux quantités de ces marchandises importées par chacun d'eux pendant cette même année 1931.

Un régime de restriction était établi pour l'octroi des devises destinées à d'autres paiements à l'étranger que ceux provenant de l'importation de marchandises.

Toutefois, un régime de conventions à base de réciprocité pourrait se conclure avec les pays étrangers pour établir un régime mutuel de concession de devises plus large que celui défini ci-dessus.

La liste des justifications à fournir par les importateurs est particulièrement significative. Elle comprend notamment :

Les certificats du Registre d'Importation, apostillés par la douane ;

Les talons de débit des douanes ;

Les factures correspondant aux marchandises dont on demande le remboursement ;

Les contrats passés avec des Maisons productrices de films cinématographiques ;

La quittance de l'impôt dit « de utilidades » pour ce qui concerne l'exploitation des brevets, marques, etc... et les salaires d'ouvriers étrangers travaillant pour le compte de Maisons espagnoles ;

Les pièces justifiant les frais de voyage et de tourisme, quand ils sont effectués avec l'aide d'agences de voyages ;

Les copies notariées des testaments pour la sortie des capitaux hérités par des personnes résidant à l'étranger ;

Les frais (avec factures à l'appui) pour enseignement

donné dans des collèges étrangers et les factures des personnes en séjour dans les hôtels et villes d'eau ;

Les passeports en règle sur lesquels la loi autorise l'inscription de 5.000 Pesetas.

Dans des cas spéciaux, des lettres ou documents donnant satisfaction au Centro.

Citons enfin la formule qui doit être signée et présentée à l'appui de toute demande de Pesetas adressée au Centro :

« Je m'oblige sous parole d'honneur à ne pas faire  
» application des devises acquises à un autre objet que  
» celui mentionné, à faciliter dans mes livres et documents les vérifications que le Centre Officiel de Négociation des Devises ou ses délégués considéreront  
» comme nécessaires ; je me déclare averti des pénalités prévues en cas d'infraction. De même, je déclare  
» que je n'ai en cours avec aucune autre banque de  
» contrat d'assurance de change se référant à la même  
» opération. En foi de quoi, je signe la présente, datée  
» comme ci-dessus ».

Il est évidemment difficile de pousser plus loin le souci de voir observée la réglementation des changes.

Pourtant, l'ordonnance du 20 janvier ajoute encore quelques étais à cette barrière, cependant bien haute et bien solide. Il y est dit, en particulier, que si les banques sont autorisées à compenser entre elles leurs achats et leurs ventes de devises étrangères en Espagne même, ce sera sous la réserve des points suivants :

a) Chaque banque présentera les rapport détaillé des opérations de vente et d'achat réalisées pendant le dernier trimestre de 1931.

b) Le Centro fixera le maximum de Pesetas auquel

seront limitées pour chaque banque les opérations qui ne pourront être compensées et qui exigeront l'acquisition de monnaies étrangères.

c) Le Centro donnera satisfaction aux demandes par ordre de présentation. Les banques autorisées ne pourront réaliser d'autres ventes de monnaies étrangères en Espagne que celles exigées pour le paiement de marchandises importées.

d) Les banques devront présenter journallement au Centro un état de leur position en francs français avec les renseignements suivants : Position antérieure, achats et ventes en Espagne et à l'étranger, position à la fin des opérations du jour.

e) Le Centro pourra retirer, à tout moment, les autorisations de vendre et d'acheter des Pesetas à toute banque, et imposer, en cas d'infraction, des amendes allant de 5 à 100.000 Pesetas.

Les autorisations concédées pour soutenir les comptes en monnaie étrangère seront révisées par le Centro qui fixera, dans l'avenir le solde maximum de chacune et les autres conditions qu'il jugera convenable d'établir.

On peut penser que ces mesures draconiennes ont atteint leur but, puisque la stabilisation a suivi de peu leur entrée en vigueur.

De fait, le maintien des cours de la Peseta au taux fixé par le Centro n'a plus présenté de difficultés dès que la nouvelle réglementation a permis à cet organisme de maintenir les sorties de Pesetas rigoureusement égales aux entrées de devises étrangères : il lui suffit de ne donner satisfaction aux demandes présentées par les

importateurs qu'après que les exportateurs ont fourni les fonds nécessaires. Il en résulte évidemment une gêne considérable pour les échanges internationaux puisque le retard subi par les paiements à l'étranger atteint actuellement plusieurs mois, mais ce procédé permet au Centro de soutenir le change sans engager ses propres masses de manœuvre. Le maintien des cours actuels n'est donc plus subordonné qu'aux conséquences de cette politique radicalement protectionniste sur l'économie espagnole.

Nous ne devons pas terminer ce chapitre avant de mentionner une mesure législative qui paraît, au premier abord, concerner directement le change, mais qui n'en a pourtant pas, à notre avis, influencé les mouvements d'une manière bien sensible : nous voulons parler de la loi du 26 novembre 1931 modifiant la loi d'organisation bancaire de 1921 déjà refondue en 1927.

Elle contient des dispositions relatives à l'établissement ultérieur de la convertibilité du billet de banque en or, mais elle ne précise ni la date de cette opération, ni le cours auquel elle sera réalisée et est jusqu'à présent restée sur ce point lettre morte.

Par contre, un certain nombre de dispositions, dites « transitoires » étaient immédiatement applicables. Elles ont eu pour but de rendre plus efficace et plus étroit le contrôle de l'Etat sur la Banque d'Espagne. Par elles, le Gouvernement est mis à même d'obtenir l'élévation du taux de l'escompte et des avances dès qu'il juge ces mesures nécessaires et sans avoir, par conséquent, à redouter désormais le refus de la Banque.

L'intervention sur le marché des changes est confiée au Ministre des Finances, sous réserve de consultation

d'une « Junta des Interventions ». Les pertes causées par cette intervention sont supportées par moitié par la Banque et par l'Etat sans limitation. Les avances de la Banque au Trésor pourront être faites en or pour leur valeur nominale jusqu'à concurrence de cinquante pour cent de la limite du compte de Trésorerie et sans diminuer la proportion de la réserve. Enfin, la composition du Conseil de la Banque est modifiée, de manière à comporter trois représentants de l'Etat.

Cette loi constitue donc l'épilogue des luttes que certains Ministres des Finances ont dû, comme nous l'avons vu, soutenir à différentes époques contre le Conseil de la Banque.

Arrivés au terme de cette étude des mouvements du change espagnol que, pour plus de clarté, nous avons commencé par considérer en eux-mêmes, en nous bornant à les situer par rapport aux événements politiques et aux mesures prises par les gouvernements successifs pour la défense de la monnaie, nous allons maintenant aborder un autre aspect de la question qui fait l'objet de notre travail, en considérant les rapports du change et de la circulation fiduciaire.

## Chapitre VI

### LA CIRCULATION FIDUCIAIRE

Au cours de la période que nous étudions, se sont produits des mouvements assez accentués de la circulation fiduciaire. Pour en faciliter l'étude, nous avons établi le graphique (I) qui comporte deux courbes représentant, mois par mois, les variations du cours de l'or exprimé en Pesetas et du nombre de billets en circulation. D'autre part, nous avons reporté sur un même tableau (II), les chiffres traduisant, à la fin de chaque année, les montants des billets en circulation, des réserves métalliques de la Banque d'Espagne, et des avoirs à l'étranger, le rapport de la couverture métallique au total des billets en circulation, les cours du change exprimés en valeur-or de la Peseta par rapport à son cours théorique, le montant des dépôts dans les caisses postales et caisses d'épargne et le taux de l'escompte.

Nous avons choisi les échelles des deux courbes du graphique I de manière à les faire coïncider assez sensiblement pendant une grande partie de la période considérée.

Grâce à cet artifice, il devient possible de comparer facilement les positions respectives des accidents de chacune de ces courbes, et de rechercher ainsi l'influence



Tableau II.

| Années | Dépôt<br>dans les<br>Caisses<br>postales et<br>Caisses<br>d'épargne<br>(1) | Valeur or<br>de la<br>Peseta<br>fin de<br>l'année<br>(1) | Billets<br>en<br>circulation<br>fin<br>de<br>l'année<br>(1) | Réserve-or<br>de la<br>Banque<br>d'Espagne<br>(1) | Argent<br>(1) | Avoirs à<br>l'Etranger<br>(1) | Total<br>réserves<br>plus<br>avoirs<br>(1) | Rapport<br>du total<br>(Réserves<br>+ avoirs<br>au nombre<br>des billets)<br>en<br>circulation | Taux<br>de<br>l'escompte |
|--------|----------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|---------------|-------------------------------|--------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|
|        |                                                                            |                                                          |                                                             |                                                   |               |                               |                                            |                                                                                                |                          |
| 1926   | 1.509                                                                      | 0.76                                                     | 4.339                                                       | 2.557                                             | 675           | 35                            | 3.267                                      | 0.75                                                                                           | 5                        |
| 1927   | 1.652                                                                      | 0.87                                                     | 4.202                                                       | 2.604                                             | 685           | 37                            | 3.326                                      | 0.79                                                                                           | 5                        |
| 1928   | 1.847                                                                      | 0.84                                                     | 4.377                                                       | 2.559                                             | 698           | 94                            | 3.351                                      | 0.76                                                                                           | 5.02                     |
| 1929   | 1.955                                                                      | 0.69                                                     | 4.433                                                       | 2.566                                             | 705           | 103                           | 3.374                                      | 0.76                                                                                           | 5.5                      |
| 1930   | 2.147                                                                      | 0.54                                                     | 4.724                                                       | 2.440                                             | 701           | 111                           | 3.252                                      | 0.69                                                                                           | 5.75                     |
| 1931   | 2.292                                                                      | 0.44                                                     | 4.949                                                       | 2.247                                             | 517           | 281                           | 3.045                                      | 0.62                                                                                           | 6.24                     |
| 1932   | 2.456                                                                      | 0.42                                                     | 4.834                                                       | 2.259                                             | 601           | 285                           | 3.145                                      | 0.65                                                                                           | 6.41                     |
| 1933   | 2.625                                                                      | 0.42                                                     | 4.725                                                       | 2.261                                             | 644           | 279                           | 3.184                                      | 0.66                                                                                           | 6                        |
| 1934   | 2.777                                                                      | 0.42                                                     | 4.711                                                       | 2.268                                             | 677           | 281                           | 3.226                                      | 0.68                                                                                           | 5.91                     |

(1) En millions de pesetas.

DEPUIS 1928

éventuelle de l'un des phénomènes étudiés sur l'autre. Mais il faut reconnaître que ce mode de représentation fausse complètement l'importance relative des grandeurs comparées. Les variations de la circulation fiduciaire apparaissent, en effet, comme ayant une amplitude comparable à celles du change, ce qui ne correspond nullement à la réalité. En fait, les mouvements du change ont été beaucoup plus violents que ceux de la circulation fiduciaire, puisque les cours de l'or ont dépassé, par moments, de plus de 130 % leur valeur primitive, alors que la circulation fiduciaire n'a jamais augmenté de plus de 31 %.

Ce n'est que sous cette réserve que nous pourrions utiliser le graphique I pour étudier l'influence réciproque de la circulation fiduciaire et du change.

On constate tout d'abord que, pendant les premiers mois de 1927, le volume des billets était en régression, ce qui peut paraître surprenant quand on songe à ce qu'était, à l'époque, la politique financière du Directoire. Mais il faut remarquer que les emprunts ont fait rentrer dans les caisses du Trésor un volume important de billets, ce qui a permis à l'Etat de rembourser à la Banque une partie de ses avances, et diminué quelque peu le montant de la circulation.

Au reste, dès le milieu de 1927, la situation se retourne et, tandis que la Peseta amorce, en avril, son mouvement de baisse, la circulation, qui avait diminué jusqu'en août, commence, en septembre, une augmentation qui va se poursuivre à peu près constamment jusqu'à la fin de 1928, et qui coïncide, par conséquent, avec la première bataille des changes. Pendant cette période, la circulation passera de 4.130 millions en août 1927, à 4.377 millions à fin 1928.

On se rappelle que, pendant le premier trimestre de 1929, le Directoire, attendant les conclusions de la Commission du Dictamen, avait interrompu l'intervention directe sur le marché des changes, et que la Peseta avait marqué, de ce fait, une baisse accélérée. La circulation fiduciaire, au contraire, s'est assez sensiblement résorbée pendant la même période, puisqu'elle n'est plus que de 4.250 millions environ de mars à juillet 1929.

Mais l'intervention directe est reprise et le cours du change espagnol s'améliore, alors que la circulation va s'élever en même temps pour atteindre 4.400 millions en octobre 1929 et se stabiliser à ce chiffre, avec une légère tendance à la diminution, jusqu'en juin 1930. A partir de cette date et jusqu'en juillet 1931, les mouvements de change et ceux de la circulation vont cesser de se produire dans des directions opposées.

Le change est engagé désormais dans le mouvement de baisse qui se prolongera jusqu'au début de 1932 ; de son côté, la circulation va s'accroître en deux bonds successifs, dont le premier la portera jusqu'à 4.700 millions en octobre 1930, le deuxième de 4.600 millions (mars 1931), à 5.500 millions en juillet 1931.

Mais ce dernier maximum est abandonné aussi vite qu'il a été atteint. La circulation n'est plus que de 5.050 millions dès le mois de septembre, et elle se résorbera désormais régulièrement jusqu'à 4.725 millions à la fin de 1933 et 4.711 millions à la fin de 1934.

De son côté, le change s'améliorera progressivement à partir de février-mars 1932.

Si nous cherchons maintenant à trouver un rapport de temps, qui impliquera peut-être un rapport de cause à effet, entre les deux phénomènes, il nous apparaît que,

dans l'ensemble, les mouvements de la circulation fiduciaire ont précédé de plusieurs mois ceux du change.

A la vérité, les premiers signes de faiblesse de la Peseta se sont manifestés alors que la circulation paraissait depuis quelque temps en voie de réduction. Mais à cette exception près, les périodes pendant lesquelles les variations du nombre des billets ont été très accusées, ont précédé de 6 à 12 mois les mouvements du change qu'elles peuvent certainement avoir déterminés puisque, aux phases d'augmentation de la circulation correspondent bien des périodes de baisse de valeur de la monnaie, et réciproquement.

On peut citer, par exemple, à l'appui de cet essai de généralisation, la période d'inflation monétaire de la fin de 1928, suivie par la baisse du change du début de 1929 — l'inflation de la fin de 1929 suivie par la dévaluation monétaire de 1930 — l'inflation de juin 1930 et du premier trimestre 1931 suivie par la chute de la Peseta prolongée jusqu'en mars 1932. Enfin, la diminution du volume de la circulation, commencée dès août 1931, mais suivie, en mars 1932 seulement, par le redressement de la Peseta.

Tout s'est donc passé comme si l'inflation et la déflation subies tour à tour par le volume de billets en circulation avaient déterminé, après un délai de quelques mois, la baisse et la hausse du change espagnol.

Disons tout de suite que cette hypothèse ne saurait être adoptée sans un examen plus approfondi auquel nous ne manquerons pas de nous livrer plus loin. Par contre, nous pouvons, en nous basant précisément sur le décalage des deux courbes, nous montrer plus affirmatifs pour dire, qu'en sens inverse, le change ne semble

pas avoir exercé de répercussion sur la circulation. De fait, malgré la dévaluation qui fit, en se prolongeant pendant plus de cinq ans, perdre à la monnaie près de 60 % de sa valeur théorique, l'Espagne n'a pas, à proprement parlé « fait d'inflation ». Ceci peut, à notre avis, s'expliquer assez facilement.

Le processus le plus habituel d'une inflation de la circulation provoquée par une dévaluation monétaire est, en effet, le suivant : la monnaie, perdant une partie de son pouvoir d'achat à l'extérieur, le prix des produits importés monte. Par contre, les prix des produits nationaux diminuent pour les étrangers. Ceux-ci augmentent leurs demandes et ces deux causes tendent, l'une comme l'autre, à faire monter les prix et à grossir les échanges ; le volume des effets présentés à l'escompte et le montant des avances demandées aux Banques augmentent à leur tour, ce qui force la Banque Centrale à laisser s'accroître le nombre des billets mis en circulation si, pour d'autres raisons, elle ne veut pas élever le taux de son escompte. Mais nous verrons, en étudiant le mouvement des prix qu'aucune des manifestations qui viennent d'être décrites ne s'est produite en Espagne sur une grande échelle pendant la période étudiée.

Il faut remarquer d'autre part que l'inflation est en général amplifiée par un autre phénomène de nature essentiellement psychologique, la « fuite devant la monnaie ». Quand le public prend conscience de la baisse de la valeur intrinsèque de la monnaie de papier, il cherche à se préserver à tout prix contre ses conséquences plus ou moins immédiates. Si la Banque d'émission l'accepte, il se débarrasse de toutes les valeurs

directement atteintes par la dévaluation : obligations, hypothèques, fonds d'état, valeurs à revenu fixe de toute espèce et il cherche à échanger contre de l'or les billets ainsi réalisés. Mais, comme cette opération est, en général, impossible, il se précipite sur tout ce qu'on a nommé en semblables circonstances les « valeurs réelles » : immeubles, terres, bijoux, valeurs dites « à change ». Les valeurs industrielles nationales elles-mêmes sont recherchées, car on attend de la hausse des prix et de l'accroissement de la demande une augmentation de leurs rendements ; et, lorsque la dévaluation a été poussée jusqu'aux dernières extrémités, la population tout entière se débarrasse de l'argent dès qu'il lui est versé, par exemple sous forme de salaires, « comme s'il lui brûlait les doigts », pour acheter en hâte des denrées quelconques, pourvu qu'elles ne soient pas périssables. Bien entendu, les cours de tous les biens ainsi recherchés augmentent en proportion de l'acharnement que le public apporte à les acquérir, et comme les dépenses de l'Etat s'accroissent alors que le rendement des impôts reste constant, l'inflation ne peut aller qu'en s'aggravant toujours.

Il était à craindre que des réactions analogues à celles qui viennent d'être décrites ne naquissent au sein du public espagnol dès que le mouvement de baisse du change aurait commencé à se préciser. Tant de pays d'Europe avaient avant 1928, passé par des crises de ce genre que l'on pouvait croire le souvenir de leurs épreuves inscrit profondément dans tous les esprits. Allemagne, Pologne, Autriche, Russie avaient vu leur monnaie s'anéantir et leurs peuples passer par toutes les affres que nous avons décrites. En France, en Belgique, en

Italie, le phénomène ne s'était pas déroulé jusqu'aux dernières périodes de son évolution possible, mais la dévaluation s'y était pourtant bien accompagnée de tous les symptômes de la « fuite de la monnaie ».

Or, le peuple espagnol ne réagit nullement de la même manière. Avec sa sensibilité habituelle, il ressentit douloureusement la baisse de la Peseta, qu'il considéra comme une épreuve nationale. Mais il ne prit pas, à de rares exceptions près, les mesures de défense personnelle susceptibles de le protéger contre la dévaluation et ses conséquences.

Loin de se ruer vers les Caisses d'Epargne pour en retirer ses fonds, il n'a cessé d'y porter des sommes de plus en plus fortes, sauf pendant deux très courtes périodes (avril 1931 et premier trimestre 1933).

Parti de 1.652 millions en 1927, le chiffre des dépôts, à la fin des années successives, s'est élevé à 1.847 millions en 1928, 1.955 en 1929, 2.147 en 1930, 2.292 en 1931, 2.456 en 1932, 2.625 en 1933 et 2.777 en 1934.

Par ailleurs, le public ne s'est pas porté vers les valeurs à revenu variable, qui se sont maintenues à des cours à peu près constants jusqu'en 1931, pour baisser ensuite, en 1932, à 70 % de leur valeur de 1928, à 55 % en 1933 et 57 % en 1934.

Les valeurs à revenu fixe n'ont même pas autant baissé que les autres, puisqu'elles n'ont jamais perdu plus de 18 % de leurs valeur (15 % en 1932, 18 % en 1933, 15 % en 1934).

La nation a donc conservé devant la dévaluation un calme remarquable qu'on pourrait comparer à celui du peuple anglais devant la baisse de la livre, si ces deux

attitudes, identiques dans leurs effets, ne procédaient pas d'origines essentiellement différentes.

Les Anglais ont suivi, dans un mouvement de discipline nationale, dont un très grand peuple seul pouvait donner un pareil exemple, la règle qui leur était tracée par une presse intelligente acceptant unanimement, pour sortir d'une crise extrêmement grave, les directives du Gouvernement.

La Livre-papier a pu, dans ces conditions, conserver dans l'esprit de tous les anglais son caractère d'étalon et continuer à servir à la mesure des valeurs sans que personne tînt compte de sa dépréciation.

Il semble que, dans le cas de l'Espagne, les choses se soient passées différemment.

Nous verrons, en étudiant les caractères dominants de l'économie espagnole, que ce pays n'a jusqu'à présent orienté son activité vers l'étranger que dans une faible mesure. Le nombre de ses nationaux qui sont amenés par les nécessités de leur profession à s'intéresser à ce qui se passe en dehors des frontières est donc proportionnellement très réduit. D'autre part, n'ayant rien à craindre de voisins pacifiques, l'Espagne n'est pas, comme la France, par exemple, amenée à suivre de très près les événements dont les autres peuples sont le théâtre, puisqu'il ne peut en résulter pour elle de bien graves conséquences. Il est donc parfaitement naturel que l'exemple des aventures monétaires étrangères n'ait pas influencé profondément l'opinion publique et que le concept de dévaluation ne se soit nullement lié, dans l'esprit de la plupart des Espagnols, à celui d'inflation et n'ait pas, par conséquent, donné naissance au phénomène de la « fuite devant la monnaie ».

Enfin et surtout, le peuple espagnol a gardé confiance dans la valeur de sa devise parce qu'il savait son pays plein de ressources et parce qu'il était sûr de la qualité de sa race.

Il n'a jamais admis la possibilité d'une catastrophe financière analogues à celles de l'Europe centrale, et les événements ont récompensé cette attitude énergique en face d'une menace pourtant sérieuse. On a suffisamment admiré en France, le calme des Anglais depuis 1931, pour qu'un hommage, fût-il aussi modeste que le nôtre, soit rendu à cet exemple de confiance en lui-même et de sang-froid donné en cette circonstance par le peuple espagnol.

Telles sont, croyons-nous, les raisons qui permettent d'expliquer pourquoi l'inflation n'a pas, en Espagne, été la conséquence de la dévaluation monétaire. Mais il nous faut maintenant chercher à montrer comment le phénomène inverse a pu se produire et comment les mouvements d'inflation monétaire ont amené, avec un décalage de quelques mois et malgré leur amplitude relativement réduite, des alternatives beaucoup plus marquées de hausse et de baisse de la valeur de la monnaie.

Il nous faut faire appel ici à la « théorie psychologique du change » telle que M. Aftalion l'a si magistralement exposée dans son ouvrage intitulé : « Monnaies, Prix et Change ».

Nous ne pensons pas, en effet, que l'inflation monétaire ait pu provoquer la baisse du change en raison directe de l'augmentation du nombre des signes monétaires, car cette augmentation n'a pas atteint des propor-

tions suffisantes pour qu'il soit possible d'invoquer ici la théorie quantitative de la monnaie.

La théorie de la balance des comptes ne nous fournit pas non plus d'explication bien satisfaisante. Nous verrons, en effet, que, pendant toute la dernière partie de la dévaluation monétaire espagnole, la situation de la balance du commerce extérieur n'était pas particulièrement défavorable (1) et que cette balance s'était même redressée par rapport aux années 1926 et 1927 qui correspondaient pourtant à une amélioration du change espagnol. Certes, l'influence d'autres postes de la balance des comptes, en particulier celui qui traduit le mouvement des capitaux fuyant la mère patrie, ne s'exerçait pas dans un sens aussi favorable. Mais il ne semble pas qu'une dépréciation de la Peseta dût en résulter logiquement, car l'importance de ces postes est, dans la balance des comptes, très inférieure à celle du commerce extérieur.

Examinons, en effet, la balance des paiements internationaux, telle que le Service des études de la Banque d'Espagne l'a déterminée pour l'année 1931, en se basant sur les résultats d'une enquête effectuée auprès de plus de 3.500 Sociétés étrangères et nationales, importateurs, exportateurs, armateurs, banques, compagnies d'assurances, etc...

Cette balance s'établit comme suit (en milliers de Pesetas-or) :

---

(1) En 1930, 1931 et 1932.

## CREDIT

(Marchandises, Services divers, Or).

I. — *Marchandises.*

|   |                        |           |
|---|------------------------|-----------|
| 1 | Exportations .. . . .  | 964.975 7 |
| 2 | Correction du § 1..... | 76.951 6  |

---

1.041.927 3
II. — *Intérêts et dividendes.*

|   |                                                                                                  |          |
|---|--------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
| 3 | Intérêts des emprunts intérieurs en Espagne.....                                                 | 7.074 1  |
| 4 | Intérêts des valeurs émises par les corporations et entités étrangères cotées en Espagne.....    | 5.416 0  |
| 5 | Intérêts des capitaux espagnols placés à long terme à l'étranger.....                            | 34.369 5 |
| 6 | Intérêts des capitaux espagnols placés à court terme terme à l'étranger.. . . .                  | 2.368 4  |
| 7 | Dividendes, intérêts, etc... des Sociétés espagnoles dont les affaires sont à l'étranger.. . . . | 25.749 5 |

---

74.977 5
III. — *Autres éléments imprévisibles.*

|   |                                         |          |
|---|-----------------------------------------|----------|
| 8 | Navigation :                            |          |
|   | a) Fret et location de navires. . . . . | 91.466 5 |
|   | b) Transports de passagers. . . . .     | 15.542 3 |

---

107.008 8

|    |                                                                                                               |           |           |
|----|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|-----------|
| 9  | Droits de port, impôts et<br>frais payés dans les ports<br>espagnols par les arma-<br>teurs étrangers.. . . . | 17.147 9  |           |
| 10 | Bénéfices réalisés sur l'ex-<br>portation des billets de<br>loterie . . . . .                                 | 899 2     |           |
| 11 | Remises des émigrants....                                                                                     | 160.055 4 |           |
| 12 | Services téléphonique, télé-<br>graphique etc.....                                                            | 56 3      |           |
| 13 | Services diplomatiques et<br>consulaires.. . . .                                                              | 10.000 0  |           |
| 14 | Sommes touchées à l'étran-<br>ger par le Trésor.. . . .                                                       | 4.336 1   |           |
| 15 | Tourisme étranger en Es-<br>pagne.... . . . .                                                                 | 64.412 5  |           |
| 16 | Paiements divers faits par<br>l'étranger.. . . .                                                              | 4.546 5   |           |
|    |                                                                                                               |           | <hr/>     |
|    |                                                                                                               |           | 368.462 7 |

IV. — *Or en monnaie et en lingots.*

|    |                         |          |             |
|----|-------------------------|----------|-------------|
| 17 | Exportation.... . . . . | 113 5    |             |
|    | Déficit.....            | 97.706 4 |             |
|    |                         |          | <hr/>       |
|    |                         |          | 1.583.187 4 |

MOUVEMENT DES CAPITAUX

I. — *A long terme.*

|   |                                                                              |         |  |
|---|------------------------------------------------------------------------------|---------|--|
| 1 | Nouvelles émissions de va-<br>leurs espagnoles à l'étran-<br>ger.... . . . . | 1.300 0 |  |
| 2 | Amortissements d'emprunts<br>étrangers.... . . . .                           | 1.648 9 |  |

|   |                                                            |          |
|---|------------------------------------------------------------|----------|
| 3 | Amortissements de valeurs étrangères cotées en Espagne.... | 1.976 8  |
| 4 | Ventes de valeurs étrangères....                           | 23.903 7 |
| 5 | Achats de valeurs espagnoles....                           | 8.841 1  |

II. — *A court terme.*

|   |                                                                                                             |                 |
|---|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------|
| 6 | Diminution de l'avoir et augmentation de la dette flottante étrangère pour les opérations à court terme.... | 283.167 7       |
|   |                                                                                                             | <hr/> 320.838 2 |

1.904.025 6

## DEBIT

I. — *Marchandises.*

|    |                                  |             |
|----|----------------------------------|-------------|
| 18 | Importation....                  | 1.175.790 6 |
| 19 | Corrections au paragraphe 18.... | 125.581 9   |

1.301.372 5

II. — *Intérêts et dividendes.*

|    |                                                                              |          |
|----|------------------------------------------------------------------------------|----------|
| 20 | Intérêts des emprunts espagnols à l'étranger.....                            | 2.957 1  |
| 21 | Intérêts des capitaux étrangers placés à long terme en Espagne....           | 18.105 6 |
| 22 | Intérêts des capitaux étrangers placés à court terme en Espagne....          | 24.378 6 |
| 23 | Bénéfices nets et intérêts des autres capitaux étrangers placés en Espagne.. | 12.207 1 |

57.648 4

III. — *Autres éléments imprévisibles.*

|    |                                                                                                                                  |          |
|----|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
| 24 | Droits de port, impôts et<br>frais payés dans les ports<br>étrangers par des arma-<br>teurs espagnols.... .                      | 83.106 7 |
| 25 | Dépenses d'émigration....                                                                                                        | 3.167 2  |
| 26 | Assurances et réassurances.                                                                                                      | 1.721 6  |
| 27 | Services diplomatiques et<br>consulaires .... .                                                                                  | 7.998 7  |
| 28 | Services téléphonique et té-<br>légraphique.... .                                                                                | 4.009 5  |
| 29 | Paiements faits par le Tré-<br>sor à l'étranger, au Ma-<br>roc, en Guinée, etc.....                                              | 34.127 1 |
| 30 | Sommes payées à l'étran-<br>ger pour achat et location<br>de films cinématographi-<br>ques.... .                                 | 7.658 3  |
| 31 | Frais de tourisme et voya-<br>ges des espagnols à l'é-<br>tranger et exportation<br>des billets de la Banque<br>d'Espagne.. .... | 73.245 0 |
| 32 | Paiements divers effectués<br>à l'étranger.... .                                                                                 | 9.024 1  |

---

 224.058 2
IV. — *Or en monnaies et lingots.*

|     |                     |             |
|-----|---------------------|-------------|
| 33. | Importations.. .... | 108 3       |
|     |                     | <hr/>       |
|     |                     | 1.583.187 4 |

## MOUVEMENTS DES CAPITAUX

I. — *A long terme.*

|    |                                                          |          |
|----|----------------------------------------------------------|----------|
| 7  | Nouvelles émissions de valeurs étrangères en Espagne.... | 0        |
| 8  | Amortissement de valeurs espagnoles à l'étranger.        | 2.443 »  |
| 9  | Achat de valeurs étrangères....                          | 9.210 »  |
| 10 | Vente de valeurs espagnoles sur ordres de l'extérieur..  | 27.021 2 |

II. — *A court terme.*

|    |                                                                                                      |           |
|----|------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| 11 | Diminution de la dette et augmentation des avoirs flottants étrangers pour opérations à court terme. | 182.227 3 |
| 12 | Exportation non définie de capitaux....                                                              | 2.230 3   |

---

 223.131 8

|                                        |          |
|----------------------------------------|----------|
| Montant net des entrées de capital.... | 97.706 4 |
|----------------------------------------|----------|

---

 320.838 2

---

 1.904.025 6

## RESUME

|                            |     |                 |                 |
|----------------------------|-----|-----------------|-----------------|
| Marchandises....           | (—) | 259.445 2       |                 |
| Intérêts et dividendes.... | (+) | 17.329 1        |                 |
| Autres éléments....        | (+) | 144.404 5       |                 |
| Or....                     | (+) | 5 2             |                 |
| Mouvement des capitaux.    | (+) | 97.706 4        |                 |
|                            |     | <hr/> 259.445 2 | <hr/> 259.445 2 |

On voit qu'en dehors de la balance du commerce extérieur, les éléments qui sont à retenir dans la balance des paiements pour constituer la balance des comptes ont une importance relative trop faible pour avoir exercé directement, sur le cours de la Peseta, une influence bien sensible. On voit surtout que le solde déficitaire de cette balance n'atteint pas un montant très élevé puisqu'il restait en 1931, inférieur à 100 millions de Pesetas (1).

Quant à la théorie de la parité des pouvoirs d'achat, nous verrons, en étudiant le mouvement des prix en Espagne, et surtout la structure de l'économie espagnole, qu'elle ne permet pas d'expliquer non plus la dévaluation monétaire (2).

La théorie psychologique du change met, au contraire, à notre disposition, un mode de raisonnement qui cadre parfaitement avec les éléments en présence desquels nous nous trouvons placés.

Elle nous apprend, en effet, que la circulation peut parfaitement agir directement sur le change, sans passer par l'intermédiaire des prix, qui peuvent, soit échapper plus ou moins complètement à son influence (et c'est, croyons-nous, ce qui s'est produit en Espagne), soit, dans le cas le plus général, subir à leur tour, mais à leur tour seulement, l'action directe du change.

Nous pensons que, dans ce pays, l'influence de l'inflation fut, avant tout, psychologique, mais qu'elle fut pré-

---

(1) Voir dans l'étude de M. Rist sur « La peseta espagnole », page 59, le passage relatif à la balance des comptes.

(2) Voir, plus généralement, la réfutation de la théorie de la parité des pouvoirs d'achat par M. Nogaro (« La Monnaie », pages 363 et suiv.) et par M. Aftalion, loc. cit.

pondérante dans l'esprit des individus appelés à concourir à la formation des cours du change.

Les individus en question étaient, dans le cas de l'Espagne, en nombre particulièrement restreint, car ils ne comprenaient probablement, en dehors du personnel gouvernemental et des services financiers de l'Etat et de la Banque d'Espagne, que des spéculateurs et des commerçants appelés à travailler avec l'étranger. Or, si la spéculation internationale a pu, pendant quelques mois, prendre l'Espagne pour théâtre de ses opérations, le peuple espagnol a su, dans son immense majorité, se préserver de la fièvre spéculative qui s'est emparée parfois d'autres pays moins pondérés : ni Madrid, ni Barcelone, n'ont jamais présenté le spectacle qu'ont offert, à certains moments, Vienne, Genève ou New-York, celui d'une population se livrant à peu près toute entière à la spéculation sur la monnaie.

Si la formation des cours du change était entre les mains d'un petit nombre d'individus particulièrement au courant de ces questions, on s'explique d'autant plus facilement comment les mouvements de la circulation monétaire — mouvements qui échappent, en général, à ce qu'on est convenu d'appeler le « gros public » — ont pu créer, dans ces esprits avertis une impression profonde et, en inspirant la crainte d'une inflation de plus en plus accentuée, provoquer la dévaluation de la monnaie espagnole.

Par ailleurs, si les mouvements de la balance des comptes entre 1926 et 1930 n'étaient pas suffisants pour provoquer directement la dévaluation de la Peseta, ils ont certainement contribué à créer, à titre de facteur qualificatif plutôt que quantitatif, l'état d'esprit, la « ten-

dance » propice à la naissance et au développement de cette dévaluation.

C'est donc à cette hypothèse des mouvements de la circulation, précédant et provoquant directement ceux du change, que nous nous arrêterons pour le moment, mais nous n'oublions pourtant pas que le problème du change comporte un troisième terme essentiel : les prix. Ce n'est qu'après l'étude attentive de leurs mouvements que nous pourrons adopter — ou rejeter — les explications qui précèdent.

## Chapitre VII

### LES MOUVEMENTS DES PRIX

Pour suivre les variations des prix espagnols de gros et de détail, nous disposons d'un certain nombre d'indices, qui ne traduisent malheureusement pas les phénomènes qu'ils doivent représenter avec autant de fidélité que dans les pays disposant d'organismes statistiques plus richement dotés. L'Espagne possède bien des statisticiens de valeur exceptionnelle, mais les moyens financiers mis à leur disposition sont souvent insuffisants.

L'organisme officiellement chargé de l'établissement des statistiques, la Direction Générale de l'Institut Géographique, Cadastral et Statistique de Madrid, calcule et publie un indice des prix de gros et un indice du coût de la vie. Le premier est basé sur un nombre d'articles qui pourrait, a dit la « Commission du Dictamen », « en faire l'un des meilleurs index officiels ». Mais, ajoutait cette Commission, ses défauts de technique sont graves. On n'a pas tenu compte de l'incidence des articles choisis sur l'économie du pays. La fusion, en un indice général, des indices partiels correspondant aux diverses branches de la production ne traduit pas bien non plus l'importance relative de chacun d'eux,

si bien que cet indice général n'est pas aussi représentatif qu'on pourrait le désirer. Quant à l'index du coût de la vie, il présente le grave inconvénient de ne tenir compte ni de l'habillement, ni du loyer.

Or, il existe bien à Barcelone, un deuxième organisme, l'Institut d'Investigations Economiques qui publie, sous la direction extrêmement éclairée de M. Vandellos, un index des prix de gros et un index des prix de détail. L'index des prix de gros, établi très soigneusement sur 45 articles, avec et sans pondération, diffère peu de celui de Madrid. Par contre, l'index des prix de détail présente, avec celui de la Direction Générale, des écarts allant parfois jusqu'à 10 %.

Il aurait donc été très intéressant de posséder des statistiques relatives à d'autres villes d'Espagne et d'établir une moyenne en affectant chaque série de chiffres d'un coefficient correspondant à l'importance de la population de la région considérée. Mais il n'existe pas, croyons-nous, d'autres éléments que ceux de Madrid et de Barcelone. Encore ces derniers ne sont-ils pas complets, car l'Institut d'Investigations Economiques a dû, à certaines époques, ralentir et même interrompre son activité. Nous nous bornerons donc à considérer l'index des prix de détail de Madrid tel qu'il est donné dans le Bulletin de Statistique de la S.D.N., et l'index des prix de gros de la Direction de Statistique. Sans nous dissimuler que ces documents ne reflètent pas, avec une exactitude absolue les phénomènes étudiés, nous pouvons cependant admettre qu'ils en traduisent, d'une manière très suffisamment approchée, l'allure générale.

Les deux index en question en été reportés sur les

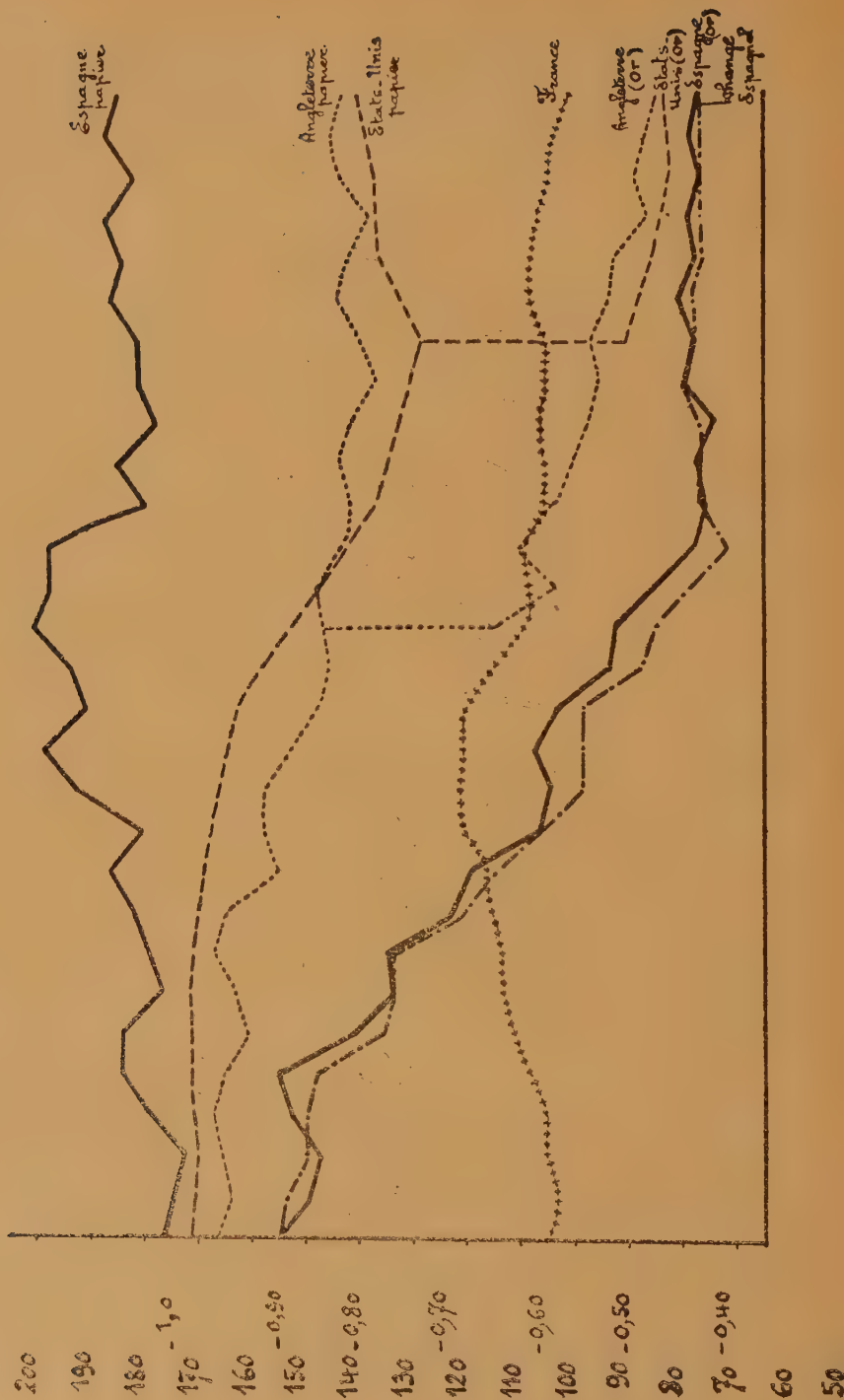
|                | Espagne                           |                          |                   | Angleter.                             |                                  | Etats-Uni                        |              | France                         |                |
|----------------|-----------------------------------|--------------------------|-------------------|---------------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|--------------|--------------------------------|----------------|
|                | Indice<br>D. G. I.<br>Statistique | Coefficient<br>de change | Indice<br>prix or | Indice Bord<br>of Trade<br>(S. D. N.) | Indice<br>Board of<br>Trade (or) | Indice<br>(S. D. N.)<br>(papier) | Indice<br>Or | Indice<br>S. D. N.<br>(papier) | Indice<br>(or) |
| 1914           | 100                               | 0.95                     | 95                | 100                                   | 100                              | 100                              | 100          | 100                            | 100            |
| 1924           | 183                               | 0.75                     | 138               | 166                                   | 151                              | 141                              | 141          | 488                            | 154            |
| 1925           | 188                               | 0.74                     | 139               | 159                                   | 159                              | 148                              | 148          | 550                            | 135            |
| 1926           | 181                               | 0.78                     | 141               | 148                                   | 148                              | 143                              | 143          | 695                            | 117            |
| 1927           | 173                               | 0.88                     | 152               | 142                                   | 142                              | 137                              | 137          | 642                            | 130            |
| 1928 — Janvier | 166                               | 0.88                     | 146               | 140                                   | 140                              | 139                              | 139          | 610                            | 124            |
| Avril          | 166                               | 0.87                     | 144               | 143                                   | 143                              | 140                              | 140          | 624                            | 127            |
| Juillet        | 164                               | 0.85                     | 139               | 141                                   | 141                              | 141                              | 141          | 624                            | 127            |
| Octobre        | 174                               | 0.85                     | 148               | 138                                   | 138                              | 140                              | 140          | 617                            | 125            |
| 1929 — Janvier | 171                               | 0.84                     | 144               | 138                                   | 138                              | 139                              | 139          | 630                            | 128            |
| Avril          | 174                               | 0.76                     | 132               | 138                                   | 138                              | 139                              | 139          | 626                            | 127            |
| Juillet        | 170                               | 0.75                     | 127               | 137                                   | 137                              | 140                              | 140          | 612                            | 124            |
| Octobre        | 172                               | 0.75                     | 129               | 136                                   | 136                              | 138                              | 138          | 589                            | 120            |
| 1930 — Janvier | 172                               | 0.67                     | 115               | 131                                   | 131                              | 133                              | 133          | 576                            | 117            |
| Avril          | 172                               | 0.64                     | 110               | 124                                   | 124                              | 129                              | 129          | 548                            | 111            |
| Juillet        | 171                               | 0.59                     | 100               | 119                                   | 119                              | 121                              | 121          | 558                            | 113            |
| Octobre        | 176                               | 0.54                     | 95                | 113                                   | 113                              | 119                              | 119          | 552                            | 112            |
| 1931 — Janvier | 174                               | 0.54                     | 94                | 107                                   | 107                              | 112                              | 112          | 541                            | 110            |
| Avril          | 172                               | 0.54                     | 93                | 106                                   | 106                              | 107                              | 107          | 540                            | 110            |
| Juillet        | 174                               | 0.48                     | 83                | 102                                   | 102                              | 103                              | 103          | 500                            | 102            |
| Octobre        | 174                               | 0.46                     | 80                | 105                                   | 83                               | 101                              | 101          | 457                            | 93             |
| 1932 — Janvier | 175                               | 0.43                     | 75                | 106                                   | 74                               | 96                               | 96           | 439                            | 89             |
| Avril          | 180                               | 0.39                     | 70                | 102                                   | 78                               | 94                               | 94           | 439                            | 89             |
| Juillet        | 170                               | 0.42                     | 71                | 98                                    | 71                               | 92                               | 92           | 430                            | 87             |
| Octobre        | 168                               | 0.42                     | 70                | 101                                   | 71                               | 92                               | 92           | 412                            | 84             |
| 1933 — Janvier | 169                               | 0.42                     | 71                | 100                                   | 69                               | 87                               | 87           | 411                            | 83             |
| Avril          | 164                               | 0.44                     | 72                | 97                                    | 68                               | 87                               | 83           | 387                            | 79             |
| Juillet        | 164                               | 0.43                     | 70                | 102                                   | 70                               | 99                               | 72           | 401                            | 81             |
| Octobre        | 164                               | 0.43                     | 70                | 103                                   | 67                               | 102                              | 68           | 397                            | 81             |
| 1934 — Janvier | 169                               | 0.42                     | 71                | 105                                   | 68                               | 103                              | 65           | 445                            | 82             |
| Avril          | 172                               | 0.42                     | 72                | 103                                   | 65                               | 105                              | 62           | 387                            | 79             |
| Juillet        | 166                               | 0.42                     | 70                | 104                                   | 64                               | 107                              | 63           | 374                            | 76             |
| Octobre        | 165                               | 0.42                     | 70                | 104                                   | 60                               | 110                              | 65           | 357                            | 73             |

| DATES                | Espagne            |                             |              | Angleterre         |              | Etats-Unis         |              | France             |              |
|----------------------|--------------------|-----------------------------|--------------|--------------------|--------------|--------------------|--------------|--------------------|--------------|
|                      | Indice<br>S. D. N. | Coefficient<br>de<br>change | Indice<br>or | Indice<br>S. D. N. | Indice<br>or | Indice<br>S. D. N. | Indice<br>or | Indice<br>S. D. N. | Indice<br>or |
| 1914 .....           | 100                | 0.95                        | 95           | 100                | 100          | 100                | 100          | 100                |              |
| 1924 .....           | 184                | 0.75                        | 138          | 175                | 175          | 171                | 171          | 369                | 114          |
| 1925 .....           | 189                | 0.74                        | 140          | 176                | 176          | 176                | 176          | 400                | 108          |
| 1926 .....           | 187                | 0.78                        | 146          | 172                | 175          | 172                | 175          | 505                | 85           |
| 1927 .....           | 189                | 0.88                        | 166          | 168                | 173          | 168                | 173          | 514                | 103          |
| 1928 — Janvier ..... | 176                | 0.88                        | 155          | 166                | 166          | 171                | 171          | 519                | 105          |
| Avril .....          | 174                | 0.87                        | 149          | 164                | 164          |                    |              | 507                | 103          |
| Juillet .....        | 173                | 0.85                        | 147          | 165                | 165          | 170                | 170          | 514                | 105          |
| Octobre .....        | 179                | 0.85                        | 152          | 167                | 167          |                    |              | 514                | 105          |
| 1929 — Janvier ..... | 184                | 0.84                        | 155          | 165                | 165          |                    |              | 529                | 108          |
| Avril .....          | 184                | 0.76                        | 140          | 161                | 161          |                    |              | 544                | 111          |
| Juillet .....        | 177                | 0.75                        | 133          | 163                | 163          | 171                | 171          | 554                | 113          |
| Octobre .....        | 179                | 0.75                        | 134          | 167                | 167          |                    |              | 554                | 113          |
| 1930 — Janvier ..... | 182                | 0.67                        | 122          | 164                | 164          |                    |              | 565                | 115          |
| Avril .....          | 186                | 0.64                        | 119          | 155                | 155          |                    |              | 572                | 116          |
| Juillet .....        | 180                | 0.59                        | 106          | 157                | 157          | 167                | 167          | 592                | 120          |
| Octobre .....        | 192                | 0.54                        | 104          | 157                | 157          |                    |              | 597                | 121          |
| 1931 — Janvier ..... | 198                | 0.54                        | 107          | 152                | 152          | 161                | 161          | 590                | 120          |
| Avril .....          | 190                | 0.54                        | 103          | 147                | 147          |                    |              | 589                | 120          |
| Juillet .....        | 193                | 0.48                        | 93           | 145                | 145          | 150                | 150          | 565                | 115          |
| Octobre .....        | 200                | 0.46                        | 92           | 146                | 115          |                    |              | 531                | 108          |
| 1932 — Janvier ..... | 197                | 0.43                        | 85           | 147                | 103          | 146                | 146          | 534                | 108          |
| Avril .....          | 197                | 0.39                        | 77           | 143                | 110          |                    |              | 535                | 109          |
| Juillet .....        | 179                | 0.42                        | 75           | 141                | 103          | 136                | 136          | 517                | 105          |
| Octobre .....        | 184                | 0.42                        | 77           | 143                | 100          |                    |              | 516                | 105          |
| 1933 — Janvier ..... | 177                | 0.42                        | 74           | 141                | 97           | 132                | 132          | 523                | 106          |
| Avril .....          | 180                | 0.44                        | 79           | 136                | 95           |                    |              | 516                | 105          |
| Juillet .....        | 180                | 0.43                        | 77           | 139                | 96           | 128                | 90           | 516                | 105          |
| Octobre .....        | 185                | 0.43                        | 80           | 143                | 93           |                    |              | 526                | 107          |
| 1933 — Janvier ..... | 183                | 0.42                        | 77           | 141                | 92           | 135                | 85           | 526                | 107          |
| Avril .....          | 186                | 0.42                        | 78           | 137                | 86           |                    |              | 522                | 106          |
| Juillet .....        | 181                | 0.42                        | 76           | 142                | 88           | 136                | 82           | 511                | 104          |
| Octobre .....        | 186                | 0.42                        | 78           | 144                | 86           |                    |              | 504                | 103          |



# Graphique III Prix de détail

Indices  
Change



tableaux numéros III et IV et sur les graphiques numéros II et III.

Pour permettre des comparaisons indispensables avec d'autres pays, on a reporté sur ces mêmes tableaux les indices correspondants en France, en Angleterre et aux Etats-Unis, extraits des Bulletins mensuels de la S.D.N. A côté de ces indices, établis en monnaie légale et rapportés aux chiffres de 1913 pris comme base égale à 100, on a inscrit le chiffre correspondant en monnaie-or, c'est-à-dire en tenant compte de la dépréciation subie par la monnaie légale à la date considérée.

Il faut admettre, bien entendu, pour que cette comparaison soit intéressante, qu'en 1913 les prix de toutes les nations considérées ne différaient pas trop les uns des autres, ce qui semble pouvoir être admis comme à peu près exact en raison de la facilité que présentaient les échanges à cette date.

En tout état de cause, il sera pourtant plus prudent de comparer le moins possible, en valeur absolue, les indices des différents pays, mais plutôt d'étudier leurs mouvements relatifs. On évitera de dire, en d'autres termes, « A telle époque, les prix-or espagnols sont plus élevés de 20 points que les prix-or anglais ». pour dire plutôt : « A telle époque, les prix-or espagnols se rapprochent, ou s'éloignent des prix-or anglais ».

L'étude des graphiques doit être, par conséquent, plus fructueuse que celle des tableaux correspondants, puisqu'elle permet de saisir plus nettement les variations relatives des prix des divers pays les uns par rapport aux autres.

### I. — *Prix de gros* (Tableau III et graphique II).

On ne peut manqué d'être frappé, dès le premier examen, par la constance des prix de gros, exprimés en Pesetas-papier, à partir de 1927.

Pendant que cette monnaie reprenait une valeur toujours plus grande — de 1925 à 1927 — les prix-papier avaient accusé une baisse (de 188 à 173). Mais, comme le change était simultanément passé de 74 à 88, le mouvement des prix-or s'était traduit en définitive par une hausse, de 139 à 152.

Mais pendant le premier semestre de 1928, tandis que la Peseta tombe de 88 à 85 % de sa valeur théorique, l'index des prix de gros (papier) va se stabiliser aux environs de 165, ce qui correspond à une baisse des prix-or de 146 à 138.

Au cours du second semestre de 1928, le change, soutenu par le Gouvernement, se stabilise pour un temps. Les prix-papier montant de 164 à 171, les prix-or s'élèvent en même temps de 138 à 144.

Mais, fait essentiel, de la fin de 1928 au milieu de 1932, soit pendant près de quatre années, les prix-papier vont se maintenir constamment autour de 173, sans dépasser 170 ni 176, sauf pendant une période de quelques semaines, au début de 1932, qui voit accidentellement le cours de 180.

Les prix-papier restant sensiblement stables, les variations des prix-or ne dépendent plus que des mouvements du change et nous pouvons schématiser ce qui précède en disant que les prix-or espagnols ont baissé dans les mêmes proportions et en même temps que la Peseta.

Examinons maintenant comment ces prix-or espagnols ont varié par rapport à ceux des autres nations, en particulier ceux de la France, de l'Angleterre et des Etats-Unis.

Nous constaterons tout d'abord qu'en 1924 les prix espagnols étaient ceux qui présentaient, avec la base de 1914, le plus faible décalage. Leur index n'était, en effet, qu'à 138 contre 141 pour l'index américain, 151 pour l'anglais et 154 pour le français.

Cette situation va se transformer complètement de 1924 à janvier 1928. A cette dernière date, les prix mondiaux ne sont plus qu'à 140 pour l'Angleterre, 139 pour les Etats-Unis et 124 seulement pour la France qui vient de stabiliser sa monnaie, après les orages de 1926, à un taux suffisamment bas pour que les prix-or de 1928 restent encore très inférieurs à ceux de 1924 (154) bien que les prix-papier aient déjà franchi, dans le même temps, une forte étape de hausse (de 488 à 610).

Mais, voici qu'en 1928, la dévaluation de la Peseta se précise. Après une oscillation au milieu de l'année, la courbe des prix-or espagnols va passer, au début de 1929, au-dessous de celles des deux nations anglo-saxonnes. Par un curieux hasard, les trois courbes se rencontrent à très peu de chose près, au point correspondant à la valeur 138 de l'index, vers le milieu du premier trimestre 1929. Mais elles vont ensuite diverger très rapidement, les courbes anglo-saxonnes influencées seulement par la déflation des prix, baissant beaucoup moins vite que la courbe espagnole, affectée par la dévaluation monétaire.

En janvier 1930, la courbe française passe à son tour au-dessus de la courbe espagnole et, jusqu'en 1932, cette

dernière conservera sa position favorisée en se maintenant nettement au-dessous des courbes des trois pays qui nous servent de références.

Mais, en 1931, la situation se modifie pour l'Angleterre, la chute de la Livre ramenant brusquement les prix anglais dans le voisinage des prix espagnols. En 1933, c'est au tour des prix américains de venir les rejoindre ; puis les deux index anglo-saxons vont passer au-dessous des prix espagnols, eux-mêmes stabilisés depuis 1932. Les prix français tarderont plus longtemps à marquer une baisse aussi prononcée, mais, à la fin de 1934, la déflation finira pourtant par les amener au niveau des prix espagnols.

En ce mois de décembre 1934, que nous avons pris comme terme de notre étude, la situation dans laquelle sa dévaluation monétaire a placé l'Espagne a cessé de présenter pour ce pays le moindre avantage : le Dollar et la Livre ayant suivi des fortunes comparables à celles de la Peseta, les prix-or anglo-saxons sont descendus au-dessous des prix espagnols. Quant aux prix français, la seule déflation consécutive à la crise a suffi pour les amener au même niveau. Il est donc certain, dès à présent, que, si la dévaluation espagnole a pu favoriser l'économie du pays pendant tout le temps qu'elle s'est poursuivie (temps remarquablement prolongé d'ailleurs), cette influence heureuse ne s'est pas maintenue après la stabilisation de fait.

## II. — *Prix de détail.* (Tableau IV et graphique III).

L'étude des variations des prix de détail va nous conduire à des constatations tout à fait analogues. Prix-papier sensiblement constants, prix-or suivant de très

près la dévaluation monétaire, prix-or espagnols amenés tout d'abord au-dessous des prix anglo-saxons et français par cette dévaluation, mais rejoints ensuite, et même dépassés, dans leur mouvement de baisse, après la stabilisation de fait de la Peseta, la chute de la Livre et du Dollar et la déflation des prix français.

Nous devons cependant faire quelques remarques particulières aux prix de détail, en notant tout d'abord que la courbe des prix-papier de détail espagnols est un peu plus accidentée que celle des prix de gros. Chose curieuse, il apparaît que les prix de détail ont été plus sensibles que les prix de gros à la baisse de la Peseta, puisque, dès que cette monnaie commence à donner des signes de faiblesse caractérisée, ces prix de détail quittent leur minimum de 172 (août 1928) pour atteindre à 184 au début de 1929, 186 en avril 1930, 198 en janvier 1931, 200 en octobre 1931, soit une hausse de 16 % sur 1928, alors que les prix de gros n'étaient montés, dans le même temps que de 9 %. Il est vrai que, dès 1932, les prix de détail redescendent à 182 pour s'y maintenir jusqu'en 1935, ce qui ne représente plus qu'une hausse de 5 %, les prix de gros étant, de leur côté, revenus à leur point de départ.

Nous voyons donc que pendant la dévaluation espagnole, les prix de gros ont moins monté que les prix de détail : constatation troublante pour certains partisans de la dévaluation qui mettent au nombre des bienfaits attendus de cette opération une hausse des prix de gros, favorable aux agriculteurs et aux industriels, sans que les heureux effets en soient annihilés par la hausse des prix de détail, hausse qui, d'après les mêmes théoriciens, doit rester extrêmement limitée.

Il est toutefois équitable d'observer que les prix de détail espagnols n'avaient, jusqu'en 1928, pas beaucoup plus monté que les prix de gros (176 pour les premiers, contre 166 pour les seconds), alors que la différence était beaucoup plus sensible en Angleterre (166 contre 140) et en Amérique (171 contre 139). Ce fait permet d'expliquer, au moins partiellement, pourquoi les prix de détail ont eu tendance à s'élever par la suite plus rapidement que les prix de gros.

Nous pouvons maintenant essayer de comprendre le mécanisme du mouvement des prix en recherchant les influences réciproques des ces prix et du change.

Sans admettre un seul instant que la chute des prix mondiaux ait pu influencer directement, c'est-à-dire sans passer par l'intermédiaire des prix, les variations du change espagnol (1), nous examinerons deux hypothèses qui permettent d'expliquer la constance des prix à l'intérieur du pays.

Aux termes de la première, les prix intérieurs, exprimés en Pesetas-papier, résistant à toutes les influences venues de l'extérieur et peu sensibles, en particulier, aux conséquences de la crise mondiale, n'ont pas été affectés par la débâcle générale. L'Espagne constituerait, dans ces conditions, un système économique fermé dont les orages extérieurs n'auraient pas franchi les frontières.

Cette constance des prix intérieurs étant considérée comme un phénomène autonome, spontané, dont nous rechercherons plus loin l'origine dans l'essence même de l'économie espagnole et qui ne résulterait nullement

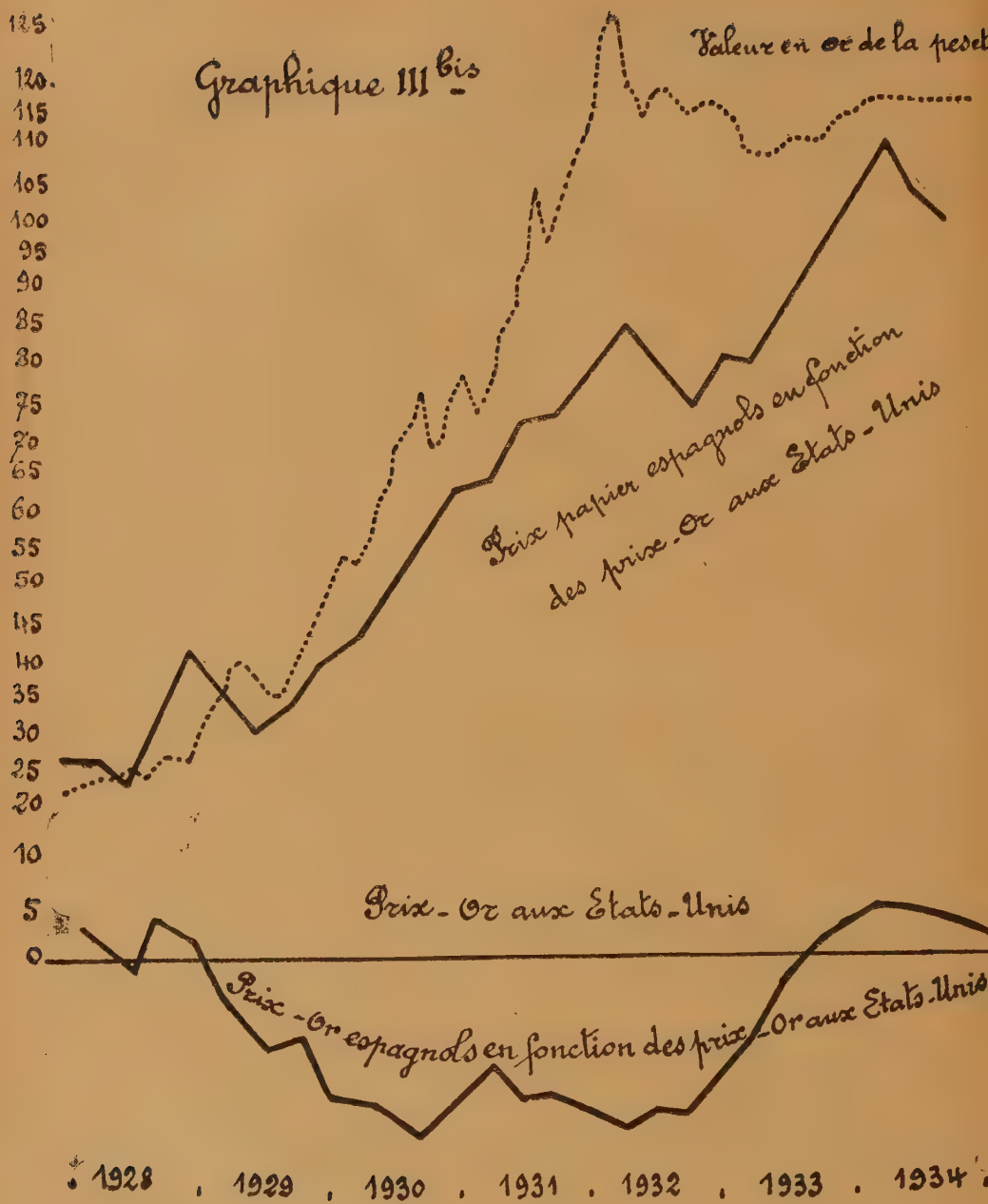
---

(1) Voir la note (2) page 80.

de circonstances accidentelles, telles qu'une inflation monétaire ou qu'un mouvement de change — les variations des prix-or ne doivent plus être considérées que comme un fait accessoire. Et comme la baisse du change, par hasard ou par calcul, a fait, en Espagne, baisser ces prix-or dans le même sens que les prix-or mondiaux, l'influence de ces derniers sur les prix espagnols est restée négligeable, mais le point essentiel de ce système, c'est donc, encore une fois, l'autonomie des prix intérieurs, exprimés en Pesetas-papier.

La deuxième hypothèse prend le contre-pied de la première. Elle admet que les prix espagnols, influencés par les mouvements des prix mondiaux, ont été entraînés dans la baisse générale. Leurs cours, exprimés en or se sont effondrés. Mais le phénomène n'a pas été perceptible pour la simple raison que l'Espagne ne disposait que d'une monnaie de papier et que la dévaluation de cette monnaie compensait exactement la déflation des prix. Bien qu'il fallût, par exemple, donner deux fois moins d'or pour acquérir une certaine marchandise, cette quantité de métal diminuée de moitié correspondait au même nombre de billets de banque, car ceux-ci avaient perdu simultanément la moitié de leur valeur.

Pour rendre cette conception plus facilement perceptible, il suffit de construire une courbe en portant, en abscisses les temps et, en ordonnées (voir schéma III-bis) les différences entre les indices-papier espagnols et l'indice américain pris comme terme de référence. On obtient une courbe ascendante qui suit de très près celle qui traduit le prix de l'or exprimé en Pesetas. Dans cette deuxième hypothèse, par conséquent, les prix-papier se seraient écartés des prix-or, alors que, dans la



première, ce sont les prix-or qui se sont déplacés à partir des prix-papier.

Au reste, ces deux hypothèses ne constituent pas des systèmes absolument rigides et il est facile de concevoir une solution, en quelque sorte intermédiaire qui, tout en acceptant le principe d'une très grande stabilité propre des prix-papier espagnols, admettrait cependant qu'un mouvement de baisse de la valeur intrinsèque de certaines marchandises a pu se produire, mais qu'il a été immédiatement masqué par la dévaluation monétaire.

Mais, sous cette réserve, nous n'hésitons pas à dire que la première hypothèse nous paraît de beaucoup la plus conforme à la réalité et nous nous efforcerons de le démontrer en poursuivant notre exposé, après avoir toutefois commencé par donner quelques raisons suffisantes à notre avis pour faire écarter la deuxième.

Si cette dernière était exacte, si les prix-or espagnols avaient été réellement influencés par les cours étrangers, ils auraient suivi ceux-ci avec un plus ou moins grand retard. Or, il suffit de considérer les schémas II et III pour constater que la baisse des prix-or espagnols en 1929 était beaucoup plus accentuée que celle des prix étrangers.

Et quand l'Angleterre, en 1931, l'Amérique en 1933 ont, à leur tour, vu leurs prix-or s'effondrer en même temps que la monnaie nationale, la répercussion de cette baisse sur les prix-or espagnols est absolument nulle, puisque c'est au contraire, en 1932, que ces derniers se stabilisent (1).

---

(1) Un raisonnement analogue nous permettrait de démontrer que la théorie de la parité des pouvoirs d'achat n'est pas applicable à la dévaluation espagnole et ce que ce n'est pas l'élévation des prix-

Un autre argument doit nous faire également rejeter notre deuxième hypothèse : c'est qu'il serait bien surprenant que la combinaison des mouvements du change et des prix-or, agissant en sens inverse, ait eu comme résultante une constance à peu près complète des prix-papier. Nous avons vu que les cours de la Peseta ont obéi à des influences d'origine et d'intensité très différentes : spéculateurs, gouvernement, ont exercé sur eux des actions intermittentes et contradictoires, et leur courbe présente, par conséquent, un certain nombre d'accidents. De leur côté, les prix de gros à l'étranger n'ont pas montré beaucoup de régularité dans leur baisse. Il serait, dans ces conditions, tout à fait surprenant que de cette double irrégularité soit issue, par compensation, la courbe de prix-papier dont nous cherchons à nous expliquer l'allure sensiblement horizontale.

Nous sommes donc amenés à abandonner définitivement notre deuxième hypothèse, ce qui ne sera pas sans influencer le jugement que nous aurons à porter sur les avantages qu'a présentés la dévaluation monétaire pour l'Espagne.

Si nous avons, en effet, adopté cette deuxième hypothèse, le rôle du change aurait été essentiellement positif : les prix-or espagnols se trouvant entraînés dans la baisse générale par le ralentissement des affaires, la dévaluation aurait constitué un correctif en déterminant un décalage égal et de signe contraire annihilant la baisse en question. Comme ce décalage se serait produit à partir d'une ligne inclinée vers le bas (la courbe

---

or intérieurs par rapport aux prix mondiaux qui détermine la baisse de la peseta.

des prix-or), la courbe des prix-papier n'aurait réussi qu'à « plafonner » sans s'élever au-dessus de l'horizontale. Mais la dévaluation n'en aurait pas moins eu pour effet de faire remonter les prix-papier. Or, c'est à ce résultat que prétendent arriver les partisans français de la dévaluation qui veulent résoudre par ce procédé la crise agricole en revalorisant, au moins en apparence, les prix des produits de la terre.

En adoptant, au contraire, notre première hypothèse et en admettant que les prix-papier sont restés insensibles à l'influence des prix mondiaux, nous refusons à la dévaluation le mérite d'avoir maintenu le niveau des prix des produits agricoles, mais, par contre, nous paraissions fournir des armes aux partisans de cette dévaluation, qui ne manqueront pas de prétendre que, si les prix mondiaux n'avaient pas subi, à partir de 1930, une baisse aussi profonde, l'évolution des prix-papier et des prix-or espagnols n'en aurait pas moins suivi les voies que nous avons retracées plus haut ; la dévaluation aurait ainsi placé les exportateurs espagnols dans une situation exceptionnellement favorable, puisque leurs prix-or auraient baissé très au-dessous des cours mondiaux, demeurés fixes.

En réalité, ce raisonnement fait la part trop belle aux dévaluateurs : l'écart entre prix espagnols et prix mondiaux n'aurait certainement pas pu se prolonger très longtemps après la stabilisation de fait. Mais, en admettant même l'éventualité d'une ère plus ou moins prolongée de prospérité pour l'exportation espagnole, il ne peut être question de tirer de ce fait aucune conclusion applicable au cas, beaucoup plus général, des

pays dont les prix intérieurs subissent l'influence des prix mondiaux.

Revenons donc à notre première hypothèse et cherchons à déterminer quel fut, en définitive, le rôle de la dévaluation pour l'Espagne. Il devient, naturellement, beaucoup moindre puisqu'il n'est plus de corriger les effets de la crise, mais seulement de protéger, contre la dépression, une économie foncièrement stable et, comme nous le verrons, très immunisée, par sa nature même, contre la contagion de la crise mondiale, en maintenant sans heurt, et probablement à l'insu d'une grande partie de la population, les prix-or espagnols au-dessous du niveau diminué des prix mondiaux.

Cette protection s'est effectuée, au moins jusqu'à la stabilisation de fait, suivant des modalités de temps et d'intensité particulièrement heureuses.

La dévaluation, que toute la première partie de cette étude a peut-être trop fait apparaître comme une suite de batailles où se heurtaient les tendances les plus opposées, s'est, en définitive, opérée d'une manière continue, lente et progressive, nous serions presque tentés d'écrire « rationnelle ». Faut-il aller plus loin encore et se demander si quelque homme d'Etat ou quelque financier, doué d'une clairvoyance exceptionnelle, n'a pas dirigé, dans l'ombre, l'ensemble de l'évolution de la monnaie et n'a pas ajusté ses cours de telle manière qu'aux prix-papier à peu près invariables, correspondissent des prix-or peu différents des prix mondiaux, mais pourtant inférieurs à ces derniers, ainsi que l'avait d'ailleurs préconisé la Commission du Dictamen ?

Cette hypothèse est, par certains côtés, fort plausible, mais nous avouons bien volontiers ne posséder aucune

donnée précise qui puisse lui servir de base ; nous nous en tiendrons donc, au sujet de l'origine des mouvements du change, à nos explications précédentes.

Mais, peut-être nos lecteurs en viennent-ils à penser que la dévaluation monétaire, sans jouer le rôle brillant qui consiste à rétablir une situation compromise, a obtenu un résultat plus appréciable encore si elle a réussi à préserver le pays de la crise.

En réalité, cette conclusion serait prématurée et ne peut-être adoptée tant que nous n'aurons pas achevé d'étudier sous tous ses aspects l'évolution et, surtout, la structure même de l'économie espagnole.

C'est alors seulement qu'il nous sera possible de dresser le bilan de la dévaluation monétaire.



## Chapitre VIII

### L'ACTIVITE ECONOMIQUE INTERIEURE

Il est nécessaire de préciser, en commençant ce chapitre, que nous étudierons ici les variations de l'activité économique intérieure de l'Espagne, sans beaucoup nous attacher, pour le moment, à décrire et à caractériser en valeur absolue la grandeur de cette activité.

Elle n'est malheureusement pas, dans son ensemble, soumise à la statistique. L'activité intérieure du pays ne peut donc être mesurée par le total des sommes, ou des quantités sur lesquelles elle a porté. Seuls, un certain nombre de points particuliers ont fait l'objet de comptages et de relevés : ce sont eux que nous prendrons comme témoins du phénomène, pourtant beaucoup plus général, que nous cherchons à caractériser.

Ces comptages ont heureusement, dans le cas de l'Espagne, porté sur une série d'articles particulièrement intéressants. Nous les avons groupés en un tableau V, qui donne, pour les années 1926 à 1934 inclus, la production des 20 articles suivants : houille, coke, fonte, acier, ciment, argent, cuivre, plomb, zinc, soufre, sulfate d'ammoniaque, superphosphates, sels de potasse, électricité, textiles, sucre, minerais de fer, cuivre, plomb et zinc.

A première vue, l'étude de ce tableau ne permet pas de

tirer de conclusions d'ensemble, car les variations des différentes productions jouent dans des directions très divergentes, ce qui tient sans doute au fait que leurs marchés obéissent à des influences d'origine très diverse.

La houille, le ciment, les superphosphates, les textiles, suivent une courbe d'abord montante, puis descendante, mais dont le point d'arrivée se trouve, en définitive, à peu près situé sur la même horizontale que le point de départ.

Par contre, le coke, la fonte, l'acier, le cuivre, le plomb, le zinc, le soufre, le sulfate d'ammoniaque, les minerais de fer, cuivre, plomb et zinc, probablement affectés plus directement par la baisse des prix mondiaux, particulièrement forte sur tous ces articles, ont, en définitive, fléchi d'une manière très sensible.

Enfin, la production des sels de potasse, de l'électricité, du sucre, dont les sources de production se trouvaient en plein accroissement pendant la période étudiée, et celle de l'argent, favorisée par la dévaluation monétaire, ont considérablement augmenté.

Mais, pour avoir de la situation une vue générale, il est difficile d'utiliser ce tableau, en quelque sorte analytique. Nous aurons donc recours, d'abord, à l'indice de l'activité industrielle, qui a été calculé par le Service des Etudes de la Banque d'Espagne, et publié, en 1934, dans le très intéressant ouvrage intitulé « Rythme de la Crise Economique Espagnole, en relation avec la crise mondiale » (1).

Nous avons reporté cet index sur le tableau N° VI, en y

---

(1) « Ritmo de la Crisis Economica Espanola en relacion con la Mundial, »

## ESPAGNE : Produits industriels diversés.

DEPUIS 1928

105

| Années | Houille<br>(1) | Coke<br>(1) | Fonte<br>(1) | Acier<br>(1) | Ciment<br>(1) | Argent<br>(4) | Cuivre<br>(1) | Plomb<br>(1) | Zinc<br>(1) | Soufre<br>(6) | Sulfate<br>d'ammo-<br>niaque<br>(1) | Superphos-<br>phates<br>(1) | Sels<br>de<br>Potasse<br>(5) | Électricité<br>(3) | Textiles<br>(7) | Sucre<br>(1) | Minerais de |               |              |             |      |      |      |   |
|--------|----------------|-------------|--------------|--------------|---------------|---------------|---------------|--------------|-------------|---------------|-------------------------------------|-----------------------------|------------------------------|--------------------|-----------------|--------------|-------------|---------------|--------------|-------------|------|------|------|---|
|        |                |             |              |              |               |               |               |              |             |               |                                     |                             |                              |                    |                 |              | Fer<br>(1)  | (3)<br>COVRES | (3)<br>Plomb | (3)<br>Zinc |      |      |      |   |
| 1926   | 6536           | 832         | 439          | 608          | 1183          | 93            | 3 23          | 9            | 149         | 5 16          | 1 658                               | 14                          | 329                          | 8                  | 1703            | 2515         | 3191        | 49            | 5            | 135         | 9 53 | 0    |      |   |
| 1927   | 6563           | 875         | 593          | 671          | 1453          | 95            | 1 23          | 7            | 144         | 0 16          | 5 1605                              | 17                          | 864                          | 17                 | 1849            | 2274         | 4972        | 50            | 7            | 122         | 0 47 | 1    |      |   |
| 1928   | 6371           | 885         | 563          | 777          | 1542          | 73            | 5 27          | 3            | 131         | 0 13          | 5 1440                              | 222                         | 895                          | 24                 | 2370            | 2979         | 2053        | 5782          | 54           | 2           | 113  | 3 43 | 0    |   |
| 1929   | 7108           | 984         | 753          | 1003         | 1820          | 82            | 7 26          | 5            | 142         | 8 11          | 8 1425                              | 26                          | 973                          | 24                 | 2433            | 2533         | 2270        | 6539          | 63           | 7           | 116  | 5 63 | 0    |   |
| 1930   | 7120           | 909         | 622          | 925          | 1839          | 87            | 7 23          | 0            | 123         | 3 10          | 7 1365                              | 18                          | 1000                         | 29                 | 2609            | 2833         | 2369        | 5525          | 58           | 4           | 109  | 5 50 | 0    |   |
| 1931   | 7091           | 731         | 479          | 645          | 1690          | 96            | 4 25          | 7            | 109         | 6 10          | 1 1170                              | 19                          | 888                          | 28                 | 2661            | 2926         | 3058        | 3190          | 54           | 0           | 100  | 7 39 | 2    |   |
| 1932   | 6854           | 612         | 301          | 532          | 1425          | 103           | 0 15          | 6            | 105         | 4             | 9 5                                 | 960                         | 12                           | 994                | 55              | 2304         | 3317        | 2784          | 1760         | 35          | 0    | 100  | 0 35 | 2 |
| 1933   | 5999           | 675         | 345          | 507          | 1407          | 91            | 1 17          | 3            | 88          | 4             | 8 5                                 | 1000                        | 12                           | 967                | 93              | 2897         | 2935        | 2505          | 1833         | 44          | 0    | 75   | 1 35 | 4 |
| 1934   | 5337           |             | 344          | 509          |               |               |               |              | 72          | 9             | 8 2                                 |                             | 110                          |                    | 2367            | 2625         | 1970        |               |              |             |      |      |      |   |

(1) en milliers de tonnes.

(2) en millions de kilowatts/heures

(3) en milliers de tonnes de métal contenu dans les minerais extraits.

(4) en tonnes.

(5) en milliers de tonnes de potasse pure.

(6) contenu en soufre des pyrites extraites en milliers de tonnes.

(7) laine filée et conditionnée à Tarrasa et Sabadell et fils de coton passés par la chambre des Courtiers de Barcelone (moyenne mensuelle).

(8) en milliers de quintaux.

Tableau VI.

## INDICE GENERAL DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

| Années     | Espagne | Royaume-Uni | Etats-Unis | France | Moyenne générale de 11 pays.<br>(Allemagne, Autriche, Belgique, Canada, Etats-Unis, France, Hongrie, Japon, Pologne, Royaume-Uni, Suède.) |
|------------|---------|-------------|------------|--------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1928 ..... | 100     | 100         | 100        | 100    | 100                                                                                                                                       |
| 1929 ..... | 108     | 105         | 106        | 110    | 98                                                                                                                                        |
| 1930 ..... | 109     | 96          | 86         | 110    | 86,1                                                                                                                                      |
| 1931 ..... | 108     | 88          | 72         | 98     | 76,2                                                                                                                                      |
| 1932 ..... | 101     | 87          | 57         | 76     | 68,5                                                                                                                                      |
| 1933 ..... | 94      | 92          | 67         | 84     | 73,3                                                                                                                                      |
| 1934 ..... | 100     | 103         | 71         | 78     | 78,9                                                                                                                                      |

faisant figurer également les indices de la production industrielle en Angleterre, en France et aux Etats-Unis, tels que les publient les statistiques de la S. D. N., ainsi que l'indice moyen relatif à 11 pays, calculé par le Service des Etudes de la Banque d'Espagne. Dans ce tableau, les productions de 1928 ont été prises uniformément comme base, de valeur égale à 100.

On constate qu'en Espagne, la production industrielle a, dans l'ensemble, extrêmement peu varié, puisqu'après une poussée qui n'atteint, en 1930, que le bien modeste maximum de 109, elle retombe, en 1932, tout près du chiffre de départ, descend jusqu'à 94 en 1933, mais remonte à 100 en 1934. Cette production se montre donc très constante en valeur absolue, et le paraît beaucoup plus encore, si l'on considère celles des pays voisins, qui varient de 105 à 87 (Royaume-Uni), de 110 à 76 (France), et même de 106 à 57 (Etats-Unis). Remarquons enfin que les chiffres espagnols sont à peu près constamment plus élevés que ceux des trois autres pays étudiés, et nettement plus forts que ceux de la moyenne des onze pays qui figurent dans la cinquième colonne.

Notons ici que cette fermeté particulièrement accentuée de l'indice de la production industrielle, confirme parfaitement l'hypothèse que nous avons adoptée en étudiant le mouvement des prix espagnols, celle de l'autonomie des prix-papier. Il est certain qu'à cette production, vraiment peu touchée par la crise, s'associe bien plutôt notre concept de prix-papier intacts, que l'hypothèse de prix-or affectés par la baisse générale, mais dont l'effondrement aurait été compensé par le changement de valeur de l'étalon monétaire.

Pourtant, nous serions volontiers tentés de conclure à

une certaine influence de la dévaluation sur l'activité industrielle, en constatant qu'à partir de la stabilisation de fait, cette activité retombe au niveau de 1928 et descendra même en-dessous en 1933.

Mais cette coïncidence entre l'arrêt de la dévaluation et la diminution de l'activité intérieure, ne doit pas créer, dans notre esprit, un rapport trop étroit entre ces deux phénomènes, car la stabilisation de fait s'est, nous l'avons vu, accompagnée, en Espagne, de mesures restrictives concernant l'exportation des capitaux, mesures qui n'ont pas été sans gêner considérablement les importations, et qui se sont certainement répercutées également sur l'activité intérieure. Il ne nous est malheureusement pas possible de discerner à laquelle de ces deux causes (stabilisation de fait ou mesures destinées à gêner l'exportation des capitaux), doit être principalement attribuée la crise espagnole de 1931 et des années suivantes. Il est certain que ces deux phénomènes ont eu chacun leur influence, et nous nous reconnaissons incapables de discerner l'importance relative de l'un et de l'autre. Nous ajouterons d'ailleurs, un peu naïvement peut-être, que la réponse à cette question ne nous importe guère, l'une comme l'autre de ces deux explications confirmant une idée qui nous est chère : le caractère éphémère des effets de la dévaluation monétaire, pour la première, et le danger des mesures anti-libérales, pour la seconde.

Mais l'activité industrielle ne suffit pas à caractériser l'économie d'un pays. Il est indispensable d'étudier également les mouvements de son agriculture et l'activité de ses transports.

A la vérité, l'agriculture est infiniment moins sensible à des influences économiques, même extrêmement puis-

santes, qu'à l'action des agents atmosphériques. Il faut qu'une situation économique soit bien troublée pour influencer les résultats de l'activité du paysan, tandis que des conditions de température et d'humidité, plus ou moins favorables, feront varier du simple au double le volume de sa récolte.

On trouvera, sur le tableau N° VII, le relevé des chiffres exprimant, année par année, la production des douze principaux produits agricoles espagnols. Mais il ne semble pas qu'on puisse en tirer beaucoup plus d'indications que d'un recueil de bulletins météorologiques et nous n'avons pas trouvé de corrélation nette entre les mouvements du change, ou même ceux des prix, d'une part, et l'abondance des récoltes, d'autre part.

Pour ne citer qu'un exemple, il nous paraît bien difficile d'expliquer comment l'heureuse récolte de 1929-1930 aurait provoqué la baisse du change espagnol, si celle de 1932-1933, qui ne fut pas moins belle, en a favorisé la stabilisation.

En réalité, le plus ou moins grand succès des récoltes espagnoles ne pèse pas autant qu'on pourrait s'y attendre, ni sur la balance commerciale, ni sur le change. Nous verrons plus loin que l'Espagne vit beaucoup sur elle-même et que les produits de son agriculture sont, en grande majorité, consommés à l'intérieur du pays. Bien plus, les prix des produits, pour l'approvisionnement desquels elle joue, sur le marché mondial, un rôle parfois dominant, comme l'huile d'olive ou les oranges, ne sont pas influencés autant qu'ils devraient l'être normalement, par la plus ou moins grande abondance de la récolte espagnole. Les centres commerciaux où ces prix s'élaborent, ne sont, en effet, pas en Espagne, mais en Italie pour l'huile

Tableau VII.

## ESPAGNE. — Productions agricoles diverses.

| Années     | Blé<br>(1) | Seigle<br>(1) | Orge<br>(1) | Avoine<br>(1) | Maïs<br>(1) | Riz<br>(1) | Huile<br>(1) | Pommes<br>de<br>terre<br>(1) | Sucre<br>(1) | Laine<br>(1) | Vin<br>(2) | Tabac<br>(1) |
|------------|------------|---------------|-------------|---------------|-------------|------------|--------------|------------------------------|--------------|--------------|------------|--------------|
| 1927/1928. |            |               |             |               |             |            | 6 700        |                              | 2 300        |              | 22 000     | 378          |
| 1928/1929. |            |               |             |               |             |            | 1 900        |                              | 2 300        |              | 22 100     | 378          |
| 1929/1930. | 42 000     | 5 800         | 21 000      | 7 000         | 6 300       | 3 000      | 6 600        | 46 000                       | 2 400        | 47           | 25 000     | 365          |
| 1930/1931  | 40 000     | 5 500         | 23 000      | 7 000         | 7 300       | 3 100      | 1 200        | 42 000                       | 3 100        | 79           | 18 000     | 352          |
| 1931/1932. | 37 000     | 5 400         | 20 000      | 6 000         | 6 700       | 2 700      | 3 500        | 47 000                       | 3 800        | 59           | 19 000     | 365          |
| 1932/1933. | 50 000     | 6 600         | 28 900      | 8 300         | 6 900       | 3 200      | 3 500        | 50 000                       | 2 500        | 75           | 21 000     | 365          |
| 1933/1934. | 38 000     | 5 300         | 22 000      | 6 000         | 6 600       | 2 900      | 2 800        | 41 000                       | 2 600        | 65           | 19 000     |              |

(1) en milliers de quintaux.

(2) en milliers d'hectolitres.

d'olive, en France pour les vins, en Grèce pour les raisins secs, etc... Aussi, les prix ne varient-ils pas toujours en sens inverse du volume de la récolte. Une année d'abondance est parfaitement compatible avec des prix élevés, et l'agriculture espagnole est, dans cette conjoncture heureuse, à la tête de ressources qui viennent alimenter une industrie presque exclusivement orientée vers le marché intérieur, et provoquer une hausse générale des prix.

Il serait donc vain de rechercher un rapport bien net entre la production agricole, les prix et le change. Par contre, il est un autre aspect de l'activité du pays qui peut nous fournir des indications immédiatement utilisables, c'est l'intensité des transports.

Pour en suivre commodément les variations, nous avons groupé, sur un même tableau (VIII), l'activité ferroviaire et les mouvements du tonnage à l'entrée et à la sortie des ports. Nous avons transcrit les mêmes renseignements concernant nos trois habituels pays de référence, et calculé les variations, par rapport aux chiffres de 1928.

Nous constatons que l'activité des transports espagnols a varié sensiblement, comme l'activité industrielle, tant en valeur absolue, que par comparaison avec les pays étrangers. Pour le trafic ferroviaire, par exemple, l'indice espagnol montre à 109 en 1930, pour ne redescendre qu'à 91 en 1934, tandis que si l'Angleterre revient au même niveau en 1934, elle est, dans l'intervalle, allée jusqu'à 84 en 1932 et 1933. Les Etats-Unis et la France sont respectivement à 62 et à 67 seulement en 1934, après avoir, d'ailleurs, en 1932, plongé jusqu'à 54, dans le cas des Etats-Unis.

Les conclusions que nous avons tirées de l'étude de l'activité industrielle, se trouvent donc entièrement confirmées par l'examen du trafic ferroviaire. Elles sont à nou-

## ACTIVITE DES TRANSPORTS

| ANNÉES | TRAFIC FERROVIAIRE |            |            |        |                  |            |            |        | TONNAGE NET DES    |            |            |        |
|--------|--------------------|------------|------------|--------|------------------|------------|------------|--------|--------------------|------------|------------|--------|
|        | En valeur absolue. |            |            |        | en % (base 1928) |            |            |        | En valeur absolue. |            |            |        |
|        | Espagne            | Angleterre | Etats-Unis | France | Espagne          | Angleterre | Etats-Unis | France | Espagne            | Angleterre | Etats-Unis | France |
|        | (5)                | (1)        | (2)        | (3)    |                  |            |            |        |                    |            |            |        |
| 1926   | —                  | 1 76       | 59.46      | 64 1   |                  | 80         | 102        | 101    | 1 141              | 5 348      | 4 354      | 3.673  |
| 1927   | —                  | 2 37       | 57.75      | 60.5   |                  | 106        | 99         | 95     | 1.380              | 5.049      | 4 441      | 4.083  |
| 1928   | 41.24              | 2 23       | 58.06      | 63.3   | 100              | 100        | 100        | 100    | 1 366              | 5 028      | 4.778      | 4.366  |
| 1929   | 44.1               | 2 37       | 59.90      | 65.1   | 107              | 106        | 102        | 103    | 1 529              | 5 225      | 4 956      | 4 833  |
| 1930   | 45.2               | 2.24       | 51.36      | 65.4   | 109              | 100        | 88         | 103    | 1 478              | 5 310      | 4.976      | 5.057  |
| 1931   | 41.4               | 2.05       | 41.38      | 53.9   | 100              | 92         | 71         | 85     | 1.425              | 5.023      | 4.437      | 4.803  |
| 1932   | 39.8               | 1.87       | 31.50      | 47.3   | 97               | 84         | 54         | 74     | 1.364              | 4 672      | 3.964      | 4 397  |
| 1933   | 37.2               | 1.89       | 33.47      | 45.2   | 90               | 84         | 58         | 71     | 1.258              | 5 036      | 3 715      | 4.501  |
| 1934   | 37.7               | 2 03       | 36.42      | 42.5   | 91               | 91         | 62         | 67     | 1.272              | 5.222      | 3.809      | 4 384  |

(1) Moyennes par période de 4 semaines en millions de tonnes/km.

(2) Moyennes mensuelles en millions de tonnes/kilomètres.

(3) Moyenne journalière des wagons chargés en milliers.

(4) Avec cargaison seulement, en milliers de tonnes, moyennes mensuelles.

(5) Petite vitesse, en milliers de pesetas : Moyenne mensuelle.

Tableau VIII.

| NAVIRES ENTRES (4) |            |            |        | TONNAGE NET DES NAVIRES SORTIS (4) |            |            |        |                  |            |            |        |
|--------------------|------------|------------|--------|------------------------------------|------------|------------|--------|------------------|------------|------------|--------|
| en % (base 1928)   |            |            |        | En valeur absolue.                 |            |            |        | en % (base 1928) |            |            |        |
| Espagne            | Angleterre | Etats-Unis | France | Espagne                            | Angleterre | Etats-Unis | France | Espagne          | Angleterre | Etats-Unis | France |
| 83                 | 106        | 91         | 85     | 1.563                              | 3.913      | 5.290      | 3.148  | 78               | 73         | 100        | 81     |
| 101                | 100        | 93         | 94     | 1.871                              | 5.292      | 5.006      | 3.493  | 94               | 98         | 95         | 90     |
| 100                | 100        | 100        | 100    | 2.011                              | 5.370      | 5.292      | 3.868  | 100              | 100        | 100        | 100    |
| 112                | 104        | 103        | 111    | 2.277                              | 5.723      | 5.421      | 4.099  | 114              | 106        | 102        | 106    |
| 108                | 105        | 104        | 116    | 2.332                              | 5.488      | 5.276      | 4.229  | 116              | 102        | 100        | 109    |
| 104                | 100        | 93         | 110    | 1.969                              | 4.862      | 4.871      | 4.022  | 99               | 90         | 92         | 104    |
| 100                | 93         | 83         | 101    | 1.939                              | 4.449      | 4.226      | 3.699  | 97               | 83         | 79         | 95     |
| 92                 | 100        | 77         | 103    | 1.934                              | 4.638      | 4.076      | 3.752  | 97               | 86         | 77         | 97     |
| 93                 | 104        | 79         | 101    | 1.951                              | 4.674      | 4.242      | 3.608  | 97               | 87         | 79         | 93     |

veau renforcées par les variations du tonnage sorti des ports espagnols, qui se maintient, en 1934, à trois points seulement au-dessous du chiffre de 1928, alors que les index anglais, américains et français, sont respectivement à 13, 21 et 7 points au-dessous de leur base de départ.

Elles découlent moins nettement de la statistique du tonnage net des navires entrés — mais il était normal que ce dernier fut plus sensible aux conséquences des mesures protectionnistes destinées précisément à ralentir les importations.

Enfin, nous terminerons ce chapitre en disant un mot de la question des salaires.

Ils ont fort peu varié pendant la période que nous étudions, ce qui ne saurait nous surprendre, après ce que nous avons constaté à propos de la constance des prix de détail. A la faveur des changements de régime, l'ouvrier a bien obtenu de notables améliorations, par exemple au sujet de la durée des préavis de congédiement et des accidents du travail : l'Espagne est un des pays qui ont ratifié le plus grand nombre des traités conclus à Genève, sous les auspices de la Conférence Internationale du travail. Mais les salaires n'ont pas, à beaucoup près, suivi la hausse des monnaies étrangères. Sur ce point, les conséquences de la dévaluation espagnole ont été très favorables, puisque les salaires, exprimés en monnaie-or, ont pu diminuer de plus de moitié, sans que l'ouvrier constatât, en fin de compte, une réduction de son pouvoir d'achat. Cet aspect de la question ne pouvait être passé sous silence. Mais il faut mentionner, par contre, le fait que cette stabilité des salaires n'est pas absolue, qu'un certain nombre de professions ont obtenu déjà des augmentations importantes, et que la tendance générale est actuellement orientée vers la hausse.

Il nous reste à parler maintenant de celui des aspects de l'économie espagnole que la dévaluation aurait dû normalement influencer le plus : le commerce extérieur.



## Chapitre IX

### LE COMMERCE EXTERIEUR

Il peut paraître superflu de rappeler, en commençant ce chapitre, que l'évaluation rigoureuse du commerce extérieur d'un pays est chose à peu près impossible. Le moyen d'expression le plus parfait de ce phénomène économique, la statistique douanière, est entachée de nombreuses erreurs qu'énumèrent tous les économistes : différence entre les prix F O B des marchandises exportées (qui ne comportent ni frais de transport au-delà des frontières, ni bénéfice d'importateur), et les prix C I F des marchandises importées, en général grevés de ces même frais — déclarations erronées quant aux prix unitaires — fraude et contrebande — différences existant d'un pays à l'autre, et, dans un même pays, d'une année sur l'autre, entre les méthodes de détermination des valeurs, etc...

Dans le cas de l'Espagne, il existe, en outre, un certain nombre de causes particulières, dont nous empruntons, en grande partie, l'exposé à l'ouvrage de M. J. M. Tallada (Economie Monétaire Espagnole).

Les droits de douane espagnole ont été pendant longtemps des droits spécifiques, et il semblerait, à première vue, que les commerçants n'aient eu, dans ces conditions,

aucun intérêt à déclarer inexactement la valeur de leurs marchandises. La réalité est très différente.

Les producteurs espagnols ont toujours cherché, en effet, à faire augmenter les droits qui les protègent et exercé dans ce sens une pression constante et énergique sur les gouvernements, quels qu'ils fussent. Mais d'autres éléments de l'économie espagnole, les consommateurs, en particulier, ont intérêt, au contraire, à obtenir l'abaissement des barrières douanières. De ces tendances opposées, sont nées des dispositions légales interdisant d'élever les droits spécifiques au-delà d'un chiffre correspondant à une certaine fraction de la valeur des produits. Les importateurs professionnels ont donc eu intérêt à réduire le montant de leurs déclarations, afin de faire baisser le plus possible le tarif maximum autorisé par la loi, tandis que les producteurs majoraient, au contraire, leurs déclarations d'exportation, pour se protéger contre une concurrence possible, sur le marché national, de produits similaires provenant de l'étranger.

Toutes ces influences ont faussé, naturellement, dans une très large mesure, les chiffres des statistiques douanières. Deux exemples permettront de se rendre compte de l'importance des erreurs qu'elles contiennent.

En 1923, la balance commerciale était, aux termes des statistiques, en déficit de 1.400 millions, et, dans ce total, les importations de tabac de la Compania Arrendataria del Monopolio de Tabacos, intervenaient pour 580 millions. Or, d'après cette même Compagnie, les importations ne se seraient élevées, au cours de la même année 1923, qu'à 475 millions.

Autre exemple, non moins caractéristique : si l'on compare les statistiques douanières, anglaise et espagnole, on

trouve qu'en 1927 la balance était favorable à l'Espagne de 78.420.000 Pesetas seulement, d'après les documents espagnols, mais de 225 millions, d'après les chiffres anglais.

Il n'est pas nécessaire de multiplier les exemples de ce genre, pour donner une bien mauvaise impression de l'exactitude des chiffres que nous allons citer. On pouvait, toutefois, espérer que les erreurs de même genre se produiraient, d'une année sur l'autre, toujours dans le même sens, et que les statistiques permettraient au moins de suivre les variations du phénomène étudié.

Il s'est malheureusement produit, en 1930, un décalage très marqué, lorsqu'on a cessé de baser les taxations sur les valeurs spécifiques, pour les établir d'après les valeurs déclarées. Il en est résulté un bouleversement complet des statistiques, dont les indications ont cessé d'être comparables entre elles.

Pour raccorder les deux séries correspondant à ces deux régimes différents, on dispose heureusement de la statistique d'octobre 1930, mois pendant lequel les deux modes de calcul ont été simultanément appliqués. Les résultats de la comparaison sont indiqués au tableau ci-dessous.

| Octobre 1930.   | Valeurs unitaires. | Valeurs déclarées | Rapport<br>(Valeurs déclarées<br>—<br>Valeurs unitaires.) |
|-----------------|--------------------|-------------------|-----------------------------------------------------------|
| Importations .. | 198                | 134               | 0,67                                                      |
| Exportations .. | 228                | 121               | 0,53                                                      |
| Total . . . . . | 426                | 255               | 0,59                                                      |

Les coefficients ainsi déterminés ont été appliqués aux résultats antérieurs à 1930, ce qui nous a permis d'obtenir, pour la période 1928-1929-1930, des chiffres à peu près comparables à ceux de la période 1931-1932-1933-1934.

Tableau IX

| QUANTITES                                                             |              |              |              |              |
|-----------------------------------------------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| IMPORTATIONS                                                          | 1928         | 1929         | 1930         | 1931         |
| Animaux vivants .....                                                 | 7.048, -     | 5.217, -     | 3.923, -     | 2.639, -     |
| Matières premières .....                                              | 4.261.347, - | 4.753.940, - | 4.105.845, - | 2.991.918, - |
| Articles manufacturés .....                                           | 1.350.609, - | 1.418.289, - | 1.350.132, - | 1.425.381, - |
| Substances alimentaires .....                                         | 1.019.526, - | 953.644, -   | 402.423, -   | 389.287, -   |
| Or en lingots et monnaie .....                                        | —            | —            | —            | —            |
| Argent en lingots et monnaie .....                                    | 3,5          | 2, -         | 1,6          | 5,6          |
| Total des importations .....                                          | 6.638.533,5  | 7.131.092    | 5.862.324,6  | 4.809.230,6  |
| EXPORTATIONS                                                          |              |              |              |              |
| Animaux vivants .....                                                 | 303, -       | 1.419, -     | 2.596, -     | 4.006, -     |
| Matières premières .....                                              | 9.008.973, - | 3.399.187, - | 7.537.268, - | 4.627.216, - |
| Articles manufacturés .....                                           | 168.083, -   | 192.051, -   | 195.673, -   | 160.920, -   |
| Substances alimentaires .....                                         | 2.254.563, - | 1.940.702, - | 2.219.585, - | 1.901.136, - |
| Or en lingots et monnaie .....                                        | 14 7         | —            | 48, -        | 0, -         |
| Argent en lingots et monnaie .....                                    | 36,7         | 37,8         | 43, -        | 57, -        |
| Total des exportations .....                                          | 11.431.975,4 | 11.533.396,8 | 9.955.213, - | 6.693.343, - |
| Total général .....                                                   | 18.070.508,9 | 18.664.488,8 | 15.817.537,6 | 11.502.574,2 |
| Solde de la Balance .....                                             |              |              |              |              |
| Valeur moyenne de la peseta papier<br>par rapport au pair de l'or.... |              |              |              |              |

N.-B. — Les valeurs déclarées pour les années 1928, 1929 et 1930 ont douanières au moyen de la comparaison faite, en octobre 1930, entre les



COMMERCE EXTERIEUR — IMPORTATIONS  
(Valeurs)

Tableau X.

| Années | ESPAGNE       |     |                                   | FRANCE            |     | ANGLETERRE |     |              | ETATS-UNIS |                  |     |                      |     |                   |     |
|--------|---------------|-----|-----------------------------------|-------------------|-----|------------|-----|--------------|------------|------------------|-----|----------------------|-----|-------------------|-----|
|        | PESETAS<br>or | 0/0 | Change<br>Espagnol<br>coefficient | Pesetas<br>papier | 0/0 | Francs     | 0/0 | Livres<br>or | 0/0        | Livres<br>papier | 0/0 | Dollars<br>or        | 0/0 | Dollars<br>papier | 0/0 |
|        |               |     |                                   |                   |     |            |     |              |            |                  |     |                      |     |                   |     |
| 1926   | 1439          | 83  | 0.77                              | 1.870             | 95  | 59.628     | 112 | 1.115 9      | 102        | 1.115 9          | 102 | 4.407 6              | 106 | 4.407 6           | 106 |
| 1927   | 1726          | 100 | 0.88                              | 1.960             | 100 | 52.992     | 100 | 1.095 4      | 100        | 1.095 4          | 100 | 4.162 8              | 100 | 4.162 8           | 100 |
| 1928   | 2013          | 116 | 0.55                              | 2.373             | 121 | 53.640     | 101 | 1.075 3      | 98         | 1.075 3          | 98  | 4.077 6              | 99  | 4.077 6           | 98  |
| 1929   | 1853          | 107 | 0.75                              | 2.484             | 126 | 58.224     | 109 | 1.111 1      | 101        | 1.111 1          | 101 | 4.338 0              | 104 | 4.338 0           | 104 |
| 1930   | 1657          | 96  | 0.585                             | 2.832             | 144 | 52.512     | 99  | 957 1        | 87         | 957 1            | 87  | 3.114 0              | 75  | 3.114 0           | 75  |
| 1931   | 1176          | 68  | 0.485                             | 2.420             | 123 | 42.204     | 79  | 742 2        | 68         | 798 1            | 73  | 2.088 0              | 50  | 2.088 0           | 50  |
| 1932   | 976           | 56  | 0.42                              | 2.345             | 120 | 29.808     | 56  | 469 4        | 43         | 652 2            | 59  | 1.324 9              | 31  | 1.324 8           | 31  |
| 1933   | 836           | 48  | 0.43                              | 1.936             | 99  | 28.426     | 54  | 426 2        | 39         | 626 8            | 57  | 1.160 <sup>m</sup> 6 | 28  | 1.432 8           | 39  |
| 1934   | 860           | 50  | 0.42                              | 2.050             | 104 | 23.064     | 44  | 424 5        | 39         | 684 6            | 62  | 984 2                | 24  | 1.640 4           | 34  |

Tous ces chiffres sont à multiplier par 10<sup>6</sup>, sauf, bien entendu, les pourcentages.

Tableau XI.

## COMMERCE EXTERIEUR — EXPORTATIONS

| Années | ESPAGNE    |     |                                    | FRANCE            |     | ANGLETERRE |     |              | ETATS-UNIS |                  |     |               |                   |         |     |
|--------|------------|-----|------------------------------------|-------------------|-----|------------|-----|--------------|------------|------------------|-----|---------------|-------------------|---------|-----|
|        | Pesetas or | 0/0 | Change)<br>Espagnol<br>coefficient | Pesetas<br>papier | 0/0 | FRANCE     |     | Livres<br>or | 0/0        | Livres<br>papier | 0 0 | Dollars<br>or | Dollars<br>papier | 0/0     |     |
|        |            |     |                                    |                   |     | Francs     | 0/0 |              |            |                  |     |               |                   |         |     |
| 1926   | 856        | 85  | 0.77                               | 1112              | 97  | 59.244     | 107 | 653 0        | 92         | 653 0            | 92  | 4 711 2       | 98                | 4.711 2 | 98  |
| 1927   | 1006       | 100 | 0.88                               | 1143              | 100 | 55.200     | 100 | 709 1        | 100        | 709 1            | 100 | 4 759 2       | 100               | 4.759 2 | 100 |
| 1928   | 1160       | 115 | 0.85                               | 1352              | 116 | 52.104     | 94  | 723 6        | 102        | 723 6            | 102 | 5.030 4       | 105               | 5.030 4 | 105 |
| 1929   | 1121       | 112 | 0.75                               | 1502              | 131 | 50.136     | 91  | 729 3        | 103        | 729 3            | 103 | 5.156 4       | 108               | 5.156 4 | 108 |
| 1930   | 1304       | 129 | 0.58                               | 2230              | 195 | 42.840     | 77  | 570 7        | 80         | 570 7            | 80  | 3.781 2       | 79                | 3.781 2 | 79  |
| 1931   | 990        | 98  | 0.49                               | 2036              | 178 | 30.432     | 55  | 361 9        | 51         | 389 2            | 55  | 2.378 4       | 49                | 2.378 4 | 49  |
| 1932   | 742        | 73  | 0.42                               | 1785              | 156 | 19.704     | 36  | 282 9        | 37         | 365 2            | 51  | 1.575 6       | 33                | 1.575 6 | 33  |
| 1933   | 673        | 66  | 0.43                               | 1558              | 136 | 18.432     | 33  | 249 8        | 35         | 367 4            | 52  | 1.317 6       | 28                | 1.317 6 | 28  |
| 1934   | 612        | 61  | 0.42                               | 1460              | 127 | 17.820     | 32  | 245 5        | 34         | 396 1            | 56  | 1.261 8       | 26                | 1.261 8 | 26  |

Tous ces chiffres sont à multiplier par 10<sup>6</sup>, sauf, bien entendu, les pourcentages.

DEPUIS 1928

123

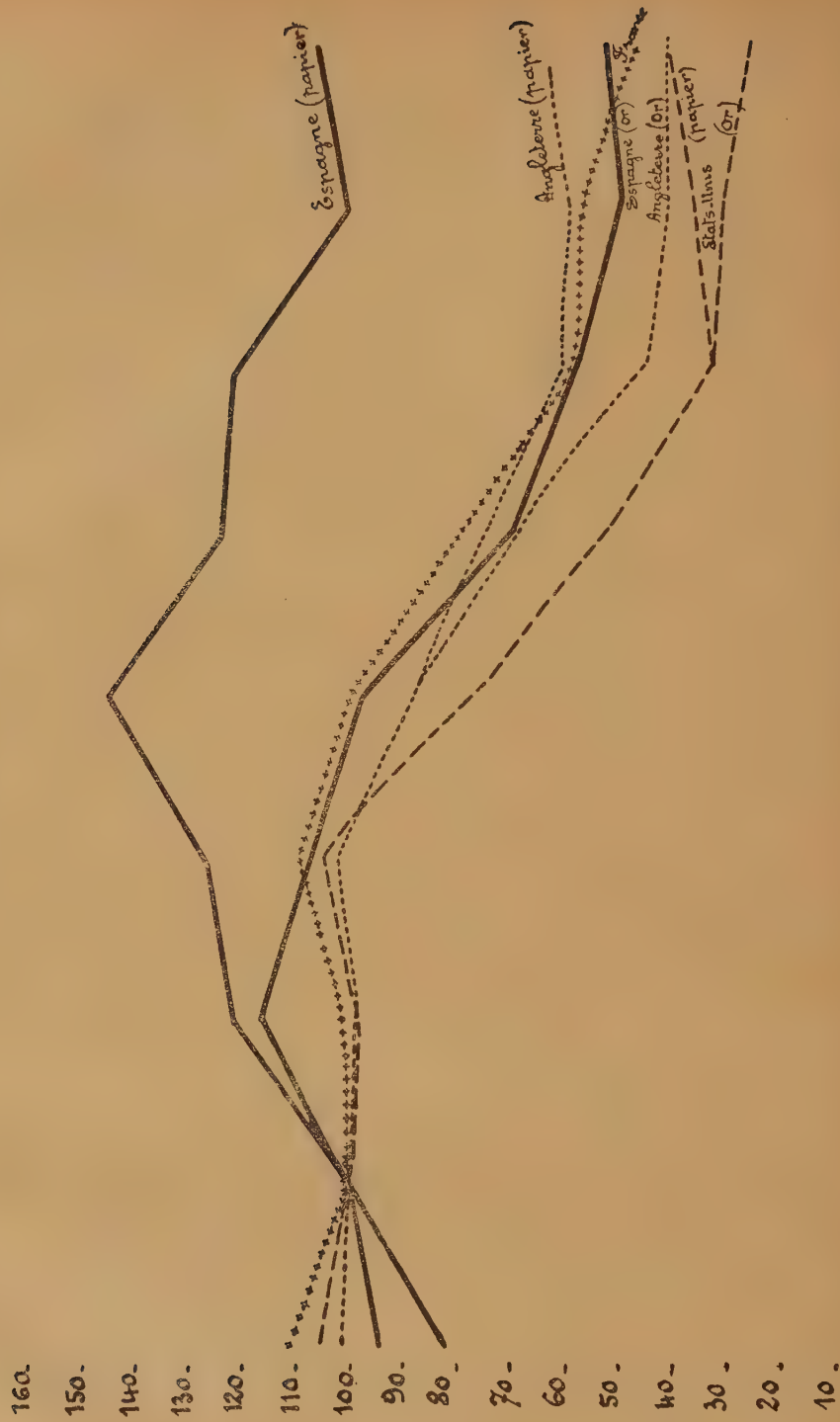
Tableau XII  
**COMMERCE EXTERIEUR : Importations et exportations.**  
 (Poids)

| ANNEES | IMPORTATIONS |     |            |     |        |     | EXPORTATIONS |     |            |     |        |     |
|--------|--------------|-----|------------|-----|--------|-----|--------------|-----|------------|-----|--------|-----|
|        | Espagne      |     | Etats-Unis |     | France |     | Espagne      |     | Etats-Unis |     | France |     |
|        | Poids        |     | Poids      |     | Poids  |     | Poids        |     | Poids      |     | Poids  |     |
|        | 0/0          | 0/0 | 0/0        | 0/0 | 0/0    | 0/0 | 0 0          | 0 0 | 0/0        | 0/0 | 0/0    | 0/0 |
| 1926   | 4.127        | 73  | 44.686     | 106 | 45.394 | 92  | 7 088        | 69  | 68.140     | 119 | 32.549 | 86  |
| 1927   | 5.602        | 100 | 42.183     | 100 | 49.370 | 100 | 10 285       | 100 | 56 935     | 100 | 37 994 | 100 |
| 1928   | 6.639        | 118 | 45.642     | 108 | 49.340 | 100 | 11.432       | 111 | 57 035     | 100 | 41 126 | 108 |
| 1929   | 7.131        | 127 | 50 985     | 120 | 59.462 | 120 | 11.533       | 112 | 57.475     | 101 | 39.906 | 105 |
| 1930   | 5.862        | 105 | 47.562     | 112 | 60.921 | 123 | 9.955        | 97  | 49.731     | 87  | 36 681 | 96  |
| 1931   | 4.809        | 86  | 35 804     | 85  | 58.097 | 117 | 6.693        | 65  | 40.049     | 70  | 30.336 | 79  |
| 1932   | 5.133        | 92  | 28 710     | 68  | 47.546 | 96  | 5.810        | 56  | 31 845     | 56  | 23.499 | 62  |
| 1933   | 4.105        | 72  | 26.567     | 63  | 48.515 | 98  | 6.159        | 60  | 32.386     | 57  | 25 055 | 66  |
| 1934   | 4.823        | 86  |            |     | 45.711 | 92  | 6.587        | 64  |            |     | 28 339 | 75  |

Les poids sont exprimés en milliers de tonnes.



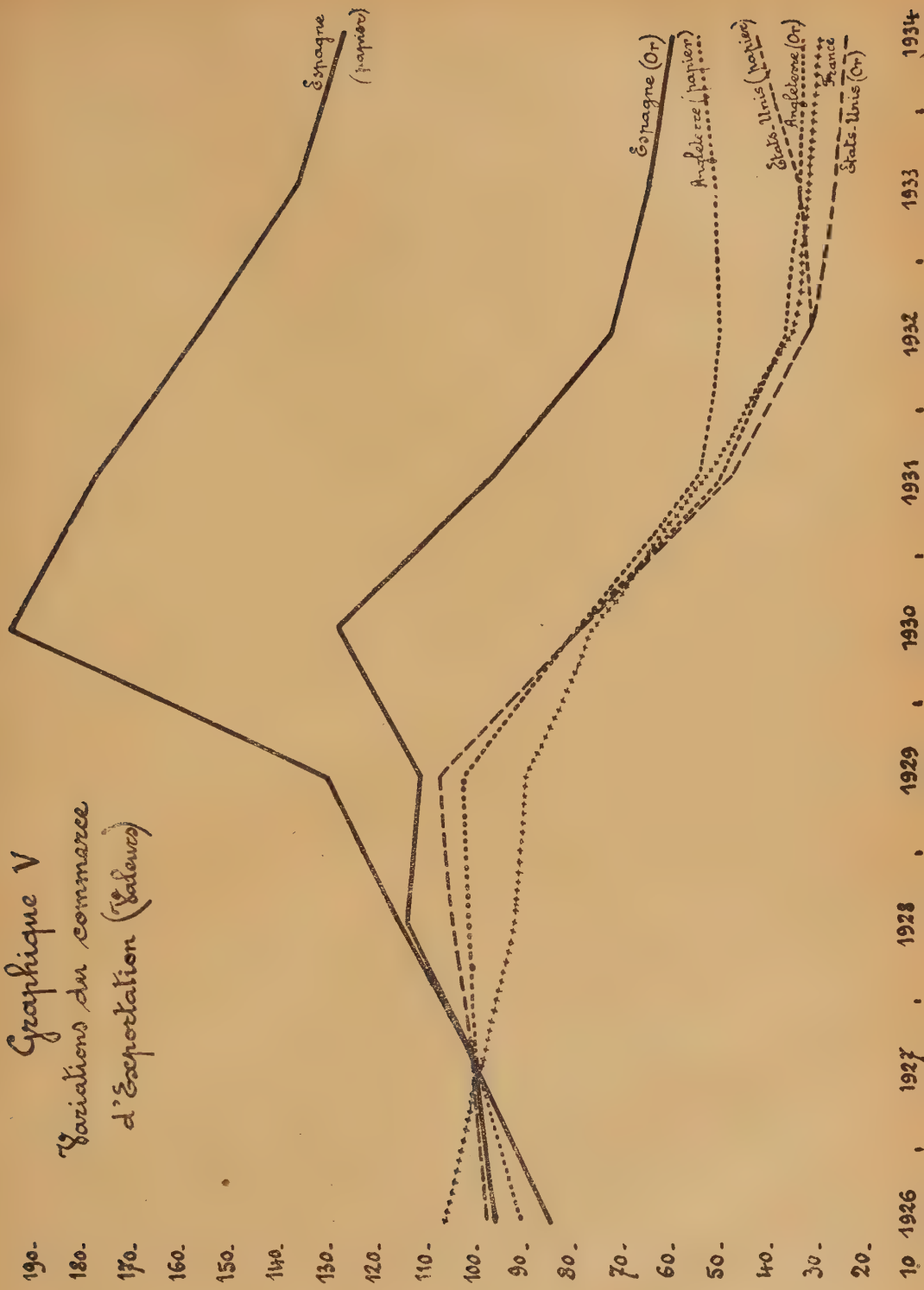
Graphique IV  
Variations du commerce  
d'Importation (Valeurs)



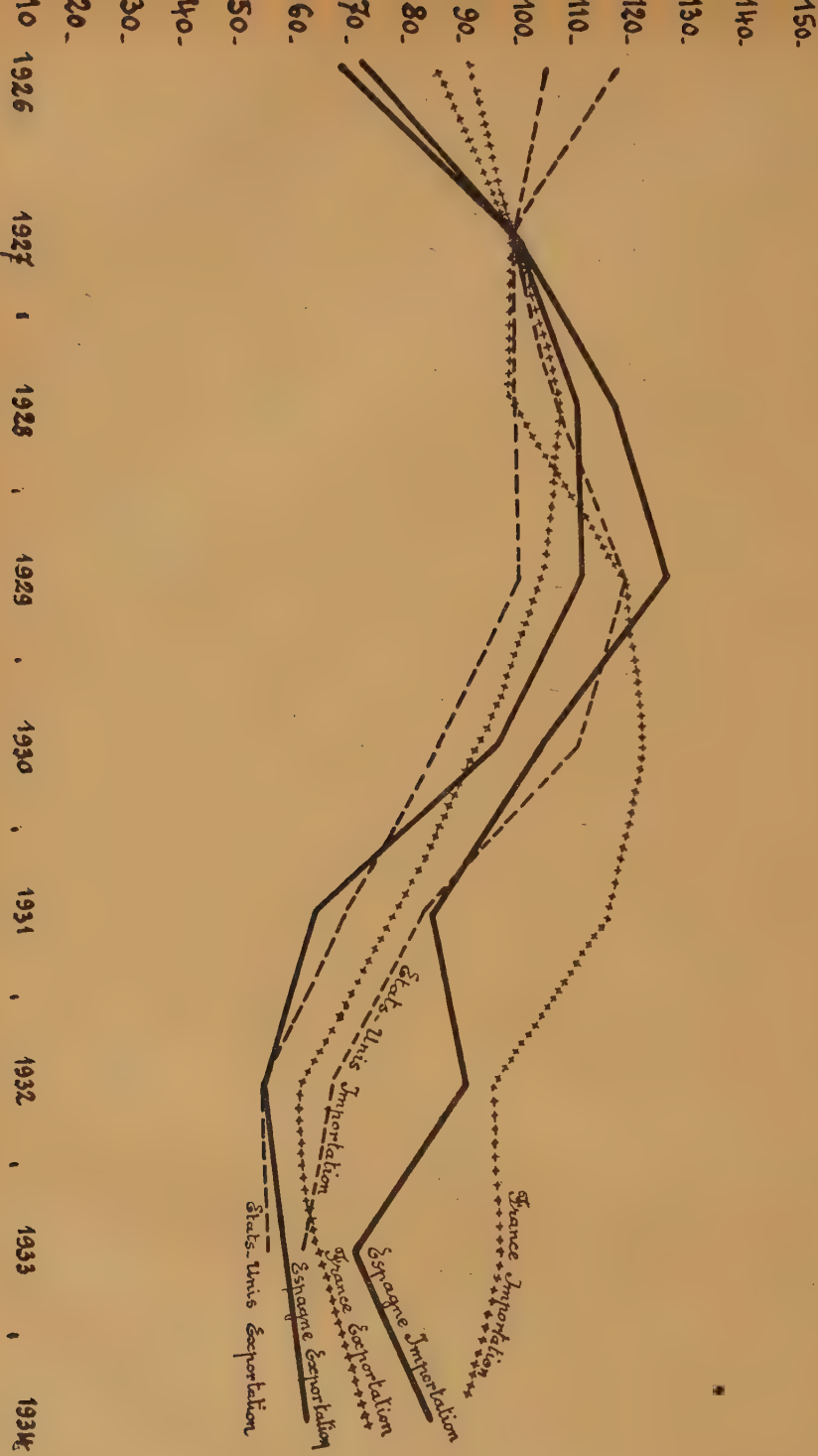
Graphique V

Variations du commerce

d'Exportation (Valours)



# Variations du commerce extérieur (Golds)



Tous ces résultats ont été consignés aux tableaux N<sup>os</sup> IX, X, XI ci-joints. Le tableau IX est général; les deux autres sont relatifs, respectivement, aux importations et aux exportations. Sur le tableau XII, on a reporté les chiffres correspondant aux poids des marchandises importées et exportées, et, sur le tableau XIII, les totaux et les soldes de la balance commerciale.

Toutes les valeurs exprimées par les statistiques douanières ont été transformées en Pesetas-papier, en tenant compte des cours moyens du change, pendant l'année considérée.

Sur tous ces tableaux, à partir du N<sup>o</sup> IX, figurent, à côté des chiffres espagnols, les résultats recensés dans les pays que nous avons déjà pris comme termes de comparaison : la France, l'Angleterre et les Etats-Unis.

Enfin, les tableaux N<sup>os</sup> X, XI et XII, ont été traduits respectivement par les graphiques IV, V et VI.

#### A) — IMPORTATIONS.

A l'examen du tableau X et du graphique IV, on constate que les variations en valeur des importations se sont produites en Espagne dans le même sens que dans les autres pays.

Si nous prenons comme terme général de comparaison, affecté de l'indice 100, les chiffres de 1927, nous constatons que jusqu'en 1930, le total exprimé en Pesetas-papier des marchandises importées, n'a cessé de croître, passant de 100 à 144 pour redescendre, en 1933, jusqu'à 99 et remonter légèrement à 104 en 1934.

Le chiffre d'affaires s'est donc, en apparence, maintenu. Mais, si nous considérons la valeur, en Pesetas-or, de ces mêmes importations, nous voyons que la courbe qui

les représente ne s'écarte guère, à partir de 1928, de celle des autres pays. L'examen du tableau XII, relatif aux poids, et du schéma VI, qui le traduit, conduit à des conclusions analogues, et l'on peut dire, en définitive, qu'à partir de 1928, les importations espagnoles ont été, à peu de chose près, aussi affectées par la crise que celles des autres nations, l'avantage restant, pourtant, jusqu'à ce jour, à l'Espagne, vis à vis de l'Angleterre et de l'Amérique (mais pas vis à vis de la France).

Il ne semble donc pas, quelque surprenante que cette constatation puisse paraître, que la dévaluation monétaire ait, en abaissant le pouvoir d'achat de la Peseta à l'extérieur, sensiblement affecté le volume et la valeur-or totale des importations. Il faut, il est vrai, songer que la diminution de ce pouvoir d'achat à l'extérieur ne correspond pas à la totalité de la baisse de la Peseta, mais seulement à la différence entre la réduction de ce pouvoir provenant de la dévaluation monétaire, d'une part, et son augmentation, provoquée par la baisse des prix-or étrangers, d'autre part. Or, cette différence, nous l'avons vu, n'a pas été très considérable.

Il faut penser aussi que le phénomène inverse du précédent, à savoir l'augmentation du pouvoir d'achat des monnaies étrangères en Espagne, favorisait les exportations, ce qui nécessitait l'achat de matières premières importées de l'extérieur.

Il ne faut, en tout cas, pas négliger de noter l'importance marquée des mesures prises, à partir de 1930, pour gêner l'exportation des capitaux sur le chiffre des importations. Le fléchissement qui se produit brutalement, dès l'année 1931, coïncide avec la naissance de cette tendance nouvelle de la politique financière espagnole. Nous nous

garderons, bien entendu, de considérer ce résultat en lui-même et de regarder comme un symptôme favorable cette diminution des importations, car un phénomène de ce genre ne peut pas être séparé des autres éléments sur lesquels il exerce ou dont il reçoit une influence.

### B) — EXPORTATIONS.

Elles ont correspondu à ce qu'on pouvait prévoir : la dévaluation monétaire de 1929, qui se produisait avant que la crise mondiale n'eut atteint une grande intensité, donne aux exportations espagnoles un certain « coup de fouet », puisque leur valeur-or a été de 29 % plus élevée en 1930 qu'en 1927.

Et la situation de l'Espagne, à ce point de vue, tout en devenant, à la vérité, beaucoup moins brillante à partir de 1930, reste pourtant, jusqu'en 1935, plus favorable que celle des pays de référence. Le moins touché, l'Angleterre, ne conserve, en 1934, que 34 % de la valeur primitive de son commerce d'exportation, tandis que la France est à 32 % et l'Amérique à 26 % — et ce malgré les manipulations monétaires de 1931 et de 1933 —. Or, en cette même année 1934, l'Espagne conserve 61 % de cette valeur-or de 1927, que nous avons prise comme base.

Quant aux comparaisons qu'il est possible de faire au sujet des poids des marchandises échangées par les différents pays étudiés, il apparaît que le commerce d'exportation a plus souffert, en Espagne, sous ce rapport, que le commerce d'importation. Mais cette constatation n'offre pas un bien grand intérêt, car il suffit d'une modification survenue dans le commerce d'une matière très pondéreuse, mais de peu de valeur, comme le minerai de fer, par exemple, pour changer complètement l'allure des courbes

de poids, et pour leur faire perdre toute correspondance avec les courbes relatives aux valeurs-or, au fond les seules intéressantes.

Nous essaierons, en terminant, d'avoir une vue plus générale du commerce extérieur de l'Espagne, en examinant le tableau XIII, qui reproduit les totaux et les soldes de la balance commerciale des quatre pays sur lesquels ont, jusqu'à présent, porté nos comparaisons.

Nous constaterons que le déficit de la balance espagnole s'est nettement réduit, de 1927 à 1933, puisqu'il est tombé de 720 à 163 millions de Pesetas-or. Mais ce progrès ne se maintient pas complètement en 1934 (249 millions de déficit). D'autre part, il faut bien noter que, si le chiffre total des échanges s'est amélioré jusqu'en 1928, il a diminué constamment depuis lors et dans des proportions inquiétantes (3.193 millions en 1928 — 1.473 en 1934). Ceci n'est pas sans enlever beaucoup d'intérêt au fait que le déficit de la balance s'est partiellement résorbé : ce déficit s'est bien réduit de 70 % entre 1928 et 1934, mais le total des échanges avait simultanément baissé de 54 %.

Il n'apparaît donc pas, en définitive, que le commerce extérieur de l'Espagne ait reçu, du fait de la dévaluation, l'élan que pouvaient attendre les apôtres de ce système. Le pays a vu, en effet, sa monnaie perdre, de 1927 à 1934, plus de la moitié de sa valeur, tandis que les autres nations que nous avons étudiées conservaient leur étalon-or — l'une, la France, jusqu'à ce jour; la seconde, les Etats-Unis, jusqu'en 1933; la troisième enfin, l'Angleterre, jusqu'en 1931 seulement. — Ne devons-nous pas, toujours d'après ces mêmes théoriciens, voir le commerce d'exportation recevoir une merveilleuse impulsion, tandis que les importations ne se développeraient que dans la

mesure où le rendraient nécessaire les besoins de l'industrie, sollicitée par les exportateurs ? Ne devons-nous pas enfin assister à la hausse des prix de gros, tandis que salaires et prix de détail resteraient à peu près stationnaires ?

L'expérience espagnole ne répond nullement à ces prévisions. Si les exportations ont connu, de 1928 à 1931, un certain essor, nous les avons vues, depuis lors, reprendre des proportions beaucoup plus modestes. Les importations ne semblent pas avoir été, de leur côté, bien sérieusement entravées. Quant aux mouvements comparés des prix de gros et de détail, nous avons vu, dans un précédent chapitre, que les derniers s'étaient, en définitive, plus fortement élevés que les premiers.

On ne peut donc pas dire que, dans le cas de l'Espagne, les effets de la dévaluation sur le commerce extérieur aient été particulièrement frappants. Ils n'ont certainement pas été suffisants, en tout cas, pour que l'amélioration apportée à la balance commerciale ait influé, d'une manière profonde, sur l'ensemble de l'économie, puisque la partie visible de cette balance ne s'est pas même améliorée suffisamment pour cesser de devenir largement négative.

Mais, avant de clore ce chapitre, nous examinerons un poste de la balance des comptes qui peut être rapproché de la balance du commerce extérieur : le tourisme.

En restant, pendant toute la durée de la dévaluation, nettement au-dessous des prix mondiaux, ses prix-or plaçaient, en effet, l'industrie hôtelière et touristique espagnole dans une position particulièrement favorable. De fait, à partir de 1930, de nombreux touristes, français en particulier, avaient compris les avantages de la situation

et se sont dirigés vers les Baléares, la côte cantabrique, la côte catalane et l'Andalousie.

Malheureusement, cette situation n'a pas produit tous les effets qu'on pouvait en attendre; la dévaluation de la Livre a privé les touristes anglais du pouvoir d'achat que leur monnaie leur donnait, auparavant, en Espagne; d'autre part, des entraves ont été apportées par certains pays (Allemagne et Italie, en particulier), au déplacement de leurs nationaux; enfin, la crise elle-même, en réduisant les disponibilités des individus, leur interdisait les voyages trop lointains. Ce dernier cas fut, en particulier, celui de l'Amérique. Dès 1.932, le mouvement touristique marquait un ralentissement, et cette tendance défavorable subsiste encore à l'heure actuelle.

Il nous faut donc, encore une fois, constater le caractère éphémère des effets de la dévaluation et la faible importance du « coup de fouet » donné à un aspect de l'économie qui aurait dû s'y montrer pourtant particulièrement sensible.

\*\*

Arrivés à ce point de notre étude, il n'est peut-être pas inutile de jeter un rapide coup d'œil sur le chemin déjà parcouru.

Considérant, à tort ou à raison, les mouvements du change comme le plus caractéristique des phénomènes économiques survenus au cours de la période à laquelle nous limitons notre étude, nous les avons tout d'abord considérés en eux-mêmes, en nous bornant à les situer dans le cadre de l'histoire politique de l'Espagne. Puis, nous avons recherché leurs rapports possibles avec les variations de la circulation fiduciaire, et nous avons cru

trouver une influence d'ordre psychologique de cette dernière sur les fluctuations de la monnaie. Nous avons ensuite retracé les mouvements des prix, constaté la constance des prix-papier et le rapport étroit existant entre les variations du change et celles des prix-or. Après avoir émis, à ce sujet, deux hypothèses opposées, nous avons retenu celle aux termes de laquelle la fixité des prix-papier, qui a certainement constitué, pour l'Espagne, une conjoncture heureuse, doit être considérée comme un phénomène autonome, à peu près indépendant, et de la crise mondiale, et de la dévaluation monétaire, facilité par cette dernière, mais nullement provoqué par elle.

Etudiant alors l'activité économique intérieure, nous en avons également constaté la constance, et nous avons tiré de ce fait une confirmation de l'hypothèse que nous avions retenue. Enfin, l'examen du commerce extérieur nous a conduits à réduire, une fois de plus, à ses justes proportions, le rôle de la dévaluation monétaire dans l'évolution de l'économie espagnole, en montrant que l'influence de cette dévaluation n'a pas été bien décisive, tant sur la balance du commerce extérieur, que sur d'autres postes de la balance des comptes, en particulier le tourisme.

En étudiant ainsi les modalités de l'évolution économique espagnole, à partir de 1927, nous avons pu nous former une idée de certaines de ses causes : C'est ainsi que nous avons été amenés à reconnaître une influence marquée des mouvements de la circulation fiduciaire sur ceux du change, et à penser, au contraire, que la dévaluation monétaire n'a, malgré son ampleur considérable, agi directement sur les prix que dans une mesure très restreinte.

Mais l'équation d'équilibre de l'économie espagnole ne comporte pas que des variables.

Ce sont elles, évidemment, qui devaient, en premier lieu, retenir notre attention, puisque notre travail, ayant pour objet l'évolution d'une économie, devait en étudier tout d'abord les aspects les plus changeants.

Cette équation d'équilibre comporte encore un certain nombre de paramètres que nous ne saurions passer sous silence. Ces paramètres, ce sont les caractères, en quelque sorte permanents, de l'économie espagnole, tels qu'ils se sont lentement formés depuis qu'il existe une Espagne, et tels qu'ils sont, en particulier, fixés depuis la guerre européenne.

On peut, croyons-nous, les réduire à trois, en disant que l'Espagne est une économie jeune, autonome et fermée.

Nous allons donc les étudier successivement, en cherchant dans quelle mesure le cours des événements s'est trouvé modifié par la tendance qu'ils lui ont imprimée, et comment leur influence peut s'exercer, dans l'avenir, sur le développement de l'économie nationale.

## Chapitre X

### L'ESPAGNE — ECONOMIE JEUNE

Le caractère le plus frappant de l'économie espagnole, c'est, à notre avis, sa jeunesse.

En raison, peut-être, de sa situation géographique, qui la plaçait en dehors des grands courants de la circulation européenne, l'Espagne n'a suivi pendant longtemps, qu'avec un très grand retard, l'évolution industrielle des autres nations blanches.

Pour préciser cette affirmation, nous allons considérer successivement les diverses branches de son économie et comparer leur développement actuel à celui qu'ont atteint, à l'étranger, les formes correspondantes de l'activité humaine. Nous commencerons par étudier les sources d'énergie dont le degré de puissance est certainement l'un des critères les plus significatifs de l'évolution économique d'un pays.

Alors que l'Angleterre, l'Allemagne et la France entreprenaient, dès la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, l'exploitation de leurs mines de houille, et en extrayaient, dès le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, des quantités considérables, l'Espagne attendait jusqu'aux dernières années du XIX<sup>e</sup> pour pousser active-

ment la mise en valeur de son bassin houiller des Asturies. En 1875, elle ne produisait encore que 610.000 tonnes, alors que la France atteignait déjà 17 millions de tonnes, l'Allemagne 37 millions (dont 10 millions de tonnes de lignite) et l'Angleterre 134 millions.

En 1913, la situation de ces quatre pays était la suivante : Angleterre, 282 millions de tonnes; Allemagne, 190 millions de tonnes; France, 42 millions de tonnes; et Espagne, 4 millions de tonnes.

De 1914 à 1928, l'Espagne, en atteignant le chiffre de 6.600.000 tonnes, marque un sensible progrès, très supérieur, proportionnellement, à celui de la France, dont la production s'est élevée, pendant le même temps, jusqu'à 51.400 tonnes, et surtout à ceux de l'Angleterre et de l'Allemagne, qui régressent à 241.000 et à 164.000 tonnes (Sarre comprise), respectivement.

Or, l'industrie charbonnière est, au premier chef, une industrie clef, dont la puissance conditionne encore actuellement, malgré l'apparition de nouvelles sources d'énergie (hydro-électricité et pétrole), celle de beaucoup d'autres productions industrielles, la métallurgie et la chimie lourde, par exemple. La faiblesse en valeur absolue de la production espagnole est donc un fait très caractéristique et qu'il est intéressant de bien mettre en lumière, en comparant, au moyen du tableau ci-dessous, le tonnage disponible par tête d'habitant, dans un certain nombre de pays d'Europe :

|                                | Production 1928<br>Houille et lignite<br>ramenées<br>à l'équivalence. | Population | Production<br>par tête<br>d'habitant |
|--------------------------------|-----------------------------------------------------------------------|------------|--------------------------------------|
| Royaume-Uni . .                | 241.300.000                                                           | 46.000.000 | 5,25                                 |
| Belgique . . . . .             | 27.600.000                                                            | 8.100.000  | 3,40                                 |
| Allemagne<br>et Sarre. . . . . | 200.800.000                                                           | 66.100.000 | 3,04                                 |
| France . . . . .               | 51.700.000                                                            | 41.800.000 | 1,23                                 |
| Espagne . . . . .              | 6.600.000                                                             | 23.600.000 | 0,27                                 |

Le coefficient espagnol est, on le voit, vingt fois plus faible que le coefficient anglais, treize fois plus faible que le belge, onze fois que l'allemand et cinq fois que le français.

Il faut, à la vérité, remarquer que ce coefficient ne caractérise pas exactement le rôle de l'industrie houillère, en tant que productrice d'énergie, car le chiffre significatif, à cet égard, n'est pas le tonnage extrait, mais bien le tonnage consommé. Les chiffres anglais, allemands et belges devraient être, par conséquent, diminués des quantités exportées, et le chiffre français majoré de toute l'importation charbonnière. Quant au chiffre espagnol, il ne doit être augmenté que de moins de 2 millions de tonnes, soit, par tête d'habitant, de 0,1 seulement; la consommation unitaire de l'Espagne reste donc extrêmement éloignée de celle des quatre autres pays.

Les différences sont encore plus sensibles, si nous passons aux industries transformant le charbon en produits dérivés : gaz, coke, goudron, etc...

Nous voyons, par exemple, que l'Espagne n'a produit, en 1928, que 680.000 tonnes de coke métallurgique, contre 37 millions en Allemagne, 12 en Angleterre, 8 en France, 6 en Belgique et 48 aux Etats-Unis.

Même observation pour le gaz : les usines à gaz espagnoles n'ont fabriqué, en 1928, que moins de 400.000 m<sup>3</sup> par jour en moyenne, émission bien inférieure à celle d'une seule des usines qui desservent la Ville de Paris.

Si nous passons maintenant aux autres sources d'énergie, et, tout d'abord, à l'électricité, nous constatons que, dans cette branche, l'économie espagnole mérite parfaitement le qualificatif de « jeune », que nous cherchons en ce moment à justifier. Elle accusait, en effet, en 1925, un retard considérable, avec une production annuelle de 1.600 millions de Kwh seulement, alors que l'Allemagne atteignait déjà 20 milliards, la Belgique 2,3 milliards, la France 10,2 milliards, l'Italie 6,5 milliards, l'Angleterre 11,3 milliards.

De 1925 à 1934, l'émulation qui s'est produite entre les entreprises espagnoles et les sociétés étrangères, a suscité la création de nombreux barrages et l'électrification de vastes régions. La production d'énergie électrique a, dans ces conditions, atteint 2.900 millions de Kwh en 1933, ce qui représente un coefficient d'augmentation de 80 %, chiffre nettement supérieur à ceux de l'Allemagne (30 %), de la Belgique (70 %), de la France (46 %), de l'Italie (70 %) et de l'Angleterre (67 %).

Cette production de 2.900 millions de Kwh, pour une population de 23.600.000 habitants, représente une consommation moyenne, par tête d'habitant, de 123 Kwh, chiffre qui peut être parfaitement comparé aux coefficients de l'Allemagne (394), de l'Italie (266), ou de la France (357).

La consommation du pétrole et de ses dérivés est, en Espagne, également en pleine croissance (350.000 tonnes en 1927; 460.000 en 1928; 520.000 en 1929; 660.000 en

1930; 790.000 en 1931; 780.000 en 1932; 652.000 en 1933 et 796.000 en 1934). Mais elle reste bien loin de la consommation de pays comme l'Allemagne ou la France, qui se chiffre par plusieurs millions de tonnes.

Il est logique, après avoir étudié les sources d'énergie, de passer aux autres industries-clefs, et, tout d'abord, à la métallurgie du fer.

Malgré l'abondance et la qualité des minerais espagnols, la production de fonte et d'acier n'a pas encore atteint un développement suffisant.

La production de fonte a obtenu son maximum en 1929, avec 460.000 tonnes, soit 19,4 tonnes par 1.000 habitants, alors que les chiffres correspondants sont de 7.710.000 tonnes, ou 167,6 T/1.000 habitants pour l'Angleterre; 15.340.000 tonnes, soit 232 T/1.000 habitants, pour l'Allemagne et la Sarre; 10.360.000 tonnes, soit 247,8 T/1.000 habitants pour la France et 4.040.000 tonnes, soit 498,7 T/1.000 habitants pour la Belgique.

Pour l'acier, le maximum, également atteint en 1929, n'a représenté pour l'Espagne qu'un million de tonnes, soit 42,4 T/1.000 habitants, contre 9.800.000 tonnes ou 213 T/1.000 habitants pour l'Angleterre, 9.700.000 ou 232,4 T/1.000 habitants pour la France et 18.200.000 tonnes ou 275,3 T/1.000 habitants pour l'Allemagne et la Sarre. Cet indice est d'autant plus faible que la fonte et l'acier brut sont frappés de droits importants et que leur importation se trouve considérablement gênée de ce fait : il est entré moins de 200.000 tonnes en 1931. Aussi, les chiffres de production que nous avons donnés ci-dessus ne sont-ils pas bien loin de représenter la consommation intérieure du pays.

A cette consommation faible, correspond, bien entendu,

un développement encore limité des industries de transformation dont la fonte et l'acier sont les matières premières : fonderies de fonte, laminoirs, construction de charpentes métalliques et de chaudronneries, de machines, de wagons et de locomotives, chantiers navals, etc... Ces dernières industries ont accompli pourtant, au cours des vingt dernières années, des progrès extrêmement sensibles, puisque d'importants ateliers de locomotives et de wagons ont été construits depuis la guerre (à Saragosse, Bilbao et Barcelone en particulier), et que les chantiers navals se sont fortement développés à partir de 1916, pour répondre aux besoins créés par la guerre sous-marine. Mais, à quelques rares exceptions près, aucune des industries métallurgiques espagnoles, tant productrices que transformatrices, n'obtient, même depuis la dévaluation, de prix de revient suffisamment bas pour pouvoir alimenter d'autres marchés que l'intérieur.

Par contre, certaines d'entre elles, notamment le wagonnage et la charpente, sont devenues les fournisseurs à peu près exclusifs de ce même marché.

Une évolution tout aussi marquée se rencontre pour le matériel électrique, qui est construit, depuis la guerre, sur le sol espagnol, en quantités, à la vérité, encore insuffisantes pour assurer tous les besoins du pays.

L'industrie-clef de la construction en béton armé, celle du ciment, a atteint, en 1930, un maximum assez élevé, avec 1.840.000 tonnes, ce qui place l'Espagne dans une situation comparable à celle des pays voisins, puisque la production par 1.000 habitants atteint 77,9 tonnes, contre 118 T. 2 pour l'Allemagne (maximum en 1928), 130,1 pour l'Angleterre (maximum en 1931), 138,4 pour la

France (maximum en 1929), 400,9 T. pour la Belgique (maximum en 1929).

Si nous abordons maintenant l'industrie textile, nous trouvons tout d'abord une industrie cotonnière assez développée. L'Espagne ne produit que 2.000 tonnes environ de coton brut sur son propre sol, mais elle en importe environ 100.000 tonnes. Avec ses 2.070.000 broches, elle possède actuellement un équipement qui la met dans un rang fort honorable, derrière le Royaume-Uni (44 millions), les Etats-Unis, l'Allemagne et la France (environ 10 millions chacune), les Indes et le Japon (9,5 millions chacune), l'Italie (5,5 millions), la Chine (4,6 millions), la Tchécoslovaquie (3,625 millions), mais très près du Brésil, de la Belgique, et devant la Suisse, les Pays-Bas, la Pologne, le Canada, etc... De fait, certaines régions, comme la Catalogne, peuvent compter parmi les centres cotonniers les plus importants d'Europe. Le coton brut représente d'ailleurs le poste de beaucoup le plus important des importations espagnoles, puisque sa valeur dépassait, en 1932, le double de celle du poste classé second, les machines, tandis que les articles de coton manufacturé occupaient le huitième rang parmi ses exportations, avec un poids supérieur à 5.000 tonnes et une valeur déclarée de 30 millions de Pesetas-or, soit environ 150 millions de francs en 1932. C'est, au reste, avec le liège, une des seules catégories d'objets manufacturés dont l'Espagne réussisse à exporter des quantités appréciables.

L'industrie de la laine est moins développée. Nous pouvons nous faire une idée de sa puissance en constatant qu'en 1932, par exemple, l'Espagne a produit 36.500 tonnes de laine, qu'elle en a importé 6.500 tonnes et exporté 1.000 tonnes brutes seulement. On peut admettre que les

filatures espagnoles ont manufacturé 40.000 tonnes environ, et que ces produits ont été à peu près entièrement absorbés par le marché intérieur, car les exportations de tissus de laine ont été très faibles.

L'industrie de la soie artificielle est probablement la plus « jeune » de toutes, puisque l'Espagne, en 1926, ne produisait encore que 136 tonnes, alors que la Suisse atteignait déjà, la même année, 4.100 tonnes, le Japon 4.750, la Belgique 7.500, la France, 9.500, l'Angleterre 17.500, l'Allemagne 18.800 et les Etats-Unis 34.300. En 1934, l'Espagne a bien mis en route assez d'installations productrices pour fabriquer 2.250 tonnes, alors que la Suisse et la Belgique n'ont pas gagné de terrain, mais que le Japon atteint, la même année, le chiffre extraordinaire de 69.000 tonnes, la France 32.000 tonnes, l'Angleterre et l'Allemagne 42.000 tonnes, les Etats-Unis 95.000 tonnes. Les progrès de l'Espagne sont évidemment faibles, à côté de ces poussées surprenantes.

Les industries alimentaires sont, elles aussi, des industries « jeunes », mais elles se développent avec une vigueur particulière. Nous verrons plus loin, en étudiant son agriculture, que l'Espagne produit en abondance le blé, le vin et l'huile. Elle a, pour traiter ces produits, conservé pendant longtemps, plus longtemps qu'ailleurs peut-être, un matériel plus pittoresque qu'efficace : les presses à huile d'Andalousie, les pressoirs et les moulins de la Manche méritaient d'attirer l'attention de l'artiste plutôt que celle de l'ingénieur. Mais, dès avant la guerre, se sont montés des huileries modernes, des silos à grain largement outillés en matériel de manutention mécanique ou pneumatique, des réservoirs à vin en ciment revêtus de verre. Et comme cette modernisation n'est pas encore généralisée, l'impres-

sion d'économie en pleine évolution, sur laquelle nous insistons en ce moment, résulte tout particulièrement de certains voisinages entre des installations archaïques et des équipements neufs.

Mais, de toutes les industries agricoles d'Espagne, la plus belle est probablement l'industrie sucrière.

Elle est toute récente elle aussi, puisqu'elle ne fournissait que 25.000 tonnes en 1910. Mais elle s'est développée très fortement, surtout depuis la guerre. Elle atteignait déjà 105.000 tonnes en 1923. Sa production dépend, naturellement, dans une très large mesure, de l'abondance de la récolte de betteraves, mais la puissance de ses usines, en majorité modernes, est pourtant suffisante pour qu'elle ait pu fabriquer, en 1931-1932, 360.000 tonnes de sucre, soit 15,3 T. par 1.000 habitants, chiffre très supérieur à celui de l'Italie (9,0) et du même ordre de grandeur que ceux de la France (20,9), de l'Allemagne (24,2), de la Belgique (24,7). L'Espagne est donc, sur ce point, très près de ses voisines européennes, et il suffit de traverser ses grandes provinces sucrières (Leon, Vieille Castille, Andalousie, provinces basques et surtout Aragon), pour concevoir sa puissance de production. Ne comptait-elle pas, en 1931-1932, 48 sucreries en marche, dont une seule a fourni 20.000 tonnes, 13 ont produit de 10 à 20.000 tonnes, 16 de 5.000 à 10.000 tonnes, 15 de 2.000 à 5.000 tonnes et 3 seulement moins de 2.000 tonnes.

Abandonnant maintenant les industries de transformation, nous jetterons un coup d'œil sur l'industrie des mines métalliques et sur la métallurgie des petits métaux.

Nous constaterons que la richesse de son sous-sol a permis à l'Espagne d'occuper une position prédominante dans l'extraction du minerai de fer : 6.559.000 tonnes en 1929,

ce qui la place au sixième rang derrière les Etats-Unis (74.200.000), la France (50.731.000 T.), l'Angleterre (13.427.000 T.), la Suède (11.468.000 T.), l'U. R. S. S. (7.849.000 T.), le Luxembourg (7.571.000 T.), mais avant l'Allemagne (6.191.000 T.). Nous avons vu plus haut que la métallurgie du fer n'est malheureusement pas développée en proportion, puisque l'Espagne n'était, en 1929, qu'au douzième rang, pour la production de la fonte et au treizième pour celle de l'acier.

Pour la production du minerai de cuivre, par contre, l'Espagne occupait, en 1929, avec 63.700 tonnes (chiffre exprimant le contenu en cuivre des minerais extraits), le septième rang derrière les Etats-Unis (905.000 T.), le Chili (320.600 T.), le Congo belge (130.000 T.), le Canada (112.500 T.), le Mexique (86.600 T.), le Japon (75.500 T.). Elle a d'ailleurs perdu du terrain depuis 1900, par suite des progrès des Etats-Unis, du Congo belge, du Canada, etc., etc... La métallurgie de cuivre est beaucoup plus développée que celle du fer, puisque l'Espagne a produit, en 1929, 28.500 tonnes, ce qui la place au neuvième rang derrière les Etats-Unis (998.800 T.), le Chili (303.200), le Congo belge (137.000), le Japon (75.000), le Canada (72.700), le Mexique (57.900), l'Allemagne (53.600), le Pérou (53.000), l'U. R. S. S. (30.500 T.).

Pour le plomb, l'Espagne a conquis une place privilégiée, aussi bien pour l'extraction que pour le traitement des minerais.

En ne tenant compte que du métal contenu dans les minerais extraits, elle a produit, en 1929, 116.500 tonnes, ce qui la place au quatrième rang derrière les Etats-Unis (587.900 T.), le Mexique (248.400 T.), le Canada (148.500 tonnes). Sa métallurgie a produit, la même année, 142.800

tonnes, lui donnant ainsi le troisième rang derrière les Etats-Unis (702.700 T.) et le Mexique (229.800 T.). Elle est donc parvenue, sur ce point, à un stade avancé de perfectionnement industriel.

La métallurgie du zinc ne nous permettra pas semblable conclusion.

Si l'extraction du zinc occupe, en 1929, le huitième rang avec 53.000 tonnes (contenu en zinc des minerais extraits), derrière les Etats-Unis (657.200 T.), l'Australie (157.000 T.), l'Allemagne (142.500 T.), la Pologne 105.000 T.), le Canada (89.500 T.), l'Italie (87.000 T.), l'Inde (56.300 T.), la métallurgie du zinc ne vient plus qu'au quatorzième rang, avec 11.800 tonnes seulement, après les Etats-Unis (567.400 T.), la Belgique (197.900 T.), la Pologne (169.000 T.), l'Allemagne (102.000 T.), la France (87.300 T.), le Canada (78.100 T.), l'Angleterre (59.200 T.), l'Australie (52.700 T.), les Pays-Bas (25.700 tonnes), le Japon (22.100 T.), l'Italie (15.800 T.), le Mexique (15.800 T.) et la Rhodésie (12.300 T.).

Pour en terminer avec les métaux, nous constaterons que l'Espagne a produit, en 1929, 82.713 kgs d'argent, ce qui la plaçait au onzième rang derrière le Mexique (3 millions 381.000 kgs), les Etats-Unis (1.892.959 kgs), le Canada (719.836 kgs), le Pérou (666.775 kgs), l'Australie (313.245 kgs), les Indes (227.004 kgs), la Bolivie (193.298 kgs), l'Allemagne (171.467 kgs), le Japon (160.000 kgs), l'Amérique centrale (93.000 kgs), et qu'avec les célèbres mines d'Almaden, elle occupe une des premières places dans la production du mercure.

L'Espagne est donc, en résumé, parvenue, en matière d'extraction des minerais, à un rang généralement distingué, mais elle ne s'est pas encore aussi complètement équi-

pée, pour traiter ces minerais, que d'autres nations, même non productrices, (comme la France, en matière de zinc, par exemple), puisqu'elle occupe, en général, un rang moins élevé dans les diverses métallurgies que nous avons passées en revue, que pour l'extraction des minerais correspondants.

Nous nous garderons d'oublier que l'Espagne vient, au cours de ces toutes dernières années, de se placer au nombre des pays producteurs de potasse. On a découvert, en effet, en Catalogne, des gisements d'une très grande puissance, dont la mise en valeur, entreprise en 1925 seulement, a été activement poussée et lui a permis, dès 1933, d'occuper la quatrième place, avec 95.000 tonnes (derrière l'Allemagne avec 900.000 tonnes, la France avec 320.000 tonnes et les Etats-Unis avec 110.000 tonnes.

Les sels potassiques nous amènent à dire un mot de la grande industrie chimique, où l'Espagne accomplit des progrès importants.

Elle n'a fabriqué, il est vrai, en 1925, que 26.000 tonnes de sulfate d'ammoniaque, ce qui n'est pas suffisant pour son agriculture. Par contre, en matière de superphosphates, elle occupe un bon rang, le cinquième, avec une production de 1.000 T. en 1930, contre 4.169 aux Etats-Unis, 2.129 T. en France, 1.383 en Italie. Elle occupe également un rang fort honorable pour la fabrication de l'acide sulfurique et produit une quantité appréciable de matières colorantes.

Après ce trop rapide tour d'horizon sur la production industrielle espagnole, examinons maintenant comment ce pays s'est armé pour assurer la circulation de ses produits. Nous allons constater, tout d'abord, que son équipement en matière de transports terrestres est également

en plein développement, mais que les progrès déjà réalisés ne sont pas encore suffisants.

L'Espagne a fait, certainement, pendant le dernier demi-siècle, un gros effort pour ses chemins de fer. Mais elle avait, en cette matière, comme en beaucoup d'autres, pris un très gros retard, au moment où ses voisins entreprenaient la construction de leurs lignes. Ce retard n'est pas encore comblé et son réseau n'apparaît encore ni très dense, ni très complet.

Il est certain qu'une faute grave a été commise à l'origine, quand on a décidé l'adoption d'un écartement de voie supérieur à celui du reste de l'Europe, ce qui apporte au trafic international une gêne considérable. L'Espagne ne possédait encore, en 1932, que 16.700 kms de voie, soit 0 km 68 par 1.000 habitants et 3,39 par 100 kilomètres carrés, chiffres très inférieurs à ceux de l'Angleterre (0,75 et 14,16), de l'Allemagne (0,90 et 12,4) et de la France (1,51 et 15,2).

Cette faible densité ne présente plus d'aussi graves inconvénients depuis que les transports automobiles permettent de drainer plus économiquement le trafic des campagnes mal desservies et d'amener marchandises et voyageurs jusqu'aux grandes artères que constituent les chemins de fer. Malheureusement, il manque à ce réseau artériel quelques tronçons importants : une ligne à voie large longeant la côte Nord et la côte de Galice, actuellement desservies seulement par les lignes rayonnant de l'intérieur, ou par des chemins de fer à voie étroite (San Sebastian-Oviedo), une ligne facilitant les transports entre la côte du Levant (Valencia) et le Sud de l'Andalousie (Almeria, Grenade, Malaga), par exemple. Le plan général du réseau fut conçu suivant le système radial, et les extré-

mités des branches divergentes ne sont pas connectées convenablement.

Cet inconvénient s'atténue pourtant, depuis que la remise en état du réseau routier, entreprise par le Directoire, a doté le pays d'un magnifique ensemble de routes nationales modernes, qui, desservant presque toutes les grandes villes, pare, dans une très large mesure, aux insuffisances du réseau ferré.

Il nous faut d'ailleurs reconnaître que la faible densité des chemins de fer espagnols, qui pouvait être encore considérée, il y a dix ans, comme une très grave lacune, ne présente plus, à l'heure actuelle, les mêmes inconvénients. Les idées ont, en effet, beaucoup évolué en matière de transports terrestres, depuis le développement de la traction automobile routière. A l'heure où certains pays envisagent et décident même l'abandon de leurs lignes de chemin de fer à faible trafic, alors que les frais de premier établissement correspondants ne sont nullement amortis, il est probable que l'Espagne va regretter moins vivement de ne pas avoir exagérément resserré les mailles de son réseau ferré. Elle serait donc en excellente position pour réaliser, de la façon la plus rationnelle, la coordination du rail et de la route — si cette dernière était assez développée. Mais tel n'est malheureusement pas le cas, car le réseau vicinal est d'une densité tout à fait insuffisante. Avec un total de 93.000 kilomètres environ, dont 30.000 kilomètres seulement de chemins vicinaux, l'Espagne a sept fois moins de routes que la France, si bien que le problème des transports se présente, dans ces deux pays, d'une manière entièrement différente. S'il s'agit, à l'heure actuelle, chez nous, de faire cesser, avant tout, la concurrence, coûteuse pour l'ensemble de l'économie nationale,

que se font le rail et la route, travaillant en superposition sur les mêmes trajets, il faut bien plutôt, en Espagne, créer du trafic et faire naître à la vie économique des zones où les moyens de transport n'ont pas encore suffisamment pénétré. Mais si nous constatons, actuellement, que, dans trop de régions françaises, nous avons inutilement investi, en lignes secondaires et d'intérêt local, des capitaux qui ne seront jamais amortis en totalité, l'Espagne doit reconnaître, par contre, qu'elle devra dépenser encore bien des milliards avant de disposer d'un réseau de routes suffisant pour vivifier son économie. Le tableau ci-dessous met bien en lumière cette situation.

|                         | Nombre de Kms/Routes | Kilomètres par Km <sup>2</sup> . |
|-------------------------|----------------------|----------------------------------|
| Etats-Unis . . . . .    | 4.850.000            | 0,818                            |
| France . . . . .        | 650.000              | 1,179                            |
| Allemagne . . . . .     | 350.000              | 0,715                            |
| Grande-Bretagne . . . . | 290.000              | 1,193                            |
| Espagne . . . . .       | 93.000               | 0,181                            |

Les dépenses ne porteront d'ailleurs pas seulement sur la construction des routes, mais également sur la constitution d'un parc automobile.

L'Espagne ne produit encore que fort peu d'automobiles sur son propre sol, et l'examen de la statistique suivante, relative au nombre des véhicules importés, nous renseignera très suffisamment sur la cadence du développement de ce mode de transport.

| Années        | Importation de |         |
|---------------|----------------|---------|
|               | Voitures       | Camions |
| 1927 .....    | 14.848         | 3.587   |
| 1928 .....    | 17.885         | 6.685   |
| 1929 .....    | 15.309         | 9.067   |
| 1930 .....    | 9.387          | 8.448   |
| 1931 .....    | 1.706          | 5.402   |
| 1932 .....    | 4.913          | 3.394   |
| 1933 .....    | 9.407          | 4.404   |
| 1934 .....    | 13.641         | 8.091   |
|               | 87.096         | 49.078  |
| Moyenne ..... | 10.887         | 6.134   |

Le chiffre moyen annuel est évidemment faible et les résultats atteints laissent l'équipement de l'Espagne, en matière de transports automobiles, bien loin derrière la France, l'Allemagne, l'Angleterre et même l'Italie, sans parler, bien entendu, des États-Unis, trop exceptionnels en pareille matière.

La statistique suivante est, à ce point de vue, tout à fait caractéristique :

|                       | Nombre total<br>d'automobiles   | Nombre d'habitants<br>par automobile |
|-----------------------|---------------------------------|--------------------------------------|
|                       | au 1 <sup>er</sup> janvier 1932 |                                      |
| Etats-Unis .....      | 25.986.000                      | 4,7                                  |
| France .....          | 1.713.000                       | 24,5                                 |
| Allemagne .....       | 672.000                         | 95,0                                 |
| Grande-Bretagne ..... | 1.570.000                       | 29,0                                 |
| Espagne .....         | 175.000                         | 140,0                                |

Nous passerons plus rapidement sur la question des transports maritimes. Peut-être en raison du faible développement de son commerce extérieur, l'Espagne ne dispose pas d'une flotte puissante. Son tonnage ne la plaçait, en effet, en 1932, qu'au douzième rang, avec 1.265 navires de plus de 100 tonnes, derrière l'Angleterre (19.672), les

Etats-Unis (13.412), le Japon (4.255), la Norvège (4.167), l'Allemagne (4.164), la France (3.556), l'Italie (3.391), la Hollande (2.964), la Suède (1.716), la Grèce (1.470) et le Canada (1.463).

Après la production industrielle et les transports, il nous faut étudier maintenant le commerce espagnol, dont nous avons déjà suivi les variations dans le temps, mais sans porter notre attention sur son importance en valeur absolue.

Il n'existe pas malheureusement, à notre connaissance, de chiffres donnant le total, même approximatif, des sommes sur lesquelles porte le commerce intérieur. Nous ne pouvons donc évaluer cette forme de l'activité économique de l'Espagne qu'au moyen d'indices dont le plus significatif est probablement le trafic ferroviaire, à condition de le considérer à une date suffisamment ancienne pour que le trafic automobile ne vienne pas affecter sensiblement les chiffres des transports par fer : au cours de l'année 1931, par exemple.

Nous trouvons que les deux principales compagnies de chemins de fer espagnols, dont le réseau englobe à peu près tout le pays, le Norte et l'M. Z. A., ont transporté, à cette époque, 4.063.800.000 tonnes kilométriques et 2.845.000.000 voyageurs/kilomètres, alors que les chemins de fer français atteignaient, la même année, 42 milliards de tonnes kilométriques et 29 milliards de voyageurs/kilomètres. Ces chiffres montrent bien combien l'activité commerciale, à l'intérieur de l'Espagne, est faible, comme l'est également d'ailleurs celle de ses échanges avec l'étranger. Si nous exprimons, en effet, en Pesetas-or, et si nous rapportons à la tête d'habitant son commerce spécial total, en 1928, nous constatons que les 3.004 millions

d'importations et les 2.118 millions d'exportations correspondent à un coefficient de 219,8, qui place l'Espagne derrière l'Italie (242,09), les Etats-Unis (407,2), l'Allemagne (503,9), la France (543,7), l'Angleterre (1.046,50) et la Belgique (1.119,7).

Pour résumer cet aperçu, trop bref pour être complet, de l'économie espagnole, on peut dire que l'activité de ce pays n'a pas encore atteint le degré d'intensité que l'on constate chez d'autres nations, qui ne possédaient pourtant qu'une culture bien rudimentaire, alors que l'Espagne était déjà parvenue à la tête de la civilisation. Le titre que nous avons choisi pour ce chapitre est pourtant justifié : l'Espagne ne constitue nullement une économie « arriérée », mais bien une économie « jeune ». Elle a pu prendre, en particulier au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, un certain retard sur des nations mieux placées géographiquement, mieux dotées par la nature en ressources naturelles facilement exploitables. Mais elle ne peut, en aucune manière, être considérée comme un pays cristallisé dans une forme de civilisation périmée et renonçant, par avance, à participer à l'évolution de caractère essentiellement technique où ses voisins se sont plus rapidement engagés qu'elle. Nous avons vu que, pour beaucoup de branches de son activité, elle est, au contraire, en train de réaliser ou de perfectionner son équipement, ce qui lui permet, tout au moins, d'assurer dès maintenant ses propres besoins.

Nous verrons plus loin, en étudiant rapidement l'agriculture espagnole, que cette forme de son activité n'est pas non plus délaissée. Mais il faut surtout ne pas manquer de mettre en lumière l'élément peut-être le plus favorable de l'avenir économique de l'Espagne : ses hommes.

La population espagnole possède, en effet, des qualités

foncières extrêmement précieuses; de formation principalement paysanne (nous verrons que l'agriculture fait vivre encore la grande majorité des travailleurs), le peuple a conservé, dans son caractère, les traits résultant d'une longue hérédité terrienne : l'ardeur au travail, la sobriété, la patience, une constitution physique robuste et durcie par un climat continental souvent pénible, mais, en général, sain.

Avec la seule exception des habitants de quelques régions au climat trop facile, cette population n'est nullement tentée de se déclarer satisfaite de sa situation actuelle et s'est toujours associée de grand cœur à tous les efforts qui tendent à l'améliorer. Certes, les conflits sociaux prennent souvent, en Espagne, une acuité spéciale, car l'Espagnol, a dit M. de Madariaga, « est homme de passion ». Mais s'il n'hésite pas à entrer en lutte et à mener la bataille avec brutalité, l'ouvrier ne le fait jamais par peur du travail. Son rendement sur une machine déterminée peut se comparer à celui de n'importe quel ouvrier européen, car sa résistance musculaire est grande et son intelligence naturelle suffisante pour lui permettre d'acquérir l'habileté professionnelle.

Enfin, cette population possède un caractère que nous devons malheureusement lui envier : elle s'accroît !

Le coefficient de natalité espagnole est, en effet, l'un des plus élevés d'Europe : 28,5 par 1.000 habitants, pour la période 1926-1930, contre 26,8 à l'Italie, 18,4 à l'Allemagne, 18,2 à la France, 17,2 au Royaume-Uni, (mais derrière la Bulgarie, 33,1; la Roumanie, 35,2; la Yougoslavie, 34,2; la Pologne, 32,2; le Portugal, 31,2; la Grèce, 30,2). Sa mortalité est malheureusement assez forte aussi (17,9 pendant la même période, contre 16,0 à l'Italie, 11,8 à

l'Allemagne, 16,8, à la France, 12,3 au Royaume-Uni). L'émigration, d'ailleurs actuellement très diminuée, a retardé elle aussi, pendant longtemps, l'accroissement de la population. Mais ce dernier reste encore très rapide, puisque, de 10 millions d'habitants à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, l'Espagne est passée à 16 millions en 1860, 18.500.000 en 1900, 20.000.000 en 1910, 21.400.000 en 1920, 23.600.000 en 1930 et plus de 24 millions en 1932. C'est donc une nation pleine de vitalité, et, comme elle a conservé, dans l'ensemble, toute l'activité et tout l'esprit d'entreprise qui la jetaient la première, voici plus de quatre siècles, sur les chemins du Nouveau Monde, on peut se demander pour quelle raison il existe encore un retard à combler entre son économie et celle de ses voisins, pourquoi l'industrie espagnole n'est, à deux exceptions près, jamais exportatrice, pourquoi l'Espagne conserve économiquement, vis à vis de l'étranger, une position défensive, en s'abritant derrière des barrières douanières trop hautes, au lieu de chercher, en facilitant les échanges avec ses voisins, à développer sa puissance productrice, à édifier, elle aussi, une industrie exportatrice et à participer, dans une plus large mesure, à l'économie mondiale.

Nous allons donc rechercher dans quelles conditions se trouve placée cette jeune économie, en étudiant un autre de ses caractères, son autonomie.

## Chapitre XI

### L'ESPAGNE — ECONOMIE AUTONOME

Il faut peut-être attribuer le tardif développement de l'outillage économique espagnol au fait que le pays, foncièrement agricole et pouvant vivre sur son propre sol, a réalisé une type d'économie autonome assez bien équilibrée pour ne pas éprouver, pendant longtemps, le besoin de s'engager dans une forme plus industrialisée d'organisation.

Son agriculture fournit, en effet, une gamme de produits très complète en raison des différences marquées que l'on constate entre les caractères du sol et du climat des diverses provinces.

Sans entreprendre méthodiquement une description géographique qui nous entraînerait en dehors du cadre de notre étude, nous nous bornerons à rappeler que l'Espagne est un des pays d'Europe où des régions très voisines sont les plus dissemblables.

Soixante-quinze kilomètres seulement séparent Grenade de Motril. Mais alors que la première de ces deux villes est environnée d'une culture très centre-européenne de blé et de betteraves où seuls les oliviers mettent une note un peu méditerranéenne, Motril est encadrée par un véritable paysage des Antilles, où domi-

PRODUCTIONS AGRICOLES  
(Récolte 1932-1933)

Tableau XIV.

## PRODUITS

|                 | Seigle<br>(1) | Blé<br>(1) | Orge<br>(1) | Avoine<br>(1) | Mais<br>(1) | Riz<br>(1) | Pommes<br>de terre<br>(1) | Sucre<br>(1) | Tabac<br>(1) | Huile<br>(1) | Vin<br>(2) | Laine<br>(1) |
|-----------------|---------------|------------|-------------|---------------|-------------|------------|---------------------------|--------------|--------------|--------------|------------|--------------|
| Allemagne       | 83 600        | 50 000     | 32 100      | 66 500        | —           | —          | 470 200                   | 10 900       | 280          | —            | 1 700      | 143          |
| Autriche        | 6 100         | 3 300      | 2 800       | 3 900         | 1 300       | —          | 26 600                    | 1 700        | —            | —            | 1 100      | —            |
| Belgique        | 6 000         | 4 200      | 1 000       | 7 600         | —           | —          | 44 000                    | 2 600        | 60           | —            | —          | —            |
| Bulgarie        | 2 600         | 13 800     | 3 000       | 1 100         | 10 600      | 150        | 700                       | 300          | 175          | —            | 2 200      | —            |
| Danemark        | 2 200         | 3 000      | 10 100      | 10 600        | —           | —          | 13 000                    | 1 800        | —            | —            | —          | 5            |
| Espagne         | 6 600         | 50 000     | 28 900      | 8 300         | 6 900       | 3 200      | 50 300                    | 2 300        | 75           | 3 500        | 21 200     | 365          |
| France          | 8 600         | 90 000     | 10 900      | 48 200        | 4 100       | —          | 164 900                   | 10 000       | 300          | 70           | 49 800     | 197          |
| Hongrie         | 7 700         | 17 600     | 7 200       | 3 200         | 24 400      | —          | 16 000                    | 1 000        | 395          | —            | 3 600      | 42           |
| Italie          | 1 600         | 75 400     | 2 500       | 6 000         | 30 200      | 6 600      | 28 000                    | 3 200        | 460          | 2 100        | 45 400     | —            |
| Pologne         | 61 100        | 13 500     | 14 000      | 23 900        | 1 000       | —          | 299 800                   | 4 200        | 85           | —            | —          | 45           |
| Portugal        | 1 200         | 5 100      | 500         | 900           | 3 500       | 250        | 6 600                     | —            | —            | 300          | 6 100      | —            |
| Pays-Bas        | 3 600         | 3 500      | 500         | 2 800         | —           | —          | 36 000                    | 2 300        | —            | —            | —          | 10           |
| Royaume-Uni     | 100           | 11 900     | 8 500       | 23 200        | —           | —          | 56 700                    | 3 600        | —            | —            | —          | 531          |
| Roumanie        | 2 700         | 15 100     | 14 700      | 6 400         | 60 000      | —          | 17 300                    | 600          | 70           | —            | 7 800      | 252          |
| Suède           | 4 300         | 7 200      | 2 400       | 11 900        | —           | —          | 21 300                    | 2 400        | —            | —            | —          | 10           |
| Suisse          | 400           | 1 100      | 150         | 350           | —           | —          | 6 600                     | 70           | —            | —            | 400        | —            |
| Tchécoslovaquie | 21 200        | 14 600     | 15 000      | 16 600        | 3 100       | —          | 92 800                    | 6 300        | 170          | —            | 450        | —            |
| U.R.S.S.        | 220 200       | 202 500    | 50 000      | 112 400       | 34 300      | —          | 450 000                   | 8 300        | 1 300        | —            | —          | 635          |
| Yougoslavie     | 2 100         | 14 100     | 3 100       | 2 700         | 47 900      | 50         | 13 900                    | 800          | 170          | 40           | 4 400      | 134          |
| Canada          | 2 300         | 120 000    | 17 600      | 60 400        | 1 200       | —          | 17 900                    | 700          | 250          | —            | 300        | 93           |
| U.S.            | 10 300        | 202 200    | 65 800      | 180 900       | 738 400     | 8 200      | 97 500                    | 15 200       | 4 700        | —            | —          | 2 188        |
| Argentine       | 3 300         | 64 000     | 7 000       | 10 000        | 68 000      | —          | 7 900                     | —            | —            | —            | 2 100      | 1 628        |
| Australie       | —             | 58 000     | 1 500       | 2 800         | 1 000       | 260        | 4 000                     | 5 500        | —            | —            | 741        | 466          |

(1) En milliers de quintaux.

(2) En milliers d'hectolitres.

(a) Chiffre supérieur de 10 000 quintaux à la moyenne.

nent bananiers, cocotiers, cannes à sucre et palmiers-dattiers.

Le contraste est tout aussi frappant lorsque l'on passe entre Madrid et Valence, des monts pierreux et désolés de Cuenca, ou des plaines de la Nouvelle Castille, avec leurs moutons, leurs champs de blé et leurs vignobles, à la Huerta de Valence, occupée surtout par des rizières, des maraîchages et des orangers, ou bien lorsque l'on quitte les terres à blé de la Vieille Castille et du Leon pour franchir l'étroite chaîne des Asturies et redescendre, après quelques kilomètres sur les prés et les pommiers asturiens, ou les champs de primeurs de Galice.

Dans cette carte d'échantillons, l'Espagne trouve une série à peu près complète de produits agricoles (voir tableau XIV). Castille, Aragon et Andalousie du Nord lui fournissent annuellement 30 à 50 millions de quintaux de blé, ce qui correspond à une production de 1,35 à 2,25 quintaux par tête d'habitant, chiffre tout à fait comparable à ceux de la France (70 à 100 millions, soit 1,65 à 2,40 quintaux par tête). De fait, la récolte du blé est, en Espagne comme en France, tantôt bénéficiaire et tantôt déficitaire, suivant les années, la moyenne représentant toutefois un déficit de 1 à 2 millions de quintaux, qui correspond à une sortie annuelle de moins de 100 millions de Pesetas-papier, comme l'indique la statistique suivante :

|            | Quantités importées<br>(en quintaux) |
|------------|--------------------------------------|
| 1927 ..... | 4.272                                |
| 1928 ..... | 3.160.045                            |
| 1929 ..... | 3.433.625                            |
| 1930 ..... | 53.888                               |

|            |                        |
|------------|------------------------|
| 1931 ..... | 159.940                |
| 1932 ..... | 2.924.122              |
| 1933 ..... | environ 1.000 quintaux |

La production de l'Espagne en céréales autres que le blé suffit en général à assurer les besoins de la consommation intérieure : les quantités d'orge, d'avoine et de seigle importées ne furent que de 810 quintaux en 1927, 24.000 en 1928, 70.000 en 1929, 5.000 en 1930, 5.000 en 1931 et 1.800 quintaux en 1932. Seule, la récolte de maïs, que l'Espagne produit pourtant en quantités considérables, est assez déficitaire pour nécessiter régulièrement l'importation de tonnages importants : 3.100.000 quintaux en 1927, puis successivement, 3.400.000 quintaux, 2.900.000 quintaux, 1.300.000 quintaux, 1.700.000 quintaux et 2.900.000 quintaux en 1932.

Nous avons, au chapitre précédent, suivi les progrès de la production sucrière espagnole ; nous en trouvons ici la contre-partie sous forme d'une réduction régulière et continue des importations, qui sont tombées à 30 quintaux en 1932, pour s'annuler à peu près complètement en 1933 et 1934, après être parties de 65.000 quintaux en 1927 et avoir passé par les valeurs successives de 50.000 en 1928, 7.000 en 1929, 1.500 en 1930 et 1.300 en 1931.

Enfin, nous allons arriver avec les cultures particulièrement favorisées par le climat méditerranéen à des situations très nettement bénéficiaires en faveur de l'économie nationale, à telles enseignes que, sur ce point, cette économie ne peut pas être, à proprement parler, considérée comme autonome puisqu'elle ne sait se passer des débouchés que représente pour elle l'étranger.

Les primeurs, notamment les pommes de terre nouvelles de Galice, de Valence et de Catalogne, les artichauts et les légumes verts de Catalogne et des Baléares sont produits en telle abondance qu'après avoir largement alimenté l'Espagne, ils font l'objet d'un très gros commerce, en particulier avec la France, lorsque les difficultés douanières ne viennent pas l'entraver, comme ce fut malheureusement trop souvent le cas au cours de ces dernières années.

Plus de 200.000 tonnes de légumes frais, valant 25 millions de Pesetas-or, ont pourtant encore franchi les frontières en 1933.

Les fruits frais, en particulier les oranges, occupent le premier rang sur la liste des produits exportés, avec des chiffres dépassant le million de tonnes pour le poids, et voisins de 200.000 Pesetas-or pour les valeurs ; l'huile, les amandes et les pommes de terre n'occupaient, en effet, en 1932, que les deuxième, troisième et quatrième rangs ; les minerais de fer ne venaient qu'au cinquième et les vins, bien déchus de leur ancienne splendeur, qu'au sixième. C'est qu'en effet, jusqu'à ces dernières années, marquées par l'apparition, sur les marchés européens de France, d'Angleterre, etc..., des oranges du Cap, de Syrie, d'Algérie et du Maroc, les fruits espagnols occupaient de très loin le premier rang. Malheureusement, cette situation se modifie rapidement au préjudice de l'Espagne, et l'on peut craindre, pour cette branche de son économie, d'aussi graves difficultés que celles qu'ont éprouvées déjà les commerces du vin et de l'huile.

C'est sur ces trois derniers postes de son exportation (fruits, vin et huile) que se porte toujours la lutte

lors de la négociation des traités de commerce. L'Espagne produit, en effet, particulièrement en Nouvelle Castille et dans la vallée de l'Ebre, des quantités considérables de vin (jusqu'à 28 millions d'hectolitres), dont la France a fait, pendant longtemps, une grosse consommation. Mais, depuis que certaines régions du Midi de la France, l'Hérault, par exemple, se sont équipées de manière à engorger, chaque année, le marché national, les vins espagnols sont de plus en plus redoutés par les producteurs français. La prohibition américaine, les restrictions de la consommation anglaise ont joué dans le même sens, si bien que leur exportation, qui atteignait encore plus de 2 millions d'hectolitres en 1933, n'est plus qu'à 1.090.000 hectolitres en 1934.

Pour l'huile, l'Espagne est également placée dans une situation pénible. Elle est, de très loin, le plus gros producteur d'olives du monde, mais elle n'exerce pas sur le marché de l'huile l'influence prépondérante qui devrait être la sienne. L'étranger, les Italiens, en particulier, lui achètent, en effet, beaucoup d'huiles brutes pour en compléter le traitement, les utiliser en mélanges et les réexporter sous une marque italienne. L'Espagne n'a pas, dans ces conditions, le contrôle complet d'un marché, pourtant d'une importance primordiale pour elle, puisqu'elle produit chaque année de 1.150.000 quintaux (1930-1931) à 6.656.000 quintaux (1927-1928), soit entre le quart et les deux tiers de la récolte mondiale.

Nous devons mentionner, après ces produits exportés en quantités considérables, toute une série de denrées d'importance secondaire, récoltées en trop grandes quantités pour les besoins du marché intérieur, et dont le surplus peut être, par conséquent, vendu au de-

hors : les raisins frais et secs, les conserves de fruits et de légumes, les fleurs, les olives de table, les oignons, le riz, les essences végétales (térébenthine), la cellophane et les brais végétaux, l'avoine, les piments, le liège, les citrons, le safran, l'alfa, l'ail, les eaux de vie, etc...

Il existe enfin, en dehors du blé et du maïs, un certain nombre de produits agricoles que l'Espagne ne produit pas en quantité suffisante et qui constituent des exceptions au caractère général d'autonomie que nous recherchons actuellement dans son économie. Telles sont, par ordre d'importance : le coton brut, dont on importe chaque année de 100 à 150.000 tonnes, malgré les efforts accomplis pour développer cette culture dans différentes régions de l'Espagne, en particulier l'Andalousie ; les bois (450.000 tonnes) dont une trop grande partie du pays se trouve plus dépourvue qu'elle ne devrait l'être, les œufs frais (35.000 tonnes), le tabac (20 à 40.000 tonnes), le café, la soie brute, les graines oléagineuses (8.000 tonnes), le jute, les cuirs et peaux (10.000 tonnes après déduction des exportations), la laine (5.000 tonnes, exportation une fois déduite), le caoutchouc brut (15.000 tonnes en 1932 ; 20.000 tonnes en 1934), les fromages (1.000 à 2.000 tonnes).

Le cacao et les bananes ne peuvent pas être comptés parmi les importations, car ces produits proviennent des colonies et des Canaries qui ne doivent pas être séparées de la métropole.

Peut-être le lecteur trouvera-t-il, en nous suivant dans cette comparaison des différentes productions de l'agriculture espagnole avec les besoins du marché intérieur, que l'expression d'« autonomie » que nous avons employée n'est pas complètement justifiée puisque la

récolte est, à la vérité, très largement bénéficiaire pour un grand nombre d'articles, alors qu'elle reste déficitaire pour certains autres produits. Mais, dans l'ensemble, il résulte des statistiques douanières que la valeur des produits agricoles exportés est plus de deux fois supérieure à celle des produits importés, comme le montre le tableau suivant :

| Années                         | Valeur des produits (pesetas-or) |                     |
|--------------------------------|----------------------------------|---------------------|
|                                | Importés                         | Exportés            |
| 1928 .....                     | 636.000.000                      | 1.305.000.000       |
| 1929 (valeurs unitaires) ..... | 566.000.000                      | 1.200.000.000       |
| 1930 .....                     | 388.000.000                      | 1.396.000.000       |
| 1931 .....                     | 174.000.000                      | 663.000.000         |
| 1932 (valeurs déclarées) ..... | 197.500.000                      | 515.000.000         |
| 1933 .....                     | 151.000.000                      | 445.000.000         |
| 1934 .....                     | 145.600.000                      | 399.000.000         |
|                                | <hr/> 2.258.100.000              | <hr/> 5.923.000.000 |

D'autre part, le montant des exportations agricoles ne représente qu'une faible fraction de la valeur totale de la récolte : 663 millions contre 9 milliards, soit 7 % seulement en 1931 (1).

On peut donc affirmer que l'agriculture espagnole est bien « autonome », puisqu'elle tire de son sol des produits suffisamment abondants et suffisamment variés pour satisfaire la presque totalité des besoins du pays. Les produits qu'elle importe et qui sont, il faut le reconnaître, en majorité d'origine tropicale, correspondent à des besoins de deuxième urgence (caoutchouc, cacao, tabac, café), ou bien constituent la matière première d'une industrie exportatrice (coton). Ces produits importés ne sont donc pas aussi indispensa-

---

(1) M. J. Sainz : Bulletin de la Chambre française du Commerce et de l'Industrie de Madrid.

bles à l'existence de l'Espagne que le sont le blé pour l'Allemagne et la Belgique ou les viandes frigorifiées pour l'Angleterre. En fait, l'Espagne pourrait, à la rigueur, et à condition de renoncer à satisfaire certains besoins secondaires, vivre sur elle-même des seuls produits de son sol pendant un temps illimité.

Toutefois, pour que cette remarque présente un intérêt quelconque, il faut d'abord examiner dans quelle mesure l'autre branche principale de l'économie espagnole, l'industrie, possède, elle aussi, ce caractère d'autonomie que nous étudions actuellement.

Or, nous avons vu que les ressources de l'Espagne en matières premières nécessaires à l'industrie sont tout aussi grandes que ses possibilités agricoles, puisqu'elle peut trouver dans son sous-sol presque toutes les matières premières industrielles, notamment : le charbon, les minerais de fer, de cuivre, de zinc, de mercure, de plomb, les phosphates, la potasse, les pyrites. Comme son cheptel lui fournit la laine, les matières qu'elle est obligée d'importer pour son industrie se réduisent donc au bois, au pétrole, au coton et à quelques produits secondaires,

Elle est donc beaucoup plus indépendante de l'étranger que la plupart des autres nations européennes pour son approvisionnement en matières premières nécessaires à l'industrie, et les conséquences d'un cataclysme quelconque isolant complètement l'Espagne du reste du monde seraient bien moins graves chez elle que partout ailleurs. Elles impliqueraient, évidemment, des souffrances et des difficultés considérables, mais elles ne seraient pas suffisantes pour empêcher le pays de vivre, alors que l'Allemagne, la Belgique, l'Angleterre, la Suis-

se, l'Italie ou même la France ne pourraient subsister au-delà de quelques mois, si leur isolement devenait total, leur sol étant incapable de nourrir ou de fournir en matières premières indispensables à la vie leurs populations trop nombreuses.

Certes, alors qu'en matière de produits agricoles, les restrictions de la consommation intérieure ne porteraient que sur un petit nombre de postes accessoires, l'approvisionnement de la population en produits manufacturés serait difficile, car l'industrie n'a pas encore, nous l'avons vu, atteint un développement suffisant et un certain nombre de besoins du pays ne seraient donc pas satisfaits par l'industrie nationale : il ne faut pas oublier que l'Espagne a importé, certaines années, des produits manufacturés pour près d'un milliard et demi de Pesetas-or, tandis qu'elle n'en a jamais exporté pour beaucoup plus de 500 millions. Parmi ces importations, figurent des articles que le pays ne peut, à l'heure actuelle, élaborer avec l'outillage dont il dispose : automobiles, produits chimiques ou métallurgiques spéciaux, par exemple. Mais ces articles dont l'importation est, actuellement indispensable sont en nombre de plus en plus restreint, et la liste s'allonge, au contraire, chaque jour davantage des produits qui, sous la protection de droits de douane élevés cessent d'être achetés à l'étranger et sont fournis exclusivement par l'industrie nationale. Nous citerons, parmi les articles dont l'importation a pratiquement cessé depuis la guerre : les charpentes et la chaudronnerie métalliques, les tuyaux d'acier, les wagons et locomotives, les moteurs électriques, le sucre, les superphosphates, les engrais chimiques, etc.. L'autonomie de l'Espagne devient donc, en

matière de produits manufacturés, chaque jour plus complète.

Mais il faut observer ici — en nous réservant de revenir plus longuement sur ce point quand nous étudierons le troisième caractère de l'économie espagnole, son isolement — que si certains besoins paraissent assurés dès maintenant pas la seule industrie nationale, c'est qu'ils ne sont pas encore suffisamment développés.

Il est exact, par exemple, que l'Espagne n'importe pas de bien grandes quantités de fers marchands (200.000 tonnes de « fer et acier non élaborés » par an). On peut donc penser que l'industrie nationale répond, sur ce point, à toutes les demandes du marché intérieur. En réalité, si ces demandes sont aussi facilement satisfaites, c'est parce que la consommation en fers marchands, calculée par tête d'habitant, ressort, en Espagne, à un taux particulièrement faible. Et des constatations analogues peuvent être faites pour un très grand nombre de produits.

Quoi qu'il en soit, cette dernière remarque n'affecte en rien le caractère d'autonomie que nous cherchons, en ce moment, à mettre en évidence. Cette autonomie est, au contraire, obtenue d'autant plus facilement que les besoins du pays sont moins développés et ceci permet d'expliquer comment le pays a pu s'engager aussi complètement dans la voie du protectionnisme et de l'économie fermée sans que les conséquences de cette politique néfaste apparaissent clairement à tous les yeux.

Et ce caractère que nous venons de constater en considérant le pays dans son ensemble, nous le retrouverons en allant, au contraire, du général au particu-

lier, c'est-à-dire en examinant maintenant les individus isolés, ou groupés en cellules sociales élémentaires. Nous allons voir que l'activité de certaines branches de l'économie espagnole s'exerce dans un cadre encore beaucoup plus restreint que celui de la nation,

Prenons tout d'abord le cas des agriculteurs. Nous constatons, qu'en règle générale, dans toutes les régions du centre de la péninsule, qui ne travaille guère pour l'exportation, le paysan espagnol vit de sa terre et sur sa terre ou, tout au plus, sur son village. Il tire sa subsistance des produits de son sol, cuit son pain, tue lui-même ses animaux, fait tisser ses vêtements par une industrie locale et même familiale, se déplace rarement et ne va pas bien loin. Bien des villages de Castille, d'Estremadure, d'Aragon et même d'Andalousie, constituent une cellule économique, certes un peu rudimentaire, mais néanmoins complète, dont les échanges avec le reste du pays sont extrêmement limités et les rapports, même indirects, avec l'étranger, à peu près nuls.

Certes, il ne faut pas trop généraliser — les généralisations sont toujours très dangereuses quand on parle de l'Espagne, pays essentiellement hétérogène — Le paysan valencien ou catalan qui travaille, au contraire, surtout pour l'exportation, achète, à l'étranger, des pompes électriques pour irriguer ses champs et des camions automobiles pour transporter ses légumes et ses oranges. Dans d'autres régions, en quelque sorte intermédiaires entre ces cas extrêmes, l'agriculteur récolte un produit déterminé (blé, vin ou huile, par exemple), en quantités supérieures à ses besoins propres ; mais, s'il vend en dehors de son village ce surplus de sa récolte, c'est pourtant dans ce village même

qu'il trouvera presque tous les produits nécessaires à son existence : véhicules ou instruments agricoles souvent primitifs, costumes régionaux conservés dans nombre de provinces, harnachements des animaux de selle, de bât ou de trait, objets usuels de toute sorte sont fabriqués sur place et conservent depuis bien des années, parfois depuis bien des siècles la même forme, la même couleur et souvent le même caractère artistique. Le paysan ne se procurera donc, en dehors de son village ou de sa province que quelques rares produits répondant à des besoins nouveaux : engrais chimiques, instruments aratoires plus perfectionnés, ou matériel électrique lorsque le réseau de distribution — et c'est un cas de plus en plus fréquent — est parvenu jusqu'au village.

Or, cette agriculture, dont tant d'éléments sont, comme nous venons de le voir, extrêmement concentrés sur eux-mêmes, fournit, de beaucoup, la partie la plus importante de la population : 56,1 % d'après les statistiques de la S.D.N. (évaluation qui nous paraît d'ailleurs faible, si nous la recoupons au moyen d'autres éléments d'appréciation), contre 38,3 % en France, 30,5 % en Allemagne, 19,1 % en Belgique et 6,8 % en Angleterre.

La grande industrie ne possède pas, autant que l'agriculture, ce caractère régionaliste : elle s'est, en effet, installée dans un petit nombre de zones relativement peu étendues, en particulier, sur la cote cantabrique et asturienne, d'une part, et, en Catalogne, d'autre part.

Ces régions expédient leurs productions dans tout le reste de l'Espagne,

Mais, à côté de la grande industrie, nous devons mentionner tous les ateliers de villages, toutes les petites industries locales dont nous avons parlé plus haut et qui contribuent également, dans une large mesure, à donner à l'économie espagnole son caractère d'autonomie dans le cadre de la province et même du village.

Nous croyons avoir suffisamment insisté sur cette question ; toutefois, avant de porter un jugement sur les conséquences de cette situation, nous allons chercher à mettre en lumière le troisième aspect de l'économie espagnole : son isolement.

## Chapitre XII

### L'ESPAGNE — ECONOMIE FERMEE

Le régime sous lequel vit aujourd'hui l'Espagne ne fait que continuer la tradition protectionniste qui fut celle de ce pays depuis plusieurs siècles.

Elle trouve son origine dans la situation créée par la découverte du Nouveau Monde, dont le principal mobile, en dehors des objectifs religieux, fut la conquête du « fabuleux métal ». La conservation du trésor constitué rapidement dans la mère patrie, sans cesse alimenté par les galions partis des colonies, mais diminué par les dépenses effectuées dans le reste de l'Europe, devint le but essentiel des gouvernements espagnols sur le terrain économique. Ils crurent l'atteindre en adoptant une politique inspirée par les doctrines du mercantilisme et en plaçant dans l'ordre de leurs préoccupations le développement de l'activité économique de la métropole, très loin derrière la surveillance des mouvements du métal.

C'est, en particulier, dans l'espoir d'empêcher les sorties d'or, qu'ils furent conduits à s'opposer aux achats effectués à l'étranger, et à adopter, par conséquent, une politique douanière protectionniste. Ils avaient cependant compris, dès le XVII<sup>e</sup> siècle, les dangers de semblables mesures pour le commerce d'exportation, et la

nécessité de concessions réciproques, puisque le Traité des Pyrénées de 1659 contient déjà des « Articles pour le Commerce ». Il y est stipulé que « les sujets des deux rois pourront trafiquer ensemble, en payant les droits accoutumés » et l'on voit même apparaître un embryon de clause de la nation la plus favorisée : « Les sujets d'un des deux rois jouiront dans les Etats de l'autre des privilèges accordés aux Anglais et aux Hollandais. En cas de contrebande, ils ne seront pas plus punis qu'eux ». Après le Traité d'Utrecht, les relations franco-espagnoles se développent encore et, sous le règne de Charles III, les inconvénients d'un protectionnisme exagéré firent apparaître, en particulier chez certains hommes d'Etat, des idées de libéralisme qui conduisirent, en 1786, à une convention de commerce conclue à Madrid, qui exprimait le désir de faire des Français et des Espagnols « au point de vue des pratiques commerciales, un seul et même peuple ». En 1795, un mémoire célèbre de Jovellanos réclamait la suppression des barrières intérieures et des privilèges, et demandait, en même temps, une politique douanière libérale.

Mais, à partir du XIX<sup>e</sup> siècle, la tendance protectionniste est nettement affirmée. Le tarif de 1825 renferme de nombreuses prohibitions : il ne contient pas moins de 653 articles dont l'entrée est interdite en Espagne. Les résultats ne tardent pas à s'en faire sentir, puisqu'en 1827 les importations françaises tombent en Espagne à 29 millions de Pesetas, alors qu'en 1788 elles atteignaient 50 millions. La chute est moins sensible pour les exportations espagnoles en France qui reviennent de 27 à 21 millions pendant le même intervalle de temps.

A partir de 1850, les idées libérales françaises et anglaises gagnèrent un peu l'Espagne, et cette évolution conduisit à l'élaboration du tarif de 1862 qui comporte : 1°) la substitution des droits spécifiques aux droits ad valorem ; 2°) le maintien d'un certain nombre de prohibitions à l'importation ; 3°) mais des modérations des droits sur un grand nombre d'objets manufacturés.

En 1865, l'Espagne et la France signent un Traité de commerce, modelé sur le Traité franco-anglais de 1860, et aux termes duquel l'Espagne accorde à la France des réductions sur un nombre malheureusement trop restreint de produits manufacturés, tandis que la France dégrève les produits agricoles (fruits, huiles, alcools), les articles en soie, le cuivre, le plomb, etc..., provenant d'Espagne.

En 1868, les droits inscrits dans le Traité de 1865 furent réduits jusqu'à un maximum égal aux treize centièmes de la valeur des marchandises.

Pour obtenir ces accords, il avait fallu triompher des résistances venant de la Catalogne, province la plus industrialisée d'Espagne.

Au cours de cette période particulièrement libérale, des conventions sont également conclues avec l'Allemagne et les principales puissances européennes.

Mais l'année 1877 va marquer un retournement complet de cette tendance. Elle voit apparaître un nouveau tarif qui, pour la première fois, comporte le système des deux colonnes dont s'inspireront ensuite bien d'autres pays étrangers (la France, par exemple, pour son tarif de 1891).

En 1882, l'Espagne se donne un nouveau tarif plus libéral qui a servi de base à toute une série de traités

de commerce conclus, en particulier, avec l'Allemagne, la France, la Norvège, le Portugal, la Suède et la Suisse. Ces traités favorisent un certain essor du commerce extérieur, mais provoquent les doléances des agriculteurs, à la demande desquels est entreprise, en 1887, sous les auspices de M. Moret, chef du parti libéral, une enquête générale sur l'activité espagnole, enquête terminée par des rapports concluant au rejet pur et simple de la politique du libre échange, sauf pour les machines agricoles et les engrais.

M. Canovas del Castillo ayant déclaré, en 1888, que « la politique conservatrice devait être par essence protectionniste » demande, à son retour au pouvoir, la dénonciation des traités de commerce avec la France, l'Italie, l'Autriche, la Suède, etc... Un nouveau tarif, pourtant déjà plus protectionniste, voté en 1892, est jugé insuffisant et M. Sagasta le fait modifier en 1897 dans le sens du renforcement de la protection.

Le commerce franco-espagnol fléchit à ce moment dans des proportions considérables, l'Espagne s'obstinant à demander, pour ses vins, des facilités d'exportation que sa situation de première nation viticole du monde ne permet pas à la France de lui accorder sans réserve, et cherchant à obtenir satisfaction en relevant les tarifs qui frappent les produits français, en particulier, les machines et les produits chimiques.

De 1906, date une mesure dont les conséquences seront particulièrement importantes lors de la dévaluation monétaire de 1928 : Un décret royal relève considérablement les droits existants et stipule qu'ils seront désormais payés en or.

En 1909, le tarif de 1906 est encore à nouveau ren-

forcé ; il atteint un niveau tel que les prix des machines, des combustibles est fortement majoré, ce qui augmente le coût de la production et gêne le développement de l'industrie qu'il s'agissait, au contraire, de favoriser.

En 1912, le tarif complété frappe 718 articles. Il sert de base à un traité avec la Suisse et permet, avec ses deux colonnes, l'usage de la clause de la nation la plus favorisée.

Après la période de très grande prospérité qu'elle traverse pendant la guerre, l'Espagne est durement atteinte dès la fin des hostilités.

Elle croit, une fois de plus, trouver le remède à ses maux dans le protectionnisme et, le 17 mai 1921, augmente tous ses droits d'environ 50 %. Au mois de juin de la même année, inquiétée par l'envahissement des produits allemands dont l'effondrement du mark fait baisser les prix d'une manière anormale, elle crée des majorations concernant les pays à monnaie dépréciée.

Le 12 février 1922, paraît un nouveau tarif ultra-protectionniste portant de 718 à 1,540 le nombre des articles frappés. Les augmentations sont générales, mais d'importance variable, s'échelonnant entre 20 % et 600 %.

Ce tarif est encore en vigueur à l'heure actuelle, bien que pour faire cesser les réclamations d'une partie de la population qui l'avait baptisé le « Tarif de la faim » (*Arancel del hambre*), il ait été présenté comme provisoire. Il a d'ailleurs été consolidé et même majoré dès le 12 mai 1922.

Pourtant, il faut reconnaître qu'un certain nombre de traités (avec la Suisse et la France, notamment) vinrent, en 1922, tempérer un peu ce que l'application inté-

grale du tarif aurait eu de funeste pour le commerce extérieur.

De 1923 à 1927, le Tarif subit peu de modifications. Pourtant, un dédoublement de certains articles permit d'augmenter les droits inscrits au texte, de manière à protéger l'industrie nationale, en particulier, pour les colorants artificiels, l'acier, le charbon, les bois, etc...

Ce renforcement de la protection a peut-être été favorisé par le développement, à partir de 1926, d'un mouvement corporatif d'ailleurs provoqué et soutenu par le Directoire. Le « Conseil de l'Economie Nationale » qui fut alors institué intéressait l'ensemble de la production dont les différentes branches s'organisaient en consortiums (riz, plomb, amandes, résine) en Conseils (combustibles, énergie), en Confédérations (aménagements hydrauliques de l'Ebre, du Segura, du Douro, du Guadalquivir, des Pyrénées), en Commissions (huile, soie, automobiles, betterave et sucre, azote), en Comités (coton, conserves, papier), en Juntas (colorants, cuirs et peaux, ciment, liège, bois), etc...

Ce mouvement corporatif devait changer quelque peu de forme après l'avènement de la République, en 1931, mais loin de régresser, il s'est depuis lors étendu sur de nouvelles branches de la production (raisin, vin, cinéma, bananes, etc...).

Quand s'ouvre, en 1927, la période dont nous avons entrepris l'étude, le tarif de 1922 restait en vigueur, à ces exceptions près. Or, il avait été établi alors, que la Peseta ne perdait que 20 % de sa valeur théorique. Mais la dévaluation monétaire, à partir de 1927, va le majorer dans des proportions considérables.

Les droits de douane doivent être, en effet, payés en

or depuis 1906. En pratique, l'administration se borne à multiplier les droits de base inscrits aux tarifs par un coefficient fixé tous les dix jours par le Ministre des Finances et calculé de manière à tenir compte de la dépréciation de la Peseta par rapport à l'or (il a été égal à 2,39 environ tant que la Peseta a valu 2.07 francs). Il suffit de constater qu'en 1927 il s'était réduit à 1,09 pour apprécier dans quelle mesure les droits de douane sont directement influencés par la dévaluation monétaire.

Mais si ces droits, calculés en valeur-or, présentent l'avantage de gêner les importations en cas de baisse de la Peseta, puisque les taxes à acquitter par les importateurs augmentent, en Pesetas-papier, proportionnellement à cette dévaluation, ils ont, par contre, le grave inconvénient de diminuer encore le pouvoir d'achat de la monnaie nationale à l'étranger et de gêner ainsi l'acquisition de matières premières nécessaires à l'industrie ou aux transports espagnols (coton, pétrole) et des machines destinées à compléter l'outillage du pays.

Mais cette disposition protectrice n'était pas encore suffisante et, en 1931, 1932 et 1934, l'Espagne allait compléter son arsenal de mesures anti-libérales en se lançant, après d'autres nations il est vrai, dans la politique des contingentements.

En octobre 1929, elle avait bien, la première, suivi l'exemple, déjà fort ancien, de la loi douanière belge du 6 juin 1839 qui limitait le bénéfice de certaines réductions de droits d'entrée en faveur des produits d'une partie du Luxembourg récemment séparée, à des contingents déterminés de ces produits. L'Espagne appliqua ce système à l'entrée des pommes de terre de semence,

sans l'étendre tout d'abord à d'autres articles. Mais, en mai 1931, la France, devant le déficit sans cesse croissant de sa balance commerciale, se décidait à recourir au régime des licences d'importation dont elle avait fait usage pendant et immédiatement après la guerre. Puis elle transforma ce système en un régime de contingentements et l'étendit, pendant le deuxième trimestre de 1931, à des produits de plus en plus nombreux : en juillet, les charbons et le lin sont seuls touchés. Les vins et les bois suivent en août, les bestiaux et les viandes en septembre, les engrais et les poissons en octobre, les volailles, les œufs, les meubles, les fleurs, les jambons, le lait, la chicorée en novembre ; le sucre, les bananes, les conserves au début de décembre 1931.

On peut donc admettre, qu'en adoptant, à son tour, une politique analogue, l'Espagne n'a fait que marcher sur les traces de ses voisins. Mais elle l'a fait résolument !

Le Décret du 29 décembre 1931 autorisait le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce à fixer un contingentement d'importation en Espagne de certains produits. Mais l'objet de ce Décret n'était peut-être pas tant de réglementer que de préparer l'opinion nationale, et d'exercer une pression sur l'étranger dont les mesures de contingentement avaient déjà atteint l'Espagne. Le préambule du Décret s'exprime ainsi : « Il s'agit de réduire l'importation de produits déterminés à des contingents fixés, dans le but de diminuer nos acquisitions dans certains pays qui prennent contre nos produits des mesures trop rigides, pour les acquérir, par la suite, dans d'autres pays envers lesquels nous avons plus d'obligations... Les circonstances présentes

du trafic nous obligent à prévoir la nécessité prochaine de réviser nos accords commerciaux avec de nombreux pays dans lesquels nos marchandises ne rencontrent pas actuellement des facilités suffisantes.

Cette nécessité va se faire plus pressante à la suite de l'établissement du système des contingents d'importation, vu que nous aurons à entrer automatiquement en négociation avec de nombreux pays, une fois ce système entré en vigueur... Il est nécessaire d'introduire, à cet effet, des limitations dans l'octroi de la clause de la nation la plus favorisée, afin que nous puissions concéder à chaque pays le traitement correspondant à celui qu'il nous octroie ».

Le Décret lui-même était ainsi conçu :

1°) Le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce est autorisé à fixer le contingent de l'importation de différents produits en Espagne, en distribuant le chiffre du contingent total entre les différentes nations importatrices, d'accord avec les nécessités de notre économie. Le système de contingentement ainsi établi sera temporaire et devra disparaître quand le commerce international reviendra à une situation normale.

2°) Les produits susceptibles d'être soumis au contingentement seront : les automobiles, soie et soieries, café, viandes frigorifiques, engrais, poisson frais et sec, conserves de poisson, œufs, bois, tabac, matériel électrique, vitres et appareils télégraphiques et téléphoniques. Cette liste pourra être augmentée quand les nécessités de notre économie le demanderont.

3°) En négociant un traité ou une convention de commerce, la clause de la nation la plus favorisée ne pourra plus désormais être accordée d'une manière

générale et s'appliquant simultanément à toutes les marchandises de l'autre partie contractante. Cette clause ne pourra s'octroyer que pour une liste déterminée d'articles expressément spécifiés dans chaque cas.

4°) Dans le plus bref délai possible, on procédera à la révision des accords commerciaux qui ne seront pas en accord avec les dispositions ci-dessus.

Dans le courant de 1933, la liste des produits susceptibles d'être contingentés s'allonge. On y inscrit, le 24 mai, trois séries de denrées (huiles animales, végétales et graines de lin) dont les contingents sont fixés respectivement à 100 %, 80 % et 75 % des importations moyennes de chacun de ces produits pendant les années 1931 et 1932.

Un décret complémentaire du 17 août 1933 vient régler le mode de répartition du contingent entre les industriels qui utilisent les produits visés. Puis, le 21 septembre, c'est le tour du charbon végétal ; le 24 octobre, celui du suif et des graisses animales.

Enfin, le 26 décembre 1933, un Décret donne au Ministre de l'Industrie et du Commerce le pouvoir de fixer les contingents en se basant, dit le préambule, sur le règle : « acheter à qui nous achète ».

D'autre part, les restrictions apportées par les pays étrangers et en particulier par la France, à l'importation des produits agricoles espagnols, rendirent indispensable une réglementation très étroite de l'expédition de ces produits.

Une ordonnance, publiée le 11 novembre 1932 par la *Gaceta de Madrid*, précisait que les demandes d'autorisation pour exporter en France des fruits et des légumes devraient être présentées à la mairie du lieu de prove-

nance dans la décade précédant la délivrance du permis. La mairie était chargée d'afficher l'état nominatif et numérique des demandes en mentionnant les propriétés d'où proviendraient les produits, et de remettre à la Commission régulatrice de la Province, une copie des dits états, en certifiant sous la responsabilité des maires, l'existence effective des marchandises.

Si les demandes étaient établies par des exportateurs professionnels, elles devaient être accompagnées d'un acte de vente des produits mentionnant leur catégorie, leur quantité et leur propriété d'origine.

Le commissions régulatrices étaient chargées de distribuer entre les intéressés le contingent attribué à chaque province, et de remettre à chaque requérant un bulletin numéroté portant la quantité de produits dont l'exportation serait accordée.

Le mode d'expédition, le choix du lieu d'envoi, le transport par route, les groupements, les non-utilisations, la statistique des opérations réalisées faisaient également l'objet de prescriptions très détaillées sur lesquelles nous ne nous étendrons pas plus longuement, car nous pensons avoir suffisamment montré quelle gêne, presque insupportable, la politique actuelle des contingentements cause à l'agriculture encore plus qu'au commerce. Un paysan quelque peu inculte est évidemment incapable d'accomplir les formalités créées par une réglementation aussi complexe et il se verra obligé de passer par des intermédiaires spécialisés dans cette paperasserie. Inconvénient minime, certes, à côté des pertes que peuvent entraîner l'octroi d'un contingent inférieur à la quantité disponible de produits essentiellement périssables, mais exemple très caractéristique

des conséquences auxquelles conduisent fatalement des mesures protectionnistes trop sévères.

Le contingentement se poursuit à une cadence très lente pendant l'année 1933, puisque le charbon végétal est seul inscrit sur la liste le 24 septembre, mais le mouvement s'accélère en 1934. On contigente, en effet, toute une série d'articles comportant, notamment, le fer et l'acier en plaques perforées, les moteurs Diesel et semi-Diesel, les machines électriques, les motocyclettes, les savons et essences de toilette, la morue sèche, les œufs, les graines de chanvre, de pavot et d'amandes, le maïs, le soufre, certains acides gras, les fromages, les bois, la stéarine. C'est dire que le contingentement s'étend à une série de produits de plus en plus complète et que l'Espagne paraît décidée à utiliser largement ce moyen commode d'élever ses barrières protectrices.

Pendant la période qui nous occupe, elle a dénoncé un certain nombre de traités de commerce, notamment avec la Turquie, et a renouvelé celui qui régissait ses rapports avec la France.

Le Traité franco-espagnol du 6 mars 1934 a remplacé la convention commerciale du 8 juillet 1922 et ses avenants du 14 août 1926, 23 octobre 1931 et 14 juin 1933. Il a accordé aux deux parties la clause de la nation la plus favorisée. La production française a bénéficié de réductions de droits de douane sur un certain nombre de postes du tarif espagnol, en particulier sur les blés, soies, velours, liqueurs, savons, suifs, automobiles.

L'Espagne a obtenu, de son côté, le maintien à 100 % de ses contingents antérieurs, avec même un supplément pour les tomates, poisons frais, conserves

de sardines, chaussures, et, pour les bananes, 75 % du contingent total, enfin, pour les vins, 1.400.000 hectolitres.

Malheureusement, ce régime ne devait pas subsister longtemps. Au printemps de 1935, le traité allait être dénoncé, si bien que la France et l'Espagne ont, à l'heure où nous écrivons ces lignes, engagé une déplorable bataille douanière d'où résultent, pour l'une comme pour l'autre bien qu'à des degrés différents, des pertes extrêmement lourdes.

Malgré le très grand intérêt que cette question présente, elle est placée, chronologiquement, trop en dehors du cadre de notre étude pour que nous nous laissions entraîner à l'examiner. Nous résumerons donc en disant que l'Espagne, où le libéralisme économique a disparu complètement depuis 50 ans, reste un des pays les plus protectionnistes du monde, même en tenant compte des progrès que les autres nations ont, au cours de ces dernières années, réalisés dans cette voie néfaste.

Nous allons étudier maintenant les répercussions de cette politique sur l'agriculture de l'Espagne et sur son industrie.

Pour améliorer leur situation, souvent fort médiocre, les paysans ne connaissent guère d'autre remède que le renforcement des tarifs douaniers qui les protègent. Ils n'ont jamais hésité à le réclamer, et l'Etat ne les a pas souvent contrariés sur ce point. Aussi les prix des produits agricoles se maintiennent-ils sensiblement au-dessus des cours mondiaux. Les prix du blé, du riz, du sucre, exprimés en or, sont actuellement voisins en Espagne et en France ; or, on sait trop quel intervalle sépare nos cours de ceux de la Belgique ou des pays

qui pratiquent un politique douanière plus libérale que la nôtre. Aussi bien, les prix espagnols ne sont-ils comparables aux prix français que depuis la dépréciation de la Peseta, mais ils ont été longtemps beaucoup plus forts, et sont en train de le redevenir au fur et à mesure que les effets de la dévaluation se font de moins en moins sentir.

Nous pouvons donc admettre que les prix de l'agriculture espagnole sont relativement élevés. Or, il est indéniable que leur niveau exerce une influence décisive sur toute la production nationale : l'Espagne reste un pays où le minimum indispensable à la vie peut être obtenu facilement, mais où le maintien d'un niveau d'existence plus élevé nécessite un revenu plus important qu'ailleurs. Or, ce revenu, le paysan ne l'obtient pas sur les terres pauvres ou simplement médiocres. Il y vit mal. C'est un travailleur obstiné, robuste et courageux, mais qui ne dispose pas de moyens matériels assez puissants pour vaincre les obstacles qu'accumulent devant lui le sol et le climat. Il ne possède pas le capital nécessaire pour se procurer des machines et des engrais en quantité suffisante : les unes comme les autres sont protégées par des droits de douane trop lourds.

Aussi les rendements restent-ils très faibles et le sort du paysan demeure-t-il misérable sur une importante fraction du territoire, fraction qui comprend notamment l'Estramadure presque entière, partie de l'Andalousie, de la Castille, de l'Aragon et de la Galice.

L'habitant de ces régions déshéritées parvient à subvenir à ses besoins essentiels, mais il ne s'en crée pas de nouveaux, et poursuit un mode d'existence assez primitif sans constituer pour l'industrie le débouché qu'elle

pourrait trouver auprès d'une agriculture qui tirerait un meilleur parti du sol qu'elle exploite.

Certes, le sort de l'Espagnol des terres riches des provinces côtières, du maraîcher de Catalogne ou des Huertas de Valence et de Murcie, de l'éleveur des pâturages asturiens semble tout autrement prospère quand on se borne à traverser rapidement ces contrées si riches d'apparence. Mais les conséquences du protectionnisme, bien que moins visibles, y sont toujours aussi néfastes.

Frappés dans leur commerce d'exportation par la politique douanière de l'Espagne, les pays étrangers se livrent au jeu classique des représailles, tant pour donner satisfaction à leur opinion publique que pour pouvoir faire pression sur la partie adverse lors des négociations diplomatiques. Ces représailles portent tout d'abord sur le poste le plus vulnérable du commerce espagnol, l'exportation des produits agricoles, et les régions atteintes traversent alors des crises dont certaines émeutes paysannes, comme celles de Catalogne en 1934, viennent parfois révéler toute l'acuité, bien plus clairement que la lecture des statistiques.

Quant à l'industrie, la politique protectionniste qui devait, en théorie, lui assurer la prospérité ne réussit en fait qu'à la maintenir dans une situation précaire et à entraver son développement.

Fortement soutenues par des droits de douane extrêmement élevés, un grand nombre d'industries parmi lesquelles on peut citer la métallurgie du fer (aciers marchands, fonte, tubes), la construction des charpentes et chaudronneries métalliques, de certaines catégories de machines, des locomotives, des wagons et des voi-

tures de chemin de fer, la construction maritime, la construction de certains appareils et moteurs électriques, se sont trouvées libérées de la concurrence étrangère et ont pu maintenir leurs prix légèrement au-dessous du niveau très élevé qui correspond aux prix mondiaux majorés des droits de douane. Les seuls produits capables de franchir les barrages douaniers sont ceux dont l'Espagne n'a pu entreprendre jusqu'à présent la fabrication parce que cette dernière nécessiterait un outillage ou des études préliminaires très onéreux qui ne pourraient pas être amortis sur le seul marché national.

D'ailleurs, bien qu'il ne soit pas possible de trouver sur place l'équivalent de ces produits spéciaux, des droits de douane élevés ne les en frappent pas moins assez sévèrement pour en augmenter considérablement les prix.

Produits étrangers et produits nationaux se vendent donc à un prix supérieur au prix extérieur, exception faite toutefois pour les textiles, pour certains métaux et pour quelques catégories d'articles à propos desquels les concurrents des différentes nations se livrent une lutte assez sévère pour en venir à pratiquer des prix de « dumping ». Mais ce dernier cas constitue l'exception et l'on peut dire que, dans l'ensemble, les prix de vente des produits manufacturés sont très élevés en Espagne.

Il en résulte trois conséquences : la première est de rendre plus lent l'équipement du pays en outillage industriel, car l'élévation du prix des machines conduit à des frais de premier établissement élevés et nécessite, par conséquent, une mise de fonds plus importante, ce

qui freine l'esprit d'entreprise en ralentissant l'élan des capitalistes. Dans cette industrie insuffisamment outillée, le rendement de l'ouvrier ne peut être que médiocre et les prix de revient élevés.

La deuxième conséquence est d'interdire à peu près complètement l'exportation des produits manufacturés, dont les frais de production sont trop élevés pour permettre aux industriels espagnols de prendre leur place sur les marchés étrangers. L'industrie textile paraît faire exception à cette règle, mais elle la confirme en réalité, car elle est précisément la mieux outillée de toutes les industries espagnoles.

La troisième conséquence est de restreindre la consommation intérieure de ces produits, qui ne sont pas accessibles à des catégories d'acheteurs suffisamment nombreuses.

Toutes trois s'opposent donc au développement de l'industrie, qui s'étirole dans un marché intérieur trop étroit, dont le développement est, à son tour, retardé par la situation difficile de cette même industrie, qui ne peut améliorer les salaires de ses ouvriers, augmenter ainsi leur pouvoir d'achat et en faire de meilleurs clients pour l'économie nationale.

De fait, le niveau de la vie de l'ouvrier espagnol est très inférieur à celui de l'ouvrier français, allemand ou anglais ; sa nourriture est plus simple, elle comporte moins de viande et plus de légumes ; ses boissons sont moins alcoolisées ; ses moyens de transport personnels vont rarement jusqu'à la bicyclette et jamais jusqu'à la motocyclette ; ses déplacements, à l'occasion de congés ou de fêtes chômées, ne sont nullement répandus dans les mœurs comme en Allemagne, en Angleterre ou

en France. Aussi se contente-t-il, sans en être d'ailleurs particulièrement satisfait, d'un salaire très inférieur en valeur absolue, comme en pouvoir d'achat, à celui d'un ouvrier étranger de même spécialité et d'habileté professionnelle égale.

D'après une étude très documentée et très consciencieuse, publiée, en mai 1932, par M. Sainz, le pouvoir d'achat d'un ouvrier parisien était, au début de 1932, d'au moins un tiers supérieur à celui de l'ouvrier madrilène, mais le rendement de l'ouvrier espagnol travaillant en Espagne serait inférieur au rendement de l'ouvrier français travaillant en France parce que « le travail en Espagne est moins organisé qu'en France et parce que les chefs et contremaîtres y fournissent moins de travail de direction ».

Nous ajouterons que l'outillage mis à la disposition de l'ouvrier espagnol est, en général, moins perfectionné, ce qui ne peut manquer d'influer sur son rendement.

Le travail considérable produit par une population ouvrière courageuse, énergique, intelligente et sobre ne lui procure donc pas un bien-être comparable à celui dont jouissent, dans l'ensemble, les masses ouvrières des nations plus évoluées au point de vue économique.

Et dans l'état actuel des choses, il serait vain, pour l'ouvrier espagnol, d'attendre une amélioration de son sort d'un relèvement général des salaires pratiqué systématiquement par l'industrie. Les avantages que devraient procurer à cette dernière la protection douanière qui lui fut si largement accordée sont tout à fait illusoire. Ses prix de vente peuvent bien s'élever au-dessus des cours pratiqués à l'étranger : elle n'en recueille aucun fruit tant que ses prix de revient ne lui

laissent pas une marge bénéficiaire suffisante. Or, nous avons montré plus haut les raisons qui tendent à relever les différents éléments de ce prix de revient : Matières premières chères, en raison des droits de douane qui frappent les produits importés et du coût de production trop élevé des produits nationaux ; dépenses de main-d'œuvre trop considérables malgré le bas niveau des salaires, en raison de l'insuffisance de l'outillage industriel dont les frais de premier établissement sont élevés, et que trop d'entrepreneurs hésitent à se procurer, car le besoin, pourtant bien réel, ne s'en fait pas sentir avec assez d'évidence sur un marché restreint et trop bien protégé ; frais généraux trop lourds pour un chiffre d'affaires difficile à développer.

Toutes ces raisons concourent à maintenir l'industrie dans un état d'équilibre assez instable qui serait complètement rompu par un relèvement général des salaires, et qui ne pourra trouver de base solide que par une modification profonde de la politique économique du pays.

Mais, après avoir ainsi montré les inconvénients que présente pour l'Espagne le fait de constituer une économie fermée, convient-il de présenter les avantages de cette situation.

Cette économie fermée est, plus que tout autre, une économie stable. Accidents monétaires, crises, guerre de tarifs douaniers laissent parfaitement indifférents tous les éléments agricoles dont l'activité ne déborde guère le cadre de leur village. Tant que le paysan des terres pauvres voit sa récolte de blé rester suffisante pour lui fournir son pain, ses moutons porter assez de laine pour le vêtir et s'il peut, en vendant quelques fromages, entre-

tenir son outillage rudimentaire et se procurer le très modeste luxe que représente pour lui son tabac, il ne se préoccupe, ni de la crise mondiale, ni de la dévaluation monétaire, car l'une ne l'atteint pas plus que l'autre.

Ce raisonnement s'applique rigoureusement au cas extrême de ce paysan des terres pauvres, et n'oublions pas que, sans parler des terrains complètement incultes, ces terres représentent le quart de la superficie totale de l'Espagne. Il reste partiellement valable pour les habitants des régions agricoles plus riches, partant plus évoluées, qui ont élargi, au-delà de leur horizon immédiat, le cadre de leur activité, mais sans avoir, avec l'étranger, le moindre contact, même indirect. Il ne devient complètement faux que si nous abordons le cas de pays de culture intensive, tels que la Catalogne ou la Huerta de Valence, qui travaillent surtout pour l'exportation.

En d'autres termes, l'agriculture espagnole reste indifférente aux mouvements des prix mondiaux et du change dans toutes ses parties les moins évoluées, et ne leur devient sensible qu'en proportion de cette évolution même.

Quant à l'industrie, elle est aussi fort peu touchée par les influences susdites puisque, sauf pour un petit nombre de ses branches (textile, minerais et métaux autres que le fer), elle est orientée vers le marché intérieur et ne possède pas, en dehors de ses frontières, de débouchés susceptibles d'être affectés, dans un sens ou dans l'autre, par la crise ou la dévaluation.

## CONCLUSION

Ayant ainsi terminé l'examen des différents aspects de l'économie espagnole, nous pouvons maintenant tenter de porter un jugement sur l'expérience à laquelle nous avons assisté. Nous examinerons successivement les deux faits qui nous semblent avoir, au moins pendant la période étudiée, dominé cette évolution : la dévaluation monétaire et l'économie fermée.

### I. — La dévaluation monétaire

Reprenons tout d'abord, à la lumière de tout ce qui précède, les hypothèses que nous avons formulées en étudiant le mouvement des prix. Ne voyons-nous pas désormais clairement combien nous étions fondés à penser que, si les prix-papier espagnols sont restés sensiblement constants pendant toute la dévaluation monétaire, c'est par un mouvement spontané et sans guère subir l'influence exercée, soit par la crise mondiale, dans le sens de la baisse, soit par la dévaluation monétaire, dans le sens de la hausse. De même, si l'activité intérieure s'est maintenue, c'est parce que les seuls postes de l'économie nationale qui soient sensibles aux mouvements des prix mondiaux et du change ne constituent qu'une faible fraction de cette économie. L'influence protectrice de la baisse du change se réduit donc, en définitive, à fort peu de chose et ce n'est pas dans l'histoire contemporaine de l'Espagne que les

partisans de la dévaluation monétaire pourront trouver des arguments propres à étayer leurs théories; ce phénomène s'est, comme nous l'avons déjà dit, déroulé, dans ce pays, d'une manière qu'on serait volontiers tenté de qualifier de « rationnelle ». Si la stabilisation s'est peut-être produite trop tôt, puisqu'elle a précédé les dévaluations anglo-saxonnes, on peut estimer que, dans l'ensemble, la dévaluation espagnole a été une opération réussie. Pourtant, nous venons de voir à quel point ses conséquences heureuses se réduisent à peu de chose, et nous allons essayer de montrer maintenant que, si la Peseta avait conservé sa valeur, le pays, évoluant différemment, aurait probablement tout aussi bien pu traverser la crise.

Reprenons, en effet, notre concept de l'Espagne « économie fermée ». Nous en déduisons immédiatement que toute la partie de l'économie nationale qui ne déborde pas le cadre des frontières, serait restée aussi indifférente à la fermeté de la Peseta que l'a laissée sa dévaluation.

Le commerce d'exportation aurait évidemment souffert, en particulier, celui des fruits et des légumes. Mais il nous faut revenir, une fois encore, ici, sur le fait que nous ne saurions assez souligner : la faible importance du commerce extérieur par rapport à l'ensemble de l'activité espagnole.

Admettons, cependant, que la fraction de l'économie espagnole qui travaille pour l'exportation ait été amenée à baisser ses prix, et cherchons quelles en auraient été les conséquences.

Un certain déséquilibre se serait manifesté tout d'abord entre les producteurs, suivant qu'ils auraient ou non travaillé pour l'extérieur. Mais les premiers constituent, nous l'avons vu, des clients pour les seconds et la diminution

des recettes des uns se serait rapidement reportée sur l'activité des autres. L'Espagne aurait donc été conduite à prendre le chemin de la déflation. Ce procédé, plus pénible évidemment, au moins en apparence, puisqu'il met en relief l'importance des sacrifices demandés à chacun — tandis que la dévaluation les dissimule — se serait probablement accompagné de difficultés sociales. Par contre, en évitant la dévaluation, l'Espagne conservait à sa monnaie tout son pouvoir d'achat et se trouvait dans une situation bien meilleure pour acquérir à l'étranger, sans alourdir exagérément le passif d'une balance commerciale qui, ne l'oublions pas, reste encore largement déficitaire, les matières premières, et, surtout, l'outillage nécessaire pour le développement de son industrie.

On nous objectera certainement que ces suppositions sont toutes gratuites et que les choses se seraient peut-être passées très différemment. Nous en convenons bien volontiers, mais nous avons pourtant voulu montrer que la dévaluation ne constituait pas le seul moyen, pour l'Espagne, de traverser la crise et que la voie de la déflation ne présentait pas, à priori, d'obstacles insurmontables.

En tout cas, la déflation aurait présenté l'avantage de donner des résultats durables, ce qui n'est pas le cas de la dévaluation, dont les effets, essentiellement fugitifs, ne se sont pas prolongés après la stabilisation de fait.

A l'heure où nous écrivons, la crise mondiale n'est pas terminée, et l'Espagne, en particulier, n'offre guère de symptômes d'amélioration. Son commerce extérieur souffre gravement de la lutte douanière qu'elle soutient actuellement contre la France, et des barrières que l'Angleterre élève contre ses importations de fruits et de légumes, afin de favoriser les producteurs de l'Empire britannique.

L'activité industrielle montre, depuis le début de 1935, des signes de fléchissement; le nombre des chômeurs augmente : il atteignait 450.000 en janvier 1935, contre 380.000 seulement en janvier 1934 (chômeurs complets).

Sans vouloir nous étendre sur cette période d'immédiate actualité, qui sort complètement du cadre de notre étude, et sur laquelle il est d'ailleurs difficile de se faire une opinion, tant que les documents statistiques n'auront pas été tous publiés, nous pouvons cependant constater que la fin de la crise réserve peut-être malheureusement à l'Espagne bien des heures difficiles.

Or, les effets de la dévaluation ne se faisant plus sentir depuis longtemps, ce pays va se trouver à nouveau forcé, s'il doit réduire ses prix-or, d'opter entre les deux solutions de la dévaluation et de la déflation. Saura-t-il choisir la seconde, ou tentera-t-il, une fois encore, de recourir à la première ?

Ce serait affronter à nouveau le danger que la stabilisation de fait avait, pour un temps, écarté, et risquer de ne pouvoir arrêter à un niveau convenable, et avant la destruction complète de la monnaie nationale, un change redevenu flottant.

Car la dévaluation ne s'accompagnait peut-être pas, cette fois, d'une aussi remarquable constance des prix-papier intérieurs. Nous avons reconnu que, si ces derniers étaient facilement restés fixes, c'est parce que les mouvements des prix-or intérieurs s'étaient effectués parallèlement à ceux des prix mondiaux.

Si, pendant une nouvelle étape de dévaluation monétaire, les prix étrangers restent constants, les prix-or espagnols ne pourront pas, cette fois, baisser dans les mêmes proportions que le change. Les prix-papier tendront donc

à monter. Or, nul ne peut prévoir où peuvent conduire les réactions mutuelles d'un change en baisse et de prix en hausse. Trop de nations ont parcouru, jusqu'à la catastrophe monétaire, le cycle « Dévaluation monétaire — hausse des prix intérieurs — inflation ». Trop d'entre elles y ont laissé des lambeaux de leur substance et vu s'y effriter leur patrimoine matériel et moral, pour qu'il soit désormais permis aux gouvernements de courir des risques aussi grands, sans avoir tout tenté pour s'y soustraire.

## II. — L'économie fermée

Si la dévaluation monétaire n'a pas été le facteur déterminant de la stabilité de l'économie espagnole pendant la crise, et si son autonomie, sa forte protection et son développement encore relativement faible, lui ont, au contraire, permis de conserver « en circuit fermé » une grande partie de son activité, faut-il conclure à la supériorité de ce dernier type d'organisation ?

Nous ne le pensons pas et nous craignons, au contraire, que le moment du retour général à la prospérité n'ouvre, en Espagne, une ère de difficultés nouvelles.

Il faut bien espérer, en effet, qu'au prix d'un effort de redressement patiemment poursuivi pendant un temps peut-être fort long, et probablement après des essais infructueux, nous finirons par assister à la reprise de relations commerciales actives entre nations, reprise qui ne peut se produire tant que le monde n'aura pas reconquis ce qui caractérisa toujours, au cours des siècles, les époques de prospérité : des instruments monétaires stables et une liberté suffisante du commerce.

Or, si nous supposons ce problème résolu — et nous ne

saillions y renoncer sans douter de l'avenir même de notre civilisation — que deviendra la situation de l'Espagne ? Nous craignons qu'elle ne ressente alors cruellement les inconvénients de son autonomie et de son isolement, après en avoir, au cours de la crise, retiré tant d'avantages.

Certes, il était précieux, à l'heure où, dans tous les pays très industrialisés, des armées d'ouvriers, dont le travail était orienté précédemment vers l'exportation, voyaient se fermer les voies d'écoulement de leurs produits et entraient en chômage, de constater que l'industrie nationale, n'assurant que les seuls besoins du marché intérieur, maintenait à peu près intégralement son activité, et que le commerce extérieur, peu développé, n'était, par conséquent, pas très vulnérable. L'Espagne a donc pu se féliciter de conserver, pendant la crise, son « standing » modeste, sans éprouver les souffrances qu'ont infligées, à d'autres nations, l'obligation de réduire, dans des proportions considérables, un train de vie beaucoup plus luxueux. Mais que se passera-t-il quand ces autres nations retrouveront leur activité et leur prospérité momentanément diminuées ? Ce jour-là, les outillages à grosse production des nations très industrialisées se remettront en marche et chaque pays reprendra la fabrication intensive des produits que ses ressources naturelles ou son génie propre lui permettront le mieux d'élaborer. Il les échangera, sinon tout à fait librement, au moins sans entraves insurmontables, contre les fruits du travail des autres nations et le monde entrera dans une nouvelle phase de progrès technique, et, surtout, d'amélioration des conditions matérielles de l'existence.

Mais, quelle sera, par contre, la situation des nations dont l'outillage, insuffisamment développé, ne permettra

pas d'obtenir des prix de revient comparables à ceux des pays plus industrialisés ?

Leurs industries, moins évoluées, se trouvant dans l'impossibilité de lutter contre la concurrence étrangère, ne pourront, non seulement pas exporter — ce qui est déjà le cas de presque toutes les branches de l'industrie espagnole — mais elles devront continuer à défendre leur existence par des droits de douane encore renforcés, à un moment où les autres nations abaisseront les leurs. Devant cette situation, les pays étrangers, par représailles, interdiront de plus en plus l'entrée des produits de l'exportation espagnole, notamment ceux de l'agriculture. Et l'Espagne se trouvera toujours plus étroitement enfermée dans son marché intérieur et condamnée à n'accomplir que des progrès extrêmement lents, puisque le pouvoir d'achat de ses nationaux ne s'augmentera que par une avance parallèle de toutes les branches de son économie.

L'agriculture, en particulier, ne pourra se développer, la capacité d'absorption du pays n'augmentant guère qu'en fonction de l'augmentation de la population, et l'industrie, dont cette agriculture constitue la plus grosse clientèle, se trouvera pareillement limitée dans ses débouchés et mise, à son tour, dans l'impossibilité de progresser.

Or, c'est précisément pendant les périodes d'activité qui succèdent aux crises, que les nations réussissent à modifier la condition matérielle de leurs habitants et à réaliser les améliorations que la période de dépression économique suivante viendra malheureusement compromettre, mais sans en anéantir complètement les bénéfices. Si ces ères de prospérité ne sont pas mises à profit, il ne servira de rien d'avoir pu maintenir, pendant la crise, un niveau constant, mais médiocre. La loi du progrès mo-

derne est essentiellement discontinue : elle est faite de violentes poussées alternant avec des périodes de stagnation et même de régression — mais cette loi est universelle et il n'existe pas, croyons-nous, d'exemple de pays qui soit parvenu, depuis un siècle, à un niveau élevé de développement économique, par un mouvement continu.

Or, le régime de l'économie fermée, qui est celui de l'Espagne, a précisément pour conséquence, nous l'avons vu, une stabilité relative, excluant tout autant les périodes de progrès rapide, que les phases de dépression profonde. Aussi, ne peut-on s'attendre à voir ce pays suivre l'impulsion que tend à lui imprimer une population jeune, disposant d'abondantes ressources naturelles, et doit-on craindre, au contraire, que la différence qui sépare actuellement les niveaux de vie du travailleur espagnol et du travailleur anglais, allemand ou français, ne devienne toujours plus marquée.

A la vérité, c'est peut-être une erreur que de considérer comme déplorable pour une nation le fait de s'attarder plus longtemps que ses voisins dans une forme de civilisation moins industrialisée, moins perfectionnée matériellement, mais conservant probablement mieux le sentiment des valeurs morales, l'équilibre et l'harmonie de la vie. Bonheur et bien-être ne vont peut-être pas forcément de pair. Une grande Espagnole, sainte Thérèse d'Avila, n'a-t-elle pas écrit : « Qu'importe de dîner d'une sardine, si c'est devant un beau paysage ».

Mais, si ces considérations peuvent être plus ou moins implicitement comprises par une population agricole, passionnément attachée à la terre qu'elle a trempée de son sang pour la reconquérir et pour la défendre, elles resteront lettre morte pour toute la population industrielle, que les

moyens de diffusion modernes ont renseignée sur les conditions de bien-être auxquelles sont parvenus d'autres groupements démographiques.

Cette publicité donnée sans cesse au confort et même au luxe qu'ont atteints toutes les classes sociales de certains pays, en particulier les Etats-Unis d'Amérique, est venue désormais exciter trop d'esprits pour que la conquête d'avantages matériels équivalents ne devienne pas l'objectif essentiel des masses ouvrières. La nécessité d'améliorer radicalement les conditions d'existence et d'hygiène du prolétariat espagnol s'imposera de plus en plus aux pouvoirs publics et ceux-ci devront orienter l'économie nationale de manière à remplir cette tâche assez rapidement, si l'ordre doit continuer à régner en Espagne. Or, pareille transformation ne saurait être obtenue par une modification plus ou moins profonde dans la répartition actuelle des biens, qu'elle soit réalisée par des mesures législatives à tendance socialiste, ou beaucoup plus brutalement par la mise en vigueur d'un des plans anarchistes ou communistes dont il a beaucoup été question dans la littérature espagnole depuis 1931. Mais cette transformation peut et doit être réalisée, croyons-nous, par des méthodes exclusivement économiques, en utilisant mieux le travail d'une population dont nous avons dit plus haut toutes les qualités, en augmentant le rendement de l'ouvrier grâce à la modernisation de son outillage, en abaissant corrélativement les prix des produits, en un mot, en développant le pouvoir d'achat des individus.

Mais, pour obtenir ce résultat, il est indispensable que l'Espagne abandonne progressivement son système actuel d'économie fermée, et qu'elle cherche, au contraire, à intégrer son activité dans celle des autres nations.

Certes, il lui serait difficile de prendre spontanément l'initiative d'une semblable évolution, tant que la tendance générale au renforcement du protectionnisme ne marquera pas de signes de détente.

En outre, l'abaissement des barrières douanières ne saurait, évidemment, se produire que très progressivement. Mais cette opération n'offre pas à priori de difficultés insurmontables. Certaines concessions devraient permettre à l'Espagne d'obtenir, pour l'exportation de ses produits agricoles, un régime plus favorable. Ces concessions ne porteraient tout d'abord que sur des articles que son industrie ne produit pas encore (automobiles, machines, outillage industriel en général). Il en résulterait pour elle le double avantage d'accroître le pouvoir d'achat de son agriculture et d'augmenter ainsi les débouchés de l'industrie dont cette agriculture absorbe en grande partie la production; l'abaissement des droits de douane permettrait, d'autre part, à cette même industrie, de perfectionner son outillage et d'arriver ainsi progressivement, article par article, à diminuer suffisamment ses prix de revient pour pouvoir lutter contre la concurrence étrangère.

Cette lutte se livrerait tout d'abord sur le terrain national et les résultats en seraient sanctionnés par un abaissement progressif des droits de douane dont la nécessité se ferait de moins en moins sentir, au fur et à mesure que s'abaisseraient les prix de revient des différents articles. Elle pourrait se porter ensuite à l'extérieur, dès que certaines industries deviendraient capables d'aller concurrencer, sur les marchés sud-américains, africains et même européens, les autres nations exportatrices. Ces industries ne feraient d'ailleurs ainsi que suivre l'exemple que leur

donnent, dès à présent, le textile de Catalogne, et, au-delà des frontières, d'autres nations latines, dont l'une au moins, l'Italie, ne possède pas, à beaucoup près, d'aussi grandes ressources naturelles que l'Espagne, mais n'en parvient pas moins à vendre à l'étranger.

La France n'aurait d'ailleurs pas à souffrir de cette évolution de l'économie espagnole. Son économie et celle de l'Espagne sont, dès maintenant, complémentaires sur un grand nombre de points, mais ce caractère peut être encore développé si, d'un côté comme de l'autre, on consent quelques sacrifices, en vue de réserver à chaque pays, les domaines qui lui conviennent le mieux. Aussi, l'économie française peut-elle parfaitement s'accomoder et même profiter largement du développement de sa voisine. Il suffit pour cela que la France et l'Espagne parviennent à resserrer les relations toujours plus étroites et plus cordiales que doivent leur imposer les affinités naturelles de leurs génies respectifs.

Les nombreux amis que l'auteur de ces lignes compte dans ce pays, lui pardonneront certainement le ton trop doctrinal de ces dernières pages. Ils comprendront qu'elles lui furent dictées par l'affection très sincère et très profonde qu'il porte à leur Patrie, et par son grand désir de voir l'Espagne atteindre rapidement le rang auquel elle peut prétendre, en matière économique, grâce aux qualités de sa race et aux richesses de son sol, rang qu'elle occupe déjà dans tant d'autres domaines, en particulier ceux de l'art, de la science pure et de la pensée.

Vu,

*Le Président :*

William OUALID.

Vu,

*Le Doyen :*

Edgar<sup>d</sup> ALLIX.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER,

*Le Recteur de l'Académie de Paris :*

S. CHARLETY.

## BIBLIOGRAPHIE

### I

#### ANNUAIRES ET PERIODIQUES

- LA GACETA DE MADRID (Publications officielles).  
ANUARIO ESTADISTICO DE ESPANA.  
ANNUAIRES STATISTIQUES DE LA SOCIETE DES  
NATIONS 1933-1934 et 1934-1935.  
BULLETINS MENSUELS DE STATISTIQUE DE LA  
S.D.N.  
BUTLETTI DE L'INSTITUT D'INVESTIGACIONS  
ECONOMIQUES (Barcelona).  
INFORMACION COMMERCIAL ESPANOLA.  
BULLETIN MENSUEL DE LA CHAMBRE FRANÇAISE  
DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE DE MADRID  
(en particulier, articles de M. J. Sainz).  
JOURNAUX (*A.B.C.*, *La Vanguardia*, *El Sol*, *El Debate*,  
*Le Temps*).

### II

#### OUVRAGES CONSULTES

- A. AFTALION. — Monnaie, prix et change.  
A. AFTALION. — Monnaie et Industrie.  
ALTAMIRA. — Histoire de l'Espagne, Paris 1931.  
P. ANGELINI. — La Politique du Contingentement des  
Importations.

- ARNAUNE. — La Monnaie, le Crédit et le Change.
- FRANCISCO ARNICHES et JESUS PLAZA. — (Barcelone 1934). — Contingentes y Divisas.
- AUGIER. — La France et les Traités de Commerce. — Etude sur les tarifs de douane de la France et de l'Etranger (Paris 1906).
- BERTRAM AUSTIN et W. FRANCIS LLOYD. — Le Secret des Hauts Salaires.
- BAELEN. — Principaux traits du Développement Economique de l'Espagne (Paris 1924).
- H. BERAUD. — Emeutes en Espagne.
- BRANTHOME. — Alphonse XIII, Cœur de l'Espagne.
- F. CAMBO. — Les Dictatures.
- F. CAMBO. — La valoracion de la Peseta.
- CAPITAN CENTELLAS. — Las Dictaduras y el Senor Cambo.
- DICTAMEN DE LA COMISION DEL PATRON ORO.
- P. DOMINIQUE. — Marche, Espagne.
- JUÁN P. FABREGA. — Le crisis mondial y sus repercusiones en Espana.
- RAFAEL SANCHEZ GUERRA. — Proceso de un Cambio de Regimen.
- Dr. LUCIEN GRAUX. — L'Espagne Economique (Paris 1932).
- GOURY DU ROSLAN. — Essai sur l'Histoire Economique de l'Espagne (Paris 1888).
- GIDE et Ch. RIST. — Economie Politique (Paris 1909).
- ROMAN PERPINA GRAU. — Der wirtschaftsausbau Spaniens und die Problematik seiner Haushandels Politik (traduit de l'espagnol et publié par Weltwirtschaftliches Archiv, Janvier 1935).
- E. HERRIOT. — Europe.

B. IBANEZ. — La Barraca.

LOURTIES. — Relations commerciales entre la France et l'Espagne.

A. DE LA MAZIERE. — Enquête sur l'Espagne (L'Usine, janvier et février 1935).

S. DE MADARIAGA. — Quatre Espagnols à Londres.

S. DE MADARIAGA. — Anglais, Français, Espagnols.

MARVAUD. — L'Espagne au XX<sup>e</sup> siècle (Paris 1913).

GERMAIN MARTIN. — Conférence sur l'Evolution Economique des grandes nations aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles (Paris 1910).

B. NOGARO. — La Monnaie et les phénomènes monétaires contemporains.

LUIS OLARIAGA. — La Política Monetaria en España.

LUIS OLARIAGA. — La Intervencion de los cambios en España.

W. OUALID. — Leçons sur la monnaie et les problèmes monétaires 1926-1927.

PANARAGUA. — Politique Commerciale Internationale (Genève 1930).

Ch. RIST. — Essais sur quelques problèmes économiques et monétaires, en particulier, l'étude de la Peseta espagnole (1929).

Ritmo de la crisis economica española en relacion con la mundial (Service des Etudes de la Banque d'Espagne, 1934).

ROSMAN. — La Politique Douanière selon la situation monétaire.

Ch. RIST. — La Déflation en pratique.

A. SIEGFRIED. — La Crise de l'Europe.

JOAN SARDA I LLUC BELTRAN. — Els Problemes de la Banca Catalana.

S. CANALS. — Le crisis exterior de la Peseta.

JOSEPH M. TALLADA. — Economia Monetaria Española.

VERNIC. — Histoire Economique de l'Europe de 1760 à 1932 (Paris 1932).

J. VENTOSA Y CALVELL. — La politica economica de Espana.

## TABLE DES MATIERES

---

### Introduction.

L'évolution de l'Espagne pendant la crise est un exemple caractéristique de dévaluation prolongée, accompagnée d'une grande stabilité des prix. — Objet et programme de notre travail. . . . . p. 1

### Chapitre I.

#### La peseta avant le 1<sup>er</sup> janvier 1928.

Histoire de la peseta jusqu'en avril 1927. — Situation financière à cette date. — Succès apparent du Directoire. — Dangers de sa politique financière. — Budget ordinaire et extraordinaire. — Menaces diverses dirigées contre la peseta. — Retournement de la tendance spéculative à la suite de resserrements de crédits à l'étranger. — La baisse de la peseta commence (mars 1927) . . . . . p. 5

### Chapitre II.

#### La première bataille des changes (de 1927 à février 1929).

Le Directoire décide d'intervenir. — La loi d'organisation bancaire de 1921. — Décret-loi du 25 juin 1928. — Echec de ce premier essai d'intervention directe. — Relèvement du taux de l'escompte. — Critique de M. Cambo. — Arrêt de l'intervention (février 1929). p. 15

## Chapitre III.

**Le Dictamen et le Rapport de M. Rist (1929).**

Le Directoire, cherchant des avis, réunit la Commission de l'étalon-or. — Le dictamen. — La commission conseille de ne pas stabiliser, mais de maintenir les cours de la peseta à un niveau tel que les prix-  
or espagnols restent au-dessous des prix mondiaux. Le Gouvernement  
passe outre et reprend l'intervention (juin 1929) jusqu'en octobre  
1929. — Deuxième échec. — Le Directoire, désespéré, consulte  
M. Rist qui fait adopter le principe de la stabilisation immédiate après  
assainissement de la situation financière. Le budget extraordinaire  
est supprimé. — Mais le Directoire tombe (février 1930) . . . p. 29

## Chapitre IV.

**Le mouvement des changes de la fin du Directoire.  
à l'avènement de la République (février 1930 au 14 avril 1931).**

M. Arguelles déclare revenir aux conclusions du Dictamen, mais  
renonce à toute intervention. — Chute accélérée de la peseta. —  
Reprise de l'intervention. — M. Weiss crée le Centro Oficial de  
Contratacion de Moneda. — Son rôle de centralisation sans inter-  
vention. — Recherche de concours étrangers en vue de la stabili-  
sation. — Consultation de M. Quesnay, directeur de la B.R.I. —  
M. Ventosa Calvell obtient un crédit à la Banque Morgan, mais la  
Royauté est renversée (14 avril 1931) . . . . . p. 41

## Chapitre V.

**Les premières années de la République et la stabilisation de fait  
(14 avril 1931 — 1<sup>er</sup> janvier 1935)**

Nouvelle dévaluation. — Décrets de mai 1931 luttant contre  
l'évasion des capitaux. — Reprise de l'intervention directe. —

Nationalisation des « doubles ». Epuisement des ressources en or. — Mais les mesures tendant à empêcher les sorties de pesetas, encore renforcées en 1932, conduisent à la stabilisation de fait... p. 49

## Chapitre VI.

### La circulation fiduciaire.

Les mouvements de la circulation ont précédé ceux du change. La dévaluation n'a pas influencé les prix. — Le sang-froid du peuple espagnol a permis d'éviter l'inflation. Mais, en sens inverse, les mouvements de la circulation monétaire ont influencé ceux du change. Rappel des théories gouvernant ce phénomène. Explication satisfaisante donnée par la théorie psychologique du change... p. 63

## Chapitre VII.

### Le mouvement des prix.

Défauts des index espagnols. — Constance des prix papier pendant la période considérée ; les prix-or, suivant les variations du change, baissent plus que les prix mondiaux jusqu'à la stabilisation de fait. Ils sont ensuite rejoints (1934). — Constatations analogues pour les prix de détail qui ont, cependant, un peu monté. Hypothèses concernant le mécanisme du mouvement des prix. — La fixité des prix papier constitue-t-elle un phénomène autonome ou résulte-t-elle d'une baisse des prix-or compensée par la dévaluation monétaire. — Arguments en faveur de la première. — La dévaluation espagnole n'a pas constitué un remède, mais une protection pour une économie d'ailleurs stable en elle-même... p. 83

## Chapitre VIII.

### L'activité économique intérieure.

Sa mesure exacte est impossible. — Production de 20 articles

caractéristiques. — Indice de l'activité industrielle établi par la Banque d'Espagne. L'activité a très peu varié, ce qui confirme bien que la constance des prix est un phénomène autonome. — L'Agriculture ne permet de tirer aucune conclusion intéressante, au contraire des transports ferroviaires et maritimes. — Les salaires. p. 103

## Chapitre IX.

### Le commerce extérieur.

Indications fausses données par les statistiques douanières. — Importations. — Elles n'ont pas été plus affectées en Espagne qu'ailleurs. — Exportations. Elles ont été facilitées. — La dévaluation a donc favorisé le commerce extérieur, mais pas d'une manière bien frappante. Même remarque pour le tourisme.

Résumé des points acquis (action de la circulation sur le change, indépendance des prix vis-à-vis du change, influence réduite de la dévaluation). Nécessité de dégager les caractères permanents de l'économie espagnole ..... p. 112

## Chapitre X.

### L'Espagne, économie jeune.

Développement auquel sont parvenues les sources de production d'énergie (charbon, électricité, pétrole), les différentes industries (métallurgie et ses dérivés, ciment armé, textile, laine, soie, alimentation, mines et métallurgie des petits métaux, chimie — les transports — les hommes, la natalité..... p. 137

## Chapitre XI.

### L'Espagne, économie autonome.

L'Agriculture. Variété de ses productions, le blé, les céréales, la betterave, les légumes, les fruits, le vin et l'huile. — Les matières

premières industrielles. — L'Espagne pourrait se passer complètement de l'étranger. — Réserves concernant l'industrie, insuffisamment développée. — L'autonomie n'existe pas seulement pour l'ensemble de la nation, mais souvent dans des cadres beaucoup plus étroits ..... p. 157

## Chapitre XII

### L'Espagne, économie fermée.

Histoire du protectionnisme en Espagne jusqu'en 1927. — Les droits-or de 1906. — Le tarif de 1932. — Le contingentement. — Les traités de commerce. — Conséquence défavorable du protectionnisme. — Elévation des prix intérieurs (produits agricoles et articles manufacturés) ; obstacles à l'équipement de l'industrie, à l'exportations des produits industriels, au développement de la consommation intérieure. — Les niveaux de la vie de l'ouvrier et du paysan sont bas. — Conséquences heureuses du protectionnisme. — Stabilité de l'économie (agriculture et industrie) ..... p. 171

### Conclusion.

Les caractères permanents de l'économie espagnole expliquent la stabilité des prix intérieurs et le maintien de l'activité économique. La dévaluation n'a donc pas joué un grand rôle. — Pouvait-on l'éviter ? Le commerce extérieur aurait souffert. — L'Espagne aurait dû accepter la déflation des prix, procédé pénible, mais qui conserve à la monnaie son pouvoir d'achat et donne des résultats définitifs alors que la dévaluation laisse l'avenir sombre.

Faut-il conclure, par ailleurs, à la supériorité d'une économie autonome et fermée. Non, car le retour général à la prospérité créera des difficultés nouvelles ; les autres pays produisant à meilleur compte, l'Espagne devra continuer à se défendre et on lui fermera, par représailles, le débouché de ses produits agricoles. Elle ne pourra

se développer qu'en circuit fermé, donc lentement. Son retard ira s'accroissant. — Sa population l'acceptera-t-elle ? — Il faut que l'Espagne se tourne vers le dehors en abaissant progressivement ses barrières douanières ..... p. 191

---





---

Imprimerie G. Subervie - Rodez

---





